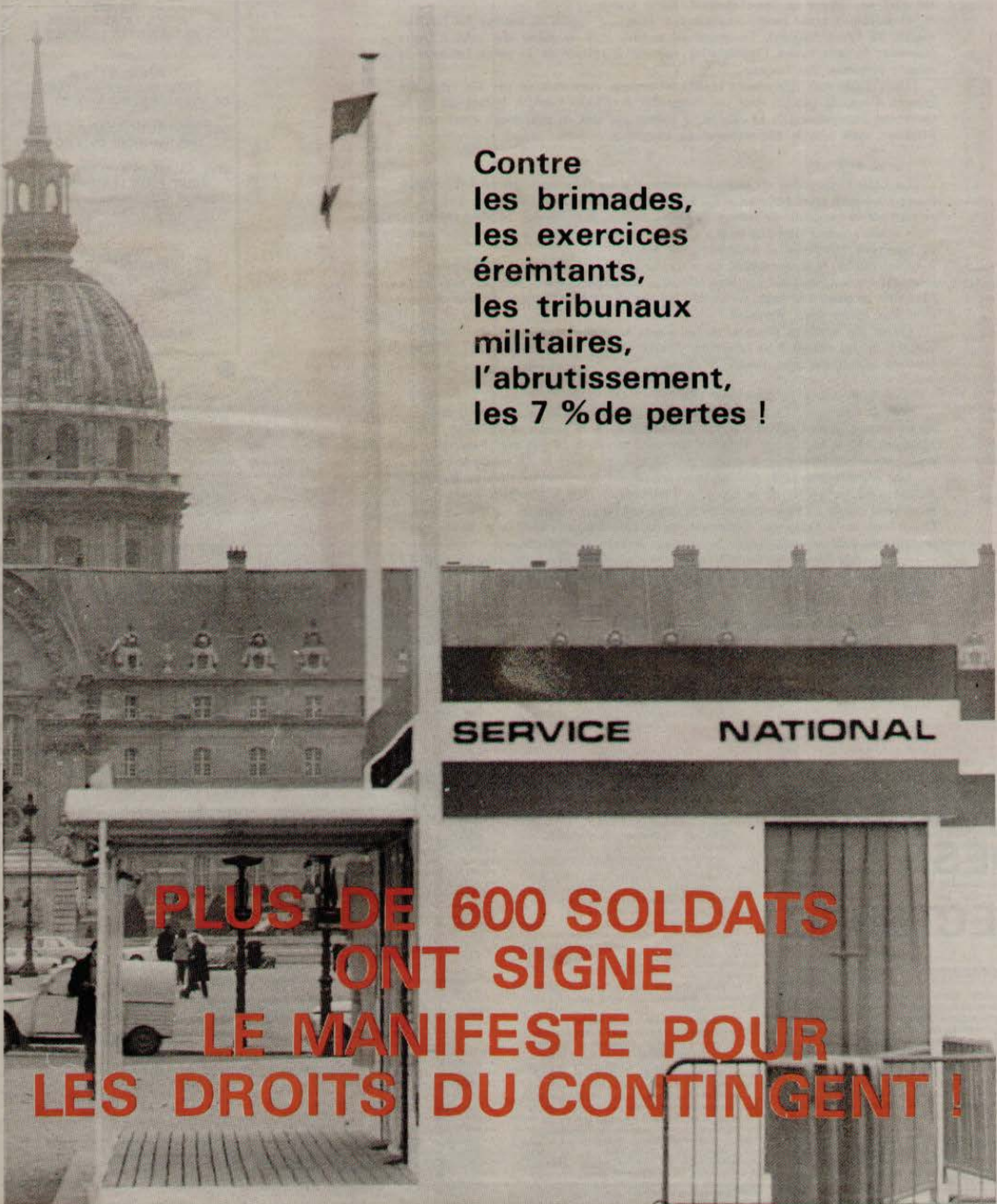


rouge

hebdomadaire d'action communiste



Contre
les brimades,
les exercices
éreintants,
les tribunaux
militaires,
l'abrutissement,
les 7 % de pertes !

SERVICE NATIONAL

**PLUS DE 600 SOLDATS
ONT SIGNE
LE MANIFESTE POUR
LES DROITS DU CONTINGENT !**

un an

Il y a un an. Un an, jour pour jour : c'était le 21 juin 73. Les nazillons d'Ordre Nouveau prétendaient tenir un meeting raciste et antisémite à la Mutualité contre l'immigration sauvage. Les contre-manifestants, rassemblés à l'appel des organisations d'extrême-gauche, marchaient vers la salle. Vers 19 heures, ils se heurtaient place Monge aux cordons de police qui protégeaient cette réunion, illégale pourtant, selon la loi contre le racisme.

La police était bousculée, enfoncée.

Après une campagne de presse hystérique, le Conseil des Ministres décrétait une mesure plus tard, le 28 juin, à la demande du ministre de l'Intérieur Marcellin, la dissolution d'Ordre Nouveau et de la Ligue Communiste, section française de la Quatrième Internationale.

Il y a juste une semaine, le 15 juin, les groupes spéciaux de la police britannique ont tué dans une charge un jeune étudiant, Kevin Gately.

Il participait à une contre-manifestation marchant contre un meeting des fascistes anglais du Front National. Le thème du meeting était le même que celui d'Ordre Nouveau : la lutte contre l'immigration sauvage. L'attitude de la police fut aussi la même : protection des fascistes.

Deux différences cependant : le PC britannique était dans la rue aux côtés des groupes d'extrême-gauche, dont nos camarades de l'IMG (section britannique de la Quatrième Internationale). Et cela ne se passait pas sous un quelconque gouvernement Messmer, mais sous le gouvernement du travailliste Wilson.

Un an déjà.

La Ligue Communiste est toujours dissoute. Pas les idées marxistes révolutionnaires. Rouge n'a jamais cessé de paraître. De la marche sur Lip à la candidature de Krivine, en passant par la campagne de soutien au peuple chilien, le trotskysme ne s'est jamais tu. Nous avons prévenu Marcellin qu'il n'était pas de taille à réussir là où cinquante années de répression bourgeoise et stalinienne ont échoué.

En revanche, le gouvernement qui a dissout la Ligue Communiste a été dissout lui-même. Il n'y a aujourd'hui que deux ministres rescapés (Giscard, bien-sûr, et Galley). Marcellin est passé à la trape, ses bévues, bourdes et gaffes de l'époque n'y sont pas pour rien. Bon anniversaire, Raymond.

Quant aux nazillons dissouts, on les a tout bonnement retrouvés dans l'ombre de Giscard, faisant escorte à sa campagne. Comme quoi la symétrie voulue des deux dissolutions n'était que pour donner le change.

Alors ? Beaucoup de bruit pour rien ?

Non. Il était juste, il y a un an, de donner l'alerte. Après les attaques de Druon contre les artistes, après l'offensive contre les libertés, après la promotion de Galley, Royer, Mazeaud... Et il était temps. Il fallait être dans la rue le 20 juin avec l'ensemble des organisations ouvrières pour la défense des libertés, et encore le 21 contre le racisme.

Une semaine plus tard, des inconnus, jamais retrouvés, assassinaient un travailleur portugais sur les berges de la Seine. A l'automne, c'était à Marseille d'abord, plus généralement ensuite, le déchainement de la campagne raciste contre les travailleurs arabes. Les événements d'Angleterre confirment que la lutte contre le racisme reste une tâche permanente, fondamentale, quand le chômage menace de s'étendre.

A l'automne dernier, les nazillons ont voulu réapparaître avec un meeting de soutien à la junte chilienne. L'appel à contre-manifester lancé cette fois par le PS et le PCF l'ont empêché.

Un an après, le nouveau président amnistie.

La Ligue Communiste reste dissoute. Bien que Krivine et Recanati aient été relâchés, bien que le dossier reste creux. Et le Conseil d'Etat n'a toujours pas répondu au recours. Ce genre d'amnistie ne fait pas partie du nouveau style présidentiel.

La bataille pour l'abrogation du décret de dissolution de la Ligue continue donc.

Rouge

CHILE

CHILE

CHILE



SOLIDARIDAD

CHILI :
APRES LE MASSACRE,
LES ASSASSINATS LEGAUX

PINOCHET OSE
TRADUIRE LES MILITANTS
DE L'UNION POPULAIRE ET
DES REVOLUTIONNAIRES DANS
UNE PARODIE DE PROCES

VIVE SAUVE ET LIBERTE
POUR TOUS LES INCULPES !
LIBERER CORVALAN,
VITALE, VON S CHOUWEN ET TOUS
LES PRISONNIERS POLITIQUES

TOUS A LA
MANIFESTATION
A L'APPEL DES
COMITES CHILI (CSLRPC)
JEUDI 27
A 18 H 30
PLACE DE LA BASTILLE

Menacé d'expulsion par la Municipalité de Milan, Dario Fo a organisé les 15 et 16 juin un forum continu sur les problèmes de la culture et de la politique. Il viendra en France ce dimanche 23 juin, au théâtre de l'Aquarium (Cartouche de Vincennes) expliquer la situation du collectif théâtral de la Commune et son rôle dans les luttes populaires en Italie aujourd'hui. Cette réunion de solidarité est organisée à l'initiative des groupes qui à leur tour cherchent en France à développer un travail révolutionnaire sur le front culturel en liaison avec les luttes de masse. Ils présenteront leur travail (Lip, Crédit Lyonnais, Chili,...)

MEETINGS DU FCR

Après les élections, le FCR continue sa campagne d'explication, notamment dans les villes où les marxistes révolutionnaires commencent seulement à s'implanter. C'est en majorité des travailleurs qui participent à ces réunions-débats. C'est ainsi que ces deux dernières semaines, il y a eu 150 personnes à Cherbourg, 100 à Dunkerque, 150 à Chartres, 150 à Soissons, 350 à Dijon, 250 dans un meeting de quartier à Paris 15^e. Prochaines réunions : Vendredi 21 juin à Perpignan. Vendredi 28 juin à Fiers.

COURRIER DES LECTEURS

CHOMEURS EN PUISSANCE

Pendant tout le temps de sa parution, j'ai lu et diffusé autour de moi le quotidien Rouge. Je regrette sa disparition car il était le seul journal révolutionnaire quotidien (Libération étant le « Fonce-Soir » de la « gauche »).

D'autre part, camarades, je voudrais aborder ici un problème auquel, je crois, vous m'excuserez si je me trompe, vous avez rarement ouvert les lignes de Rouge quotidien ou hebdomadaire. Je suis sûr pourtant que ce problème vous préoccupe et je voudrais savoir quelle analyse vous portez sur lui. Il s'agit du travail en « intérim ».

Nous avons tous vu fleurir il y a quelques années les maisons de travail temporaire, négriers des temps modernes. On connaît les conditions de salaires et de travail que ces boîtes imposent aux travailleurs.

En revanche, on sait moins l'origine des travailleurs venant s'embaucher en intérim :

— Immigrés à qui l'on ne donne ni carte de travail ni carte de séjour.

— Anciens détenus à qui l'on fait la « charité » d'un emploi qu'il paie chèrement.

— Plus de 50 ans ne trouvant pas de reclassement dans leur métier.

— Chômeurs qualifiés qui ne peuvent exercer leur métier faute d'emploi.

— Jeunes sortant du lycée ou des universités, parfois diplômés et qui ne trouvent pas d'emploi.

— Travailleurs licenciés pour faits de grève et marqués syndicalement ou politiquement.

— Et j'en passe...

De plus, les révolutionnaires ne se rendent pas compte à mon avis de l'importance du « phénomène intérimaire » et de son danger. En effet on peut parler de danger puisque l'intérim repose :

— Sur les lois de la division : entre travailleurs intérimaires aussi bien qu'avec le personnel fixe des entreprises.

— Sur la dispersion dans de nombreuses entreprises diverses, ce qui fait que l'on ne se connaît pas et que les contacts sont rares et difficiles.

— Sur l'inorganisation : il est dur (voire impossible) de créer des syndicats, même de faire grève, alors que le code du travail reconnaît formellement ce droit élémentaire aux travailleurs.

Alors, de fait, cette masse inorganisée est facilement maniable par le grand capital qui l'a créée. Ainsi, on l'envoie briser des grèves. On la voit aujourd'hui remplacer de la main-d'œuvre licenciée individuellement et progressivement, ce qui évite les décompressions et les démantèlements. (ex : Rhône-Poulenc, Renault, etc.) On verra l'intérim prendre demain un essor considérable afin que le capital ne soit pas mis en difficulté par la récession économique et les problèmes de l'emploi.

Or, les intérimaires sont des chômeurs en puissance, bien qu'ils ne soient pas inscrits comme « demandeurs d'emploi » ! Et c'est bien là l'astuce !

De plus en plus, nous devons nous organiser et lutter au sein même de ce système. Et cela malgré l'inertie, et même l'hostilité des syndicats réformistes qui fondent leur espoir sur la « disparition de l'intérim » et pour qui les travailleurs intérimaires représentent un potentiel négligeable. (Ainsi, on a vu un cahier de revendications d'intérimaires bloqué par la CGT ! DANS UNE ENTREPRISE DE Paris !!!)

Plus que jamais, nous devons nous organiser et lutter.

Salutations révolutionnaires
M.T. Paris 17^e

THEATRE AMATEUR

Les histrions
J. Tatreaux
16, Place de la Coupée
71 000 Charnay-les-Macon

Les Histrions, groupe de théâtre amateur de Macon organisent dans cette ville du 21 au 28 juin un festival (puisque il n'y a pas d'autres mots) autour du théâtre non professionnel.

Nous pensons que c'est dans le théâtre amateur que peut se trouver une partie de la solution à la crise du théâtre actuel. Mais pour cela il faut :

1) effacer le contenu péjoratif du mot « amateur »

2) faire en sorte que les troupes sortent de leur isolement où les contraignent leurs manques de moyens et le « bon goût » des programmeurs officiels (animation culturelle, Maison de la Culture, etc...)

3) montrer que le théâtre amateur au contraire du théâtre bourgeois et subventionné est vivant et qu'il peut gueuler ce qu'il a à dire même et surtout si cela ne plait pas aux nantis.

Nous prévoyons pour ces journées :

— des spectacles donnés par les troupes invitées

— des interventions dans la rue au niveau des quartiers HLM

— des rencontres ouvertes où nous avons programmé des amateurs, poètes, comédiens, mais où tous nous pourrions prendre la parole.

Et si nous vous écrivons aujourd'hui c'est parce que vous pouvez être concernés par ces problèmes et que vous pourriez en signalant les dates et le contenu du festival participer à notre action.

Merci

IL ETAIT TEMPS

Tout-à-fait d'accord avec l'article « le bluff de l'énergie propre », 31-5-74. Il était temps que vous vous réveillez sur ce sujet. « bande d'intellectuels » !

Rouge devient de plus en plus difficile à lire contrairement aux autres journaux révolutionnaires. Rouge ouvrira-t-il un stand au Larzac cette année ?

Un grand merci pour tout ce que vous faites.



sourdines et clairs-obscurs

● La prudence sociale du gouvernement Chirac s'explique en partie par le souci de ménager les chances électorales de la nouvelle majorité, au cas où des élections législatives anticipées deviendraient inévitables. Dans l'immédiat, toutes les forces de la majorité s'accordent sur le réalisme et le refus de l'aventure : personne n'est prêt à affronter sans risque l'Union de la gauche dont l'unité est sortie renforcée des présidentielles, et qui se sent plus que jamais candidate au gouvernement.

S'adressant, samedi 15, à la Convention nationale du PS, Pierre Mauroy expliquait que « la gauche se trouve aux portes du pouvoir ». Critiqué par Chevènement qui lui reprochait le clair-obscur de son rapport, Mauroy a reçu en échange la défense et la caution de Mitterrand. Il a réaffirmé l'attachement au programme commun qui « exprime une stratégie fondamentale d'Union de la gauche ».

PAS PLUS FIERS QU'EN HENRI IV

Il a d'autre part pris énergiquement la tête de l'offensive en faveur de l'élargissement du P.S. Le programme commun, c'est pour le court terme ; pour l'avenir, il y a le projet de société, l'autogestion. Chacun y trouvera son compte : « Nous avons une approche réaliste qui intègre la perspective de l'autogestion à la responsabilité du pouvoir ». Cette prétentieuse synthèse de Mauroy ne soulève aucune protestation de la part de Maire ou de Rocard. Pourtant il n'est plus question de socialisme autogestionnaire, ni d'autogestion socialiste. La « responsabilité » du pouvoir ne permet pas ces hardiesses. Il est vrai que, pour compenser, Mauroy promet « une place suffisante à tous les nouveaux hommes qui issus du courant autogestionnaire ».

Paris valait bien une messe... L'ombre des porte-feuilles ministérielles vaut bien de franches capitulations. D'autant que le calendrier des regroupements est fixé : en octobre, septembre peut-être, les assises du socialisme ; ensuite, le Congrès national du P.S. « qui consacrerait la réunion de tous les socialistes ».

TOUS LES TIMIDES NÉ ROUGISSENT PAS

Ce projet d'absorption des courants centristes du PSU et de la CFDT n'a cependant pas soulevé au sein du P.S. un enthousiasme unanime. D'autant plus que le parrainage en est d'emblée assuré par l'aile sociale-démocrate représentée par Mauroy. Jean Poperen a suscité un mouvement dans l'assistance en brocardant « Rocard-d'Estaing ». Moins explicite, les porte-

parole du CERES ont également manifesté leurs craintes de se voir écartés et contournés, les nouveaux venus apportant directement la caution de leur base ouvrière aux tendances les plus clairement social-démocrates et parlementaires. D'où l'insistance de Georges Sarre à renforcer « le secteur entreprises » qui était jusqu'à ce jour laissé aux bons soins du CERES, avec des résultats modestes, puisque dans un parti qui annonce près de 150 000 adhérents, Sarre n'annonce que 15 000 travailleurs organisés dans le secteur entreprises.

Dans ce grand jeu de finasseries, d'entrechats, de rroublardises, de coquinerie parlementaires, le débat politique passe sous la table. Le clair-obscur que Chevènement reprochait à

Mauroy enveloppe en fait l'ensemble des protagonistes. Ainsi, tirant le bilan de la campagne, Sarre suggère que le PS a peut-être perdu quelques atouts en ne créant pas des comités de soutien à la base. Par « timidité » explique-t-il. Comme s'il ne savait pas que PS et PC ne voulaient à aucun prix d'un courant unitaire militant qui s'organise à la base, qui s'ouvre à tous les courants du mouvement ouvrier pour mener le débat sur les perspectives ! Comme s'il ne savait pas que sa propre tendance, le

CERES, a eu la velléité, au début de la campagne, de proposer de tels comités, avant de capituler sans combat devant le veto de la direction ! Jusqu'à accepter l'annulation pure et simple des manifestations du 1er mai !

l'engrenage de la réforme

■ Avant toute analyse des travaux du dernier comité central du PCF, une première constatation s'impose à ma lecture du compte-rendu qu'en a fait « l'Humanité » du 10 juin sous la plume de Jean Le Lagadec : il y a eu débat. Débat au moins pendant un « moment » ou « chacun intervient de la place qu'il occupe sans se rendre à la tribune ». Quel était l'enjeu de ce moment de débat « franc, ouvert et fraternel », non réglementé, le seul apparemment de ce CC ? Savoir « la portée et les limites du programme commun ». Préciser qu'il s'agit de réformes et non pas d'un quelconque engrenage ».

Tous les économistes du CC ont pris la parole : il fallait écarter « le danger de laisser entendre que le programme commun était une première étape ». Pour opérer l'union du peuple français, pour bannir tout sectarisme à l'égard de ceux qui ont voté Giscard, il ne faut pas « donner l'impression qu'on va plus loin que le programme commun ».

« Il ne faut pas avoir peur du mot réforme », dit Georges Marchais. « Il ne s'agit pas de réformisme puisque ces réformes n'aménagent pas le capitalisme et qu'elles ne sont pas compatibles avec la politique de la grande bourgeoisie », explique E. Fajon.

Encore tout récemment « à l'ordre du jour », le socialisme est repoussé sans limites : « il faudra une législature (5 ans) et peut-être une autre avant d'aborder la question », précise Marchais à « Actuel 2 ».

En quoi donc les « réformes » du programme commun sont-elles anti-capitalistes ? Ce n'est pas la question à poser : car en effet les dirigeants du PC ne conduisent pas une politique « contre le capitalisme », mais « contre la politique de la grande bourgeoisie ». C'est une distinction supplémentaire sur laquelle ils ne sont pas très explicites : mais ils tendent à la faire... puisqu'il s'agit de réunir tous les

Français contre une petite poignée de monopoles.

Tout montre, 6 ans après mai 68, que plus les travailleurs voulaient le changement, plus les dirigeants du PCF en limitaient la portée. Plus le nombre de voix qui se portent sur l'Union de la gauche grandit, plus les dirigeants du PCF veulent « l'élargir ». Plus les masses se font déterminées, moins les dirigeants le sont et plus ils subordonnent le moment réel du changement à des conditions encore non remplies. Ces conditions manquent-elles qu'ils en inventent : après les socialistes et les radicaux, il faut les gaullistes, après il faudra les chrétiens, les sans partis, les « giscardiens trompés ». Il y a, n'est-ce pas, 5 millions et demi d'électeurs ayant un salaire de moins de 2000 F par mois qui ont voté Giscard : tant que tous ceux-là, tous, ne se sont pas prononcés pour le changement... les autres... n'auront rien.

La marche au socialisme de Marchais, c'est le remplissage d'un tonneau percé.

Le « rassemblement » du PCF ne connaît pas de limites à droite : il n'en connaît qu'à gauche : Fajon, rappelle que « chaque fois que le PCF a développé une telle politique (comme dans la période du Front populaire), des phénomènes qui s'appa-

Quelles que soient les contradictions du PS, il ressort clairement une chose de cette opération : que le PC, déjà dépassé par le PS en 73, n'est plus le premier parti électoral à gauche, et qu'il est maintenant en passe de perdre son monopole sur le mouvement ouvrier organisé.

Loin de réagir à cette situation nouvelle par un durcissement programmatique et une relance des luttes, le PCF prétend rétablir la situation en se lançant à corps perdus dans la course à l'ouverture... à droite. A droite, toute !

C'est l'opération « cellules ouvertes », sont les affiches collées sur le thème « venez voir le PC comme si vous en étiez membre » : la notion de parti d'avant-garde pour laquelle Lénine a constamment combattu est jetée ainsi aux orties. Il faut rassurer avant tout, lever les dernières craintes, balayer les soupçons. Le débat du dernier comité central en a manifesté la volonté : comme le disait Figuières, l'expression « ouvrant la voie au socialisme » risque d'effrayer ; et Fizbin, de reprendre qu'il ne s'agit pas d'aller plus loin que le programme commun, mais seulement de desserrer l'étau des monopoles. Quant à Marchais, c'est devant les téléspectateurs d'Actuel 2 qu'il s'érige en grand prêtre de l'électoralisme : « nous irons au socialisme quand la grande majorité du peuple français en décidera par la voie du suffrage universel ». Le parti change puisque tout bouge, explique-t-il à ses interlocuteurs.

Grisés à l'idée d'une possible voie électorale, ils se bousculent et se piétinent, tous, accumulant capitulations et reniements. Le crétinisme parlementaire bat son plein. Le PCF renvoie le socialisme aux calendes, Maire et Rocard sont disposés à ramener l'utopie autogestionnaire aux dimensions terrestres de la cogestion capitaliste à la Willy Brandt.

Le vent des urnes tourne la tête des états-majors réformistes. Gageons que les travailleurs garderont bien davantage les pieds sur terre. Qu'ils ne marcheront pas comme un seul homme. A condition que ceux qui n'abandonnent pas la perspective d'une société socialiste autogérée, et qui ne lâchent pas la révolution prolétarienne pour l'ombre parlementaire, tracent une autre voie.

rentent d'une certaine manière au gauchisme se sont développés ».

Sans doute que ce sont ceux qui pensent que « le socialisme est à l'ordre du jour » qui deviennent « gauchistes ».

D'ailleurs explique l'un des membres du Comité central, « chez les communistes eux-mêmes, notre stratégie est parfois insuffisamment assimilée ce qui se traduit par certaines attitudes de septicisme dans des petits cercles ».

Comme le rappelait Georges Marchais à « Actuel 2 », la politique du PCF, du Front populaire, du Front national, du Front républicain, relève du même principe. Si cette politique échoue, ce n'est jamais la faute aux rassembleurs mais toujours à ceux qui n'ont pas voulu être rassemblés.

Nul doute, que désarçonnés par une politique qui n'est pas la leur, les travailleurs de plus en plus nombreux chercheront une politique conforme aux intérêts de leur classe.

Plus le PCF voudra gagner de bourgeois, petits et moyens, plus le nombre des travailleurs auxquels les révolutionnaires s'adressent grandira, devant un ferme langage de classe. Car aussi puissante que pourra être dans un premier temps cette logique de l'unité à tout prix, elle ne manquera pas d'engendrer de terribles contradictions parmi ses promoteurs de l'Union de la gauche selon les réponses qu'ils donneront aux exigences des classes sociales qu'ils organisent ou prétendent représenter.

L'engrenage de la réforme sera balayé par l'engrenage de la révolution.

G. FILOCHE



POUR UN TROISIEME TOUR SOCIAL... POUR LA FUSION SYNDICALE... POUR UN GOUVERNEMENT DES ORGANISATIONS OUVRIERES PAR LA GREVE GENERALE !

Résolution adoptée à l'unanimité moins trois abstentions par la direction nationale provisoire du Front Communiste Révolutionnaire le 16 juin.

1). Les présidentielles ont sanctionné la fin du gaullisme, accéléré les transformations au sein du mouvement ouvrier et exprimé de façon déformée, 6 ans après Mai 68, l'ampleur sans précédent de la montée ouvrière et populaire.

2). Le régime bonapartiste gaulliste est né sur la base d'une défaite ouvrière et d'une période de forte expansion économique qui lui a permis de se présenter comme un arbitre au dessus des classes et des partis et de conquérir une part non négligeable de l'électorat ouvrier. Il s'est appuyé sur un mouvement, un « rassemblement » d'aventuriers issus des milieux gaullistes de la Résistance et des rescapés du pétainisme en passant par le RPF, une sorte de société du 10 décembre. Il a voulu neutraliser et intégrer la classe ouvrière par toute une politique de collaboration de classe et d'association capital-travail, des procédures toutes à la participation, en passant par l'amendement Vallon et l'ordonnance de 67 sur l'intéressement des travailleurs aux bénéfices. Si ces artifices ont la plupart du temps échoué, les illusions et les mirages de la collaboration de classe ont pu être entretenus grâce au contexte d'expansion exceptionnel. En effet de 1968 à 1972, le produit national brut a augmenté de 26 % contre 22 % en Belgique, 20,8 % en Allemagne (RFA), 14,5 % en Italie, 8,8 % en Grande-Bretagne, et 11,02 % aux USA. De 1969 à 1973, les exportations ont augmenté en volume à un rythme annuel proche de 14 % taux légèrement supérieur à celui du Japon et très supérieur à celui de tout autre pays capitaliste avancé.

Cette compétitivité nouvelle du capitalisme français tient pour une part à l'augmentation des cadences, à la faible progression des salaires, à la relative accalmie sociale qui a suivi Mai 68. De 69 à 72, les salaires ont en effet augmenté en moyenne de 12 % par an, alors qu'ils augmentaient de 20 % en Italie et en Allemagne. Il y a eu dans la même période cinq fois moins de journées de travail perdu pour fait de grève qu'en Angleterre. Néanmoins, le salaire minimum a progressé en moyenne de 14 % par an, et les miettes de l'expansion ont permis de remplir les contrats de progrès de Chaban et de nourrir le mythe de la Nouvelle Société.

3). Pourtant, la rupture de l'équilibre

des forces, sur lequel reposait le gaullisme, date de 1968. La grève générale de mai-juin instaure un nouveau rapport de forces qui exprime le renforcement numérique, le rajeunissement, le regain de combativité et de conscience de la classe ouvrière. Dès lors, l'une des conditions nécessaires au régime, la relative résignation d'un prolétariat défait, disparaît : le régime ne peut que se transformer ou s'effondrer. Moins d'un an après Mai 68, à l'occasion du référendum d'avril, la bourgeoisie se débarasse du Bonaparte, Giscard donnant le coup de grâce. Pompidou qui avait préparé la relève, lance la formule d'« ouverture dans la continuité ». Il n'est plus un président gaulliste, mais celui qui a pu imposer à toutes les fractions de l'UDR, la nouvelle majorité présidentielle, élargie aux Républicains Indépendants et au Centre Démocratique et Progrès, et qui finira par se présenter aux législatives de 73, face à l'Union de la Gauche, sous le sigle unique d'URP. Avec la chute du Bonaparte, c'est la clef de voûte du régime qui tombe : « un édifice dont la solidité dépend de la présence d'un seul homme est nécessairement fragile » annonçait de Gaulle lui-même. 4 ans plus tard, Sanguinetti constatait : « M. Pompidou n'a retiré du ralliement de MM. Giscard d'Estaing et Duhamel en 69 qu'un pourcentage minime de voix qui, de toute façon, ne lui aurait pas interdit d'être élu ».

4). Le second coup porté au régime, c'est la démonstration qu'il est impossible de prétendre intégrer la classe ouvrière par la participation, par l'intéressement aux bénéfices, par dessus la tête de leurs organisations syndicales. A la différence de l'intéressement qui s'adresse individuellement à chaque travailleur de l'entreprise, les contrats de progrès reconnaissent les organisations syndicales comme les interlocuteurs naturels de l'Etat et du patronat, ce qui s'inscrit dans la logique du renforcement des droits syndicaux accordé à Grenelle.

Pourtant, dès cette époque, la politique de Chaban ne fait l'unanimité ni dans la bourgeoisie, ni dans son propre mouvement. Elle est faite, dit Chirac « pour des électeurs qui jamais ne voteront pour nous ». Le limogeage de Chaban et l'arrivée de Messmer à la tête du gouvernement en juillet 72, marquent un changement d'orientation en vue de préparer les élections.

Sans que la politique contractuelle soit ouvertement abandonnée, il s'agit dès lors de s'adresser « aux catégories défavorisées » et de les appâter par d'habiles saupoudrages pré-électorales dont on retrouve la logique dans le programme de Provins. A travers une série de dispositions budgétaires et législatives, l'effort est dirigé vers les commerçants et les artisans, les agriculteurs, les PME, les cadres. La majorité gagne les élections législatives de mars 73, mais l'UDR perd la majorité absolue au parlement. C'est la deuxième étape dans la chute du gaullisme. Sanguinetti constate lucidement alors que la victoire est amère : « Amère, parce que nous constatons que l'unité des candidatures, que l'on a voulue, mais que la plupart d'entre nous ne voulaient pas, restreint la dimension de ce que nous sommes actuellement dans la majorité. Amère parce que nous constatons que nos alliances nous ont tiré à droite et que, de ce fait nous avons perdu une partie de notre électorat populaire et que nous n'avons pas de sens si nous ne sommes pas populaires (...) Il s'agit de savoir si nous resterons gaullistes ou si nous deviendrons un parti conservateur ».

5). La déroute de Chaban n'est que la dernière et définitive étape de la chute du gaullisme. Il prétendait, par sa candidature aux présidentielles, incarner « l'esprit de rassemblement du gaullisme » au moment même où, de reculs en défaites, l'UDR était tombée en 73, au rang d'une fraction parlementaire parmi d'autres, et moins homogène que d'autres. Il voulait donner à ce rassemblement, une coloration populaire grâce au thème des contrats de progrès et de la nouvelle société, au moment même où, avec la fin de l'euphorie expansionniste, les contrats sont de plus en plus vides et les appâts de la collaboration de classe de plus en plus maigres. Il se voulait enfin le défenseur des institutions de la V^e République, au moment même où les contradictions d'un régime privé de son bonaparte, du mouvement sur lequel il s'appuyait, devenaient explosives. Il est significatif que Pompidou, qui avait su en son temps remplir le vide, en auto-proclamant sa candidature, n'ait pu, se sachant condamné, désigner son successeur. Il est donc logique, du point de vue de ses intérêts que la bourgeoisie ait choisi Giscard.

6). Giscard était pour le grand capital, le meilleur candidat. Sentant venir les temps difficiles, il a axé sa campagne sur l'anti-communisme et les pourboires électoraux. Il est apparu comme le candidat résolu de l'union des droites : le candidat d'une bourgeoisie refusant toute compromission avec le PCF. Giscard l'a emporté, c'est maintenant que les problèmes se posent. D'abord parce qu'élus comme candidat de la droite avec à peine 51 % des suffrages, il ne peut rester le président de la seule droite sans risquer la cassure, l'affrontement social. Le régime est donc condamné à prendre des allures de bonapartisme sénile et décadent. D'autant que Giscard ne pourra faire autrement que de s'attaquer économiquement à des couches sur lesquelles il s'est appuyé électoralement. D'autre part, il doit résoudre le problème de ces institutions bâtarde, léguées par le gaullisme, à mi-chemin entre parlementarisme et présidentialisme, et qui risquent la paralysie en cas de conflits, désormais possibles, entre le président et l'assemblée. Giscard cherchera à parachever la transformation du régime en régime présidentiel, c'est-à-dire dans le sens d'un nouveau renforcement absolu du gouvernement par rapport à l'assemblée, avec, en contrepartie, une assemblée indissoluble par le président. Mais la viabilité d'un tel système constitutionnel suppose l'existence d'un fort parti bourgeois, conservateur, sur lequel puisse s'appuyer le président, et la possibilité d'alternance entre deux grandes formations bourgeoises ou contrôlées par la bourgeoisie. Or nous ne sommes pas en 1945 et les mêmes raisons qui ont ruiné les visées populistes du gaullisme empêcheront que se forme un



Clôture du congrès des maires de France

grand parti démocrate-chrétien ou conservateur bénéficiant d'une large clientèle électorale populaire. Et nous ne sommes pas aux USA : l'existence d'une classe ouvrière politiquement forte et organisée ne laisse pas à la bourgeoisie deux majorités possibles sur lesquelles elle pourrait jouer alternativement. C'est pourquoi la majorité nouvelle dont parlait Giscard dans sa campagne, n'est encore qu'une fragile coalition présidentielle. Et c'est pourquoi le gouvernement Chirac n'est qu'un gouvernement de transition, aussi disparate qu'une arrière boutique de brocanteur.

« Ce régime est condamné à prendre des allures de bonapartisme sénile et décadent... »

L'UDR, rassemblée par et pour le contrôle de l'appareil d'Etat, peut difficilement survivre à la perte du pouvoir absolu. D'ores et déjà, deux grandes voies s'ouvrent devant elle : celle du ralliement à la nouvelle majorité, tracée par Chirac et celle d'un regroupement de « centre-gauche » dont Jobert place les jalons, soutenu par une fraction de l'UDR. Mais à terme, la décomposition et l'éclatement de l'UDR sont prévisibles ; il peut en résulter l'apparition et l'autonomisation de courants d'extrême-droite, corporatistes et fascisants.

7). La seconde leçon des présidentielles, c'est le résultat de la gauche : 13 millions de suffrages, plus de 49 % des votants rassemblés sur un vote perçu, malgré le candidat lui-même, comme un vote de classe. La majorité écrasante des salariés et des jeunes. Et ce, alors que les moins de 21 ans et les 3 millions de travailleurs immigrés restaient privés du droit de vote. Ce résultat sans précédent de la gauche maintient une issue politique à l'horizon des luttes ouvrières. On peut dire que la majorité a gardé le président mais perdu les élections : une nouvelle période s'ouvre dans la lutte des classes.

8). Cette nouvelle poussée électorale de la gauche a précipité les modifications en cours dans le mouvement ouvrier. Le PS, principal bénéficiaire de la candidature unique de François Mitterrand poursuit sa remontée et le rééquilibrage en sa faveur des rapports de forces électoraux vis-à-vis du PCF, déjà amorcé en 73. D'autre part la majorité de ses adhérents actuels ont adhéré après la constitution du nouveau PS au congrès d'Epinay ; il s'agit d'un courant d'adhésion qui ne se limite plus aux intellectuels ou aux ITC, mais qui touche au cœur de la classe ouvrière. Les déclarations de Maire souhaitant le ralliement au PS des militants CFDT, et la pétition qui circule dans le même sens au sein même de la CFDT au lendemain des présidentielles, ne peuvent que favoriser ce phénomène. Enfin, ce courant d'adhésion a une signification complexe : il embrasse à la fois des positions résolument réformistes et



anti-communistes et des positions centristes et anti-staliniennes ; il passe à la droite mais aussi, dans une certaine mesure, à la gauche du PCF.

9). Cette polarisation autour de l'Union de la Gauche déchire les courants centristes aussi bien de l'extrême-gauche que des courants lutte de classe dans les syndicats. Pour ouvrir la possibilité des nouvelles alliances à droite, pour réduire la part du PCF dans l'Union de la Gauche, et pour relativiser le Programme Commun, le PS et Mitterrand ont besoin d'une caution gauche. En appelant à voter Mitterrand dès le premier tour, et en présentant sa campagne comme un élargissement du Programme Commun aux thèmes du socialisme autogestionnaire, la majorité du PSU et de la CFDT ont commencé à la lui apporter. L'adhésion au PS de cadres de la CFDT et la réponse favorable de la direction du PSU aux appels du comité directeur du PS vont dans le même sens.

Les conditions sont ainsi réunies pour l'extension de l'audience, organisée ou non, du PS dans la classe ouvrière. Il devient en conséquence un pôle d'attraction et un cadre d'évolution pour une partie importante des courants centristes. Les marxistes révolutionnaires doivent y prêter la plus grande attention pour œuvrer à la clarification de ces courants centristes, en détacher les militants qui refusent de choisir la collaboration de classe et le réformisme contre la révolution socialiste, et créer les conditions de confrontation et de débat avec eux. Cette bataille doit être livrée sous le chapeau de l'autogestion socialiste par la révolution.

D'autre part, et pour la première fois depuis longtemps, le PCF se retrouve électoralement minoritaire par rapport au PS, et en passe de perdre le monopole absolu sur l'organisation du mouvement ouvrier, du fait des rapports établis entre la CFDT et le PS. Cette situation nouvelle ne peut qu'amener les militants du PCF à s'interroger, et aiguïser les contradictions en son sein. Loin de réagir par un durcissement ou un gauchissement programmatique, le dernier CC du PCF a au contraire confirmé l'ouverture aux gaullistes, repris le mot-d'ordre d'Union du Peuple français, et jugée trop radicale, trop avancée, la campagne électorale, tout en insistant sur le fait que le Programme Commun ne vise pas à ouvrir la voie au socialisme. Dans l'immédiat, la seule riposte mise en avant relève davantage de l'opération publicitaire (campagne portes ouvertes), ce qui indique l'étroitesse des marges de manœuvres du PCF, au moment même où ses liens avec l'URSS sont émaillés d'incidents et de tensions.

10). A travers sa campagne électorale, l'Union de la Gauche a affirmé sa vocation de gérante loyale de la société capitaliste. Cela signifie que, compte tenu de ses propres résultats et de la fragilité du régime, elle s'est affirmée comme un dernier recours possible, une dernière carte démocratique jouable par la bourgeoisie en cas de crise politique ouverte. Cette vocation ne

nécessite pas nécessairement des changements, ou même des élargissements d'alliance. On peut même dire que toute rupture d'alliance serait suicidaire, tant pour le PCF qui a bâti dessus toute sa stratégie, que pour le PS qui s'est reconstruit par cette alliance après les résultats catastrophiques obtenus par Deferre en 69, sur la base d'un projet contraire. Quant à l'élargissement, l'Union de la Gauche et en premier chef le PCF, comme le PC Italien, ont déduit du coup d'Etat chilien la nécessité d'un élargissement de leur base sociale et politique préalable à la conquête du gouvernement. C'est dans ce sens que le PC Italien propose à la Démocratie Chrétienne un « compromis historique ». C'est dans ce sens que l'Union de la Gauche, et notamment le PCF, a multiplié depuis l'automne 73 ses efforts en direction des PME et des cadres (négociations UGICT-CGC). C'est dans ce sens enfin qu'au cours de la campagne, à Marseille d'abord, puis au Comité Central du 8 mai, Marchais a lancé le mot-d'ordre d'Union du Peuple français en précisant qu'il ne s'agissait pas d'un mot-d'ordre de circonstance, mais d'une alliance valable quels que soient les résultats des élections. C'est dans cette perspective que s'intègre la main tendue aux gaullistes. Mais la polarisation politique qui résulte en France de l'instauration d'un Etat Fort, ne se prête pas aux alliances et combinaisons parlementaires changeantes.

« La majorité nouvelle n'est encore qu'une fragile coalition présidentielle avec un gouvernement aussi disparâte qu'une arrière-boutique de brocanteur... »

Le ralliement à l'UG de quelques patrons et gaullistes de gauche a rapporté moins électoralement à Mitterrand que l'extrême-gauche. En revanche, JJSS a choisi Giscard et Lecanuet a exclu explicitement toute alliance, toute collaboration avec une coalition incluant le PCF. A sa façon, la bourgeoisie déduit des leçons chiliennes qu'elle a tout intérêt à une politique classe contre classe. C'est donc en tant que telle, et PCF inclus, que l'UG peut devenir en cas de crise politique une dernière solution pour la bourgeoisie. La dynamique de la campagne électorale n'a fait que préciser la logique de collaboration de classe du Programme Commun sans que cela nécessite de nouvelles alliances, et la transformation de l'UG en Front Populaire.

11). L'échec électorale de l'UG n'est pas ressenti comme une défaite par les travailleurs, mais comme une déception. Il ne faut pas oublier que la mort de Pompidou et la campagne présidentielle sont venues suspendre une vague de luttes ouvrière en plein décollage et que la traditionnelle trêve électorale elle-même est restée toute relative. Face aux conséquences de la crise du pétrole

et à des conséquences de ralentissement économique, la question « qui va payer » se posait de façon toujours plus aigüe et la bataille pour le partage profits-salaires s'intensifiait. Patronat et gouvernement répondaient à cette mobilisation naissante par la matraque : lock-out à Saint-Nazaire, envoi de la police dans les banques, utilisation des jaunes et de la CFT. Pourtant, six ans après mai 68, le chemin parcouru devenait mesurable. Par l'ampleur des mobilisations : de gros bataillons se mettaient en branle, contrairement à la période précédente marquée par des luttes exemplaires mais relativement isolées (Batignolles en 71, le Joint en 72, Lip en 73) ; des branches et des villes à peine touchées par les grèves en 68 entraient dans la lutte. Par le contenu des revendications : généralisation des revendications d'augmentations uniformes, lutte contre les cadences, contrôle ouvrier. Par les formes de lutte utilisées : occupations multiples, piquets actifs, comités de grève comme dans les banques, expériences de contrôle suivant l'exemple de Lip. Par la tendance à la généralisation des luttes à l'échelle d'une ville, d'une région, d'une branche. Par une nouvelle articulation des luttes de la jeunesse (avec pour la première fois, les CET en première ligne) par rapport aux luttes ouvrières.

12). Contrairement aux déclarations d'E. Maire, le résultat serré des présidentielles débouche sur la perspective d'un troisième tour social et la question de la tactique des luttes vient au centre des débats. Après le 6 décembre, laissé sans lendemain, les directions de la CGT et de la CFDT s'opposaient à ce propos : la première proposant des journées d'action nationales comme dans la Fonction Publique, sorte de pilonnage pré-électoral contrôlé ; alors qu'E. Maire parlait d'un feu roulant d'actions. Mais l'une et l'autre cherchaient à éviter la convergence et la centralisation des luttes. Aujourd'hui, la direction confédérale CGT, loin d'avancer des perspectives offensives, exige des négociations pour que, parallèlement aux projets de lois déposés à l'Assemblée Nationale par les députés de gauche, les travailleurs encore égarés par la démagogie de Giscard fassent l'expérience des promesses non-tenues. Toute occupée de renforcer la « gauche non communiste », la direction confédérale CFDT ajuste les revendications aux objectifs du Programme Commun : ainsi, on revient des 1 500 F au 1 200 F minimum. Et, parallèlement, les divergences sur la tactique des luttes étant liées plus que jamais à des divergences de stratégie politique, la répression contre les militants révolutionnaire tend à s'accroître de la part des deux bureaucraties syndicales.

13). Quant à nous, nous estimons que les résultats électoraux, portés par un puissant courant unitaire ne peuvent

que favoriser chez les travailleurs la prise de conscience de leur force et de leurs possibilités. De même que les résultats des législatives de 73 avaient constitué un encouragement aux luttes et que ceux de 67 avaient créé des conditions propices à l'explosion de mai 68. Dans un tel contexte, le contenu du programme d'Action de Rouge, qui pourra être réactualisé, reste pour l'essentiel à l'ordre du jour.

« A travers la campagne électorale l'Union de la gauche a affirmé sa vocation de gérante loyale de la société capitaliste. »

14). Toutefois, dans l'actualisation de nos tâches face à la situation nouvelle, il nous faut insister particulièrement sur :

a) pour éviter le danger réel de morcellement des luttes et la différenciation des niveaux de conscience et de combativité dans la classe ouvrière : coordination, unification, centralisation des luttes. Pour un troisième tour social, pour obtenir par la lutte la satisfaction des revendications ouvrières, préparation d'un mouvement d'ensemble, d'une grève générale.

b) au moment même où les directions syndicales se disent d'accord sur l'essentiel, il est significatif qu'elles n'envisagent pas et ne proposent pas l'unification syndicale qui avait donné force, élan, et confiance à la classe ouvrière en 1935. Pour forger un instrument de lutte plus efficace, unitaire et démocratique, fusion syndicale avec droit de tendance !

c) Le régime n'est pas près de résoudre ses contradictions, le gouvernement parait en sursis ; tout le monde sent que les prochaines échéances importantes n'attendent pas les rendez-vous électoraux, dans 5 ou 7 ans. Loin de prendre sa retraite, Mitterrand, en lançant la formule « ni trêve, ni pause » se met en réserve du gouvernement. Face au rassemblement des droites de Giscard, et face à toutes les tentatives de collaboration de classe, il faut avancer dès maintenant la solution d'un gouvernement des organisations ouvrières, imposé par la grève générale, appuyé sur la mobilisation des masses.

d) la publication au cours de la campagne du manifeste du FSMAR et de l'appel des cent soldats a mis en relief l'importance et l'écho de la propagande anti-militariste. Il s'agit plus que jamais de soutenir le développement du FSMAR et des comités de soldats, d'étendre le soutien anti-militariste chez les civils, à travers le CDA et le mouvement syndical.



Giscard et Helmut Schmidt



Un mouvement national est né le 16 juin ... LE PETIOT GRANDIRA !

1000 femmes environ sont venues à la rencontre nationale organisée samedi et dimanche à Bièvres. Un coup de chapeau pour le sens de l'organisation des pétroleuses qui se sont occupées de l'accueil, du logement, de la nourriture de tout le monde alors que jusqu'au jour même, personne ne savait si on serait 250, 500 ou 1000 ?

92 villes de province ou de la grande banlieue sont venues ; deux cars de Marseille (quel souffle ces Marseillaises, elles en veulent... dans toutes les commissions c'étaient elles les plus causantes...), un car de Montpellier, un car de Toulouse, des copines de Nantes, Lyon, Grenoble, Clermont-Ferrand, Bordeaux, Blois...

Nous étions (sur 500 fiches dépouillées) environ 160 enseignantes, 130 employées, 100 travailleuses sociales, 80 étudiantes et lycéennes, 20 femmes au foyer, 10 femmes dans la production.

Tout s'est déroulé dans les bois et la clairière de Bièvres. Un coup de veine qu'il ait fait si beau... Le samedi, de 15h à 17h, des commissions par thème ont été organisées : sexualité, famille-maternité, travail, séduction, homosexualité féminine...

Les discussions par commission ont été très riches : car elles pouvaient partir d'une expérience vécue de groupes qui ont déjà abordé ces thèmes. Dans la commission famille-maternité, on a beaucoup parlé de la contrainte pour les mères, du système d'éducation des enfants dans la famille ; des crèches actuelles, de celles qu'on voudrait, du scandale des « crèches familiales » ; de la fonction de la famille dans notre société ; de l'allaitement et de la manipulation des femmes par les médecins, etc...

Quelquefois les discussions ont eu du mal à démarrer en raison du sujet et du très grand nombre de participantes : ce fut le cas de la commission sexualité...

Dans la commission « travail », on aborde le problème des revendications discriminatoires entre femmes et hommes : retraite à 55 ans pour les femmes, longs congés de maternité ? etc...

A 17h, une AG regroupe l'ensemble des participantes. Les Pétroleuses parisiennes expliquent le sens de cette rencontre nationale, l'ordre du jour et l'organisation pratique... A signaler qu'à l'accueil, les Pétroleuses avaient préparé un dossier par participante avec textes-bilan et propositions de construction du mouvement.

18-20h : d'autres commissions par secteur d'activité sont organisées : lycée, faculté, quartier, santé, entreprise. Là encore, il faudrait pouvoir tirer les bilans collectivement, mais ce qu'on peut dire c'est que les débats y sont encore passionnants. Dans une des deux commissions « entreprise », les filles des banques racontent leur grève et la création de leur groupe femme ; sa fonction ; le rôle qu'il joue par rapport aux femmes de la boîte, par rapport au syndicat, le rôle des commissions syndicales. Les filles des CAF échangent leurs expériences ; une copine d'Alcatel raconte les luttes des filles dans sa boîte ; la commission femme ORTF son procès avec le CDR.

Les débats tournent pas mal autour du rôle très différent que joue dans une entreprise le groupe femme et la commission syndicale féminine. Le groupe femme qui regroupe les femmes (syndiquées-non syndiquées) qui veulent parler de leurs problèmes de femmes pour mieux les dominer mais aussi pour agir d'une manière autonome dans la boîte ; d'autre part la commission syndicale où participent quelques femmes, qui profite du rapport de forces créé par le groupe femme dans la boîte pour imposer à la section les revendications des femmes.

D'autre ont eu des expériences différentes : quelquefois, ce sont quelques filles faisant déjà partie de commission syndicale qui ont pu créer un groupe femmes.

Le lendemain devait être consacré à la discussion sur le mouvement, son orientation, sa construction, le journal, les campagnes de rentrée... Là encore, les dis-

cussions en commissions ont été très riches. Je crois qu'on aurait eu intérêt à supprimer les rapports de commissions en AG et à essayer de synthétiser en groupe restreint les propositions qui émanaient des commissions.

Car de l'AG de l'après-midi, on n'a retenu qu'une attente interminable, des rapports de commissions ennuyeux, pas un gramme d'enthousiasme pour attaquer l'an prochain alors que de fait, de cette rencontre sont sorties des tas d'idées d'actions (surtout dans les commissions) et surtout l'organisation minima qu'il faut à un tel mouvement pour fonctionner.



a) décision d'un collectif à la rentrée qui, sur la base des discussions de groupes, proposerait une campagne d'action (sur l'emploi, sur les crèches ?).

b) décision de sortir un « matériel » dans le mouvement : d'abord une brochure sur la rencontre avec les discussions des commissions. Ensuite des brochures sur les crèches, le travail des femmes, etc...

c) décision que le journal des Pétroleuses soit un journal national avec une rédaction tournante par villes. Marseille s'est proposée pour le numéro de rentrée. Toulouse pour le suivant.

d) décision d'organiser des rencontres régionales de tous les groupes femmes et des rencontres nationales par secteurs pour approfondir et discuter des revendications...

Les femmes sont de plus en plus nombreuses à refuser leur oppression et leur exploitation dans ce système : il ne suffit plus de crier notre oppression, il nous faut un instrument pour la combattre !

Cet instrument, c'est un mouvement national de femmes sur des bases de lutte de classe, capable de lutter efficacement sur l'avortement, la contraception, le salaire maternel et la surexploitation des femmes etc.

Ce mouvement national, il est né le 16 juin ! Et c'est une date historique !!

C'était le but principal de cette rencontre. Mais ce n'était pas le seul. Il me semble que cette rencontre devait être le lieu de jonction entre les luttes des femmes ouvrières et les luttes du mouvement. On n'a guère parlé du MLAC, mais surtout, on n'a pas eu de débat sur les luttes des femmes dans la production. Pourtant, l'entrée en lutte des femmes à Lip, Cersay, Thionville etc... sont des événements fondamentaux pour un mouvement de femmes qui se veut sur des bases de lutte de classe. Cela aurait dû être programmé comme un des débats centraux avec des films, la présence de camarades de Lip, de Thionville, et d'ailleurs. Nous avons tout à apprendre sur l'oppression spécifique des ouvrières en tant que femmes dans une entreprise, le problème des petits chefs, du rendement. Nous avons tout à apprendre sur la manière dont les femmes prennent conscience de leur classe, prennent conscience de leur « féminité ». Nous avons tout à apprendre des formes spécifiques d'organisation des femmes ouvrières. Une camarade de Lip était là, nous n'avons guère pu l'écouter, la questionner... en par-

ticulier sur l'apparition, après 14 mois de lutte d'une commission femmes du CE qui se réunit toutes les semaines pour rédiger une brochure sur « les femmes dans le conflit ».

C'est à mon avis la plus grande faiblesse de la Rencontre, avec le fait qu'on n'ait pas pu pousser davantage l'analyse de l'oppression des femmes dans des commissions (comme celles du début de la Rencontre).

Cependant, nous avons maintenant l'instrument adéquat pour organiser des rencontres régionales qui feront avancer le mouvement par la richesse et la diversité des luttes dans lesquelles les femmes sont engagées.

Le mouvement est né après neuf mois de grossesse et un accouchement difficile. Le petiot grandira !

CLOE.

N.B. : Le bilan de la rencontre est personnel dans la mesure où nous n'avons pas encore eu le temps d'en discuter en groupes-femmes.



« Gérer le capitalisme mais avec des méthodes nouvelles »

N'Y-A-T-IL PAS D'AUTRE SOLUTION POUR DES CEDETISTES COMBATTIFS SOUHAITANT DONNER UNE TRADUCTION POLITIQUE A LEURS LUTTES ?

Bien sûr il y a la perspective de construction du parti révolutionnaire mais il faut être aveugle et sectaire comme Lutte Ouvrière pour croire qu'il suffit de répondre à l'opération Maire ; venez avec nous construire le parti, et surtout qu'il n'y ait pas de mai 75 car nous ne sommes pas encore prêts, comme ose le dire un dirigeant de LO dans une interview à Politique Hebdo !

Aujourd'hui il s'agit de rouvrir le débat sur la stratégie révolutionnaire avec l'ensemble des forces révolutionnaires et notamment les militants du PSU et de la CFDT qui refusent le bradage organisé par Maire et Rocard. La question-clé à laquelle les révolutionnaires doivent aujourd'hui répondre est la suivante : comment s'appuyer sur la dynamique de classe favorisée par l'union des partis réformistes pour faire avancer une stratégie révolutionnaire opposée au projet de collaboration de classe de ces partis ? à cette question le FCR propose une réponse autour de 4 points fondamentaux.

— Partir des revendications sur l'inflation et le chômage, s'appuyer sur les luttes locales, pour étendre, coordonner, généraliser l'action ouvrière contre la crise du capitalisme. L'adoption par les syndicalistes combattifs CGT et CFDT d'un plan d'action anticapitaliste basé sur quelques revendications mobilisatrices unifiantes, serait un premier pas dans ce sens.

— Développer les différentes formes d'auto-organisation des travailleurs en refusant toute dynamique de division de la classe ouvrière en particulier entre les syndiqués et les non-syndiqués, être l'avant-garde ouvrière et les masses qui constitue une opposition fondamentale avec les camarades de Révolution !).

— S'appuyer sur la dynamique unitaire stimulée par le résultat électoral pour avancer concrètement dans le sens non seulement de l'unité d'action mais plus encore de l'unification syndicale CGT/CFDT, d'une part en suscitant les débats sur les conditions de fonctionnement démocratique d'un syndicat unifié, d'autre part en prenant d'ores et déjà des initiatives de fonctionnement unifié à la base au niveau de l'atelier ou de l'usine partout où cela est possible. Ici qui constitue une opposition fondamentale avec les camarades de LO plus soucieux de préserver leurs petites sections FO).

— Offrir un débouché politique à ces luttes en précisant la perspective du 3^e tour social qui permettra de mettre Giscard au tapis pour le remplacer par un gouvernement des organisations ouvrières que ce soit à la suite d'une victoire électorale de la gauche ou d'un nouveau mai 68 mené à son terme. Dans tous les cas, ce gouvernement ne peut venir que de la mobilisation des masses et non des alliances avec des partis bourgeois ne serait-ce que des résidus sans représentativité tels que les radicaux de gauche ou les gaullistes de gauche.

Nous souhaitons qu'autour de ces 4 axes puisse s'ouvrir un débat d'orientation entre les révolutionnaires. De l'issue d'une telle discussion peut dépendre en partie une nouvelle avancée de la construction du parti révolutionnaire.

Aujourd'hui, pour les militants combattifs qui ont pu se reconnaître dans le flou du PSU et de la « gauche syndicale », l'heure du choix est venue : réformisme ou révolution ?

René Yvetot

APRES LA CONVENTION DU PS, LES MILITANTS CFDT A L'HEURE DU CHOIX

L'opération lancée par Edmond Maire provoque des remous dans la CFDT. Surtout des grincements de dents face à cette gignatesque manipulation dénoncée à la fois par la Fédé HACUITEX et par la Région des pays de Loire. La « gauche » et la « droite » du syndicat se retrouvent ainsi sur des critiques de forme. Mais on ne peut en rester là.

Il faut aborder le problème de fond car nombre de militants radicalisés finiront par se résigner à rentrer au PS s'ils n'ont pas d'autre perspective « crédible ». La tribune libre de la Fédé HACUITEX parue dans Syndicalisme Hebdo et dont nous reproduisons des extraits offre un début de réponse.

« CONSTRUIRE UNE NOUVELLE FORCE SOCIALISTE » OU « ELARGIR LE PS » ?

Il ne s'agit pas d'un jeu de mots. Derrière ce dilemme se manifeste toute la supercherie de l'opération Maire-Rocard. Leur but est en effet de constituer un Ps hégémonique par rapport au PCF et ayant une stratégie clairement réformiste. Pour les technocrates Maire et Rocard, il s'agit de « modifier les structures », « décentraliser l'Etat... En aucune façon de travailler à l'ouverture d'une crise révolutionnaire permettant l'émergence d'organes de pouvoir ouvrier. En ce sens le débat qui eut lieu au Conseil National de la CFDT entre les deux tours électoraux fut tout-à-fait révélateur. D'une part Maire s'était opposé à l'accent mis sur les nationalisations par les pays de Loire, privilégiant la « démocratisation de l'entreprise » et la « contestation du pouvoir au niveau de l'usine ». D'autre part il s'était opposé à la revendication du SMIG à 1500 F pour 40 h avancée par la Fédé HACUITEX car selon lui cette revendication était contraire à la stratégie confédérale axée sur le « qualitatif » plutôt que sur le « quantitatif ». Il était même allé jusqu'à dire qu'une telle revendication susciterait inévitablement une inflation et finalement se retournerait contre les travailleurs et le gouvernement de gauche. Force est de rapprocher la position prise par Edmond Maire sur ces deux points des déclarations de Mitterrand pendant la campagne électorale, relativisant au maximum les nationalisations au profit de la cogestion dont les socialistes allemands offrent selon lui le modèle et proposant un plan économique « rigoureux » dans le cadre de l'économie de marché ! Rocard, lui, s'était déclaré « profondément impressionné » par le nouveau langage économique du 1^{er} secrétaire du Parti socialiste, et le soir du 1^{er} tour, il lança comme tout un chacun un appel aux gaullistes au nom de la « lutte nationale » contre l'emprise des multinationales ! Le projet de Maire et de Rocard n'est donc ni plus ni moins que

celui de Mitterrand et des notables du PS : gérer le capitalisme, mais avec des méthodes nouvelles ! Gilles Martinet lui-même devait déclarer lors de la Convention Nationale du PS : « le PSU dans ses contacts avec nous fait montre d'une préférence pour ceux qui étaient naguère présentés comme les plus authentiques sociaux-démocrates » faisant ainsi allusion aux rencontres en Mauroy et Rocard.

Mais évidemment, le projet Maire-Rocard n'est pas avouable en tant que tel aux militants gauches de la CFDT et du PSU. Aussi, pour eux, le langage n'est pas le même. On explique qu'il s'agit de créer une nouvelle force socialiste radicalement différente, sur laquelle les militants ouvriers pourront influer, la faisant ainsi incliner progressivement vers la gauche. « Vaut-il mieux s'isoler dans une position pure et dure ou faire évoluer un parti ouvrier de masse ? ». Voilà le dilemme qu'ils s'efforcent de présenter aux militants peu enthousiasmés par leur projet « réaliste ». Et beaucoup se laissent tenter ou se posent des questions. Mais la Convention Nationale du PS et Mitterrand viennent de répondre catégoriquement : « Bien sûr, ni notre titre, ni nos structures, ni notre stratégie ne peuvent être remises en cause. Personne ne le demande ». Voilà qui est net. Et si Mitterrand dit vrai, cela veut donc dire que contrairement à leur propos pour la façade, en réalité, Maire et Rocard ne proposent que l'intégration pure et simple au P.S.

LE PS ELARGI, UN PARTI DEMOCRATIQUE ?

Voilà donc la question que devraient se poser ceux qui entrent au PS croyant l'infléchir vers la gauche pour en faire une sorte de « PS chilien » selon l'expression malheureuse de P. Héritier dans Tribune Socialiste (responsable syndical de la région Rhône-Alpes). En fait la social-démocratie a toujours traité sa base ouvrière comme une masse informe servant de base de manœuvre aux dirigeants mais ne disposant d'aucun moyen pour élaborer une ligne politique et contrôler son application. Le PSpoursuit la tradition. A la veille du Congrès extraordinaire du PS sur l'Europe, Mitterrand démissionna de son poste de 1^{er} secrétaire pour obliger le CERES à retirer sa motion. Et le CERES s'inclina. Cette fois-ci encore on apprend par le journal « le Monde » qu'au sein de la commission des résolutions, un amendement déposé par le CERES et tendant à faire préciser que les

assises nationales du Socialisme devraient délibérer d'un projet de société et des voies de passage au socialisme, a été repoussé par 27 voix contre 12. **Cet amendement n'a pas été repris devant la Convention Nationale.** Manœuvres d'appareil, compromis de couloir, motions de synthèse, courses au portefeuille, voilà qui a toujours caractérisé la social-démocratie. Et il suffit de voir la manière dont se sont faites dans le dos des militants les tractations entre les directions de la CFDT du PSU et du PS pour savoir que la « magouille » va continuer. De toute façon que faire, face au bonaparte Mitterrand ? Pour maintenir l'équilibre, il prévoit de faire entrer au PS un certain nombre de gaullistes de gauche type Pisani ! Et si cela n'est pas assez, il suffit qu'il menace de démissionner pour que toute velléité d'opposition s'estompe car l'essentiel n'est-ce pas c'est « la dynamique » et sans Mitterrand, plus de « dynamique » ! Ceux qui au nom de cette « dynamique » croient que l'opération Maire n'est qu'une habile tactique n'ont pas fini d'avaler des couleuvres. Partis de l'expropriation des capitalistes, ils se retrouveront avec une portion de plus en plus congrue de nationalisations. Partis de l'autogestion socialiste, ils se retrouveront avec la cogestion capitaliste. Bon voyage !

extrait de la tribune libre de la FEDERATION HACUITEX parue dans Syndicalisme-Hebdo n° 1500

Face aux différentes prises de position du PS, du PSU et du Bureau National de la CFDT quant à la construction d'un grand parti socialiste, le conseil fédéral Hacuitex tient à apporter les précisions suivantes.

Le 38^{ème} congrès Hacuitex de Fiers, en mai 1974 a nettement défini sa position en déclarant dans sa résolution générale d'orientation :

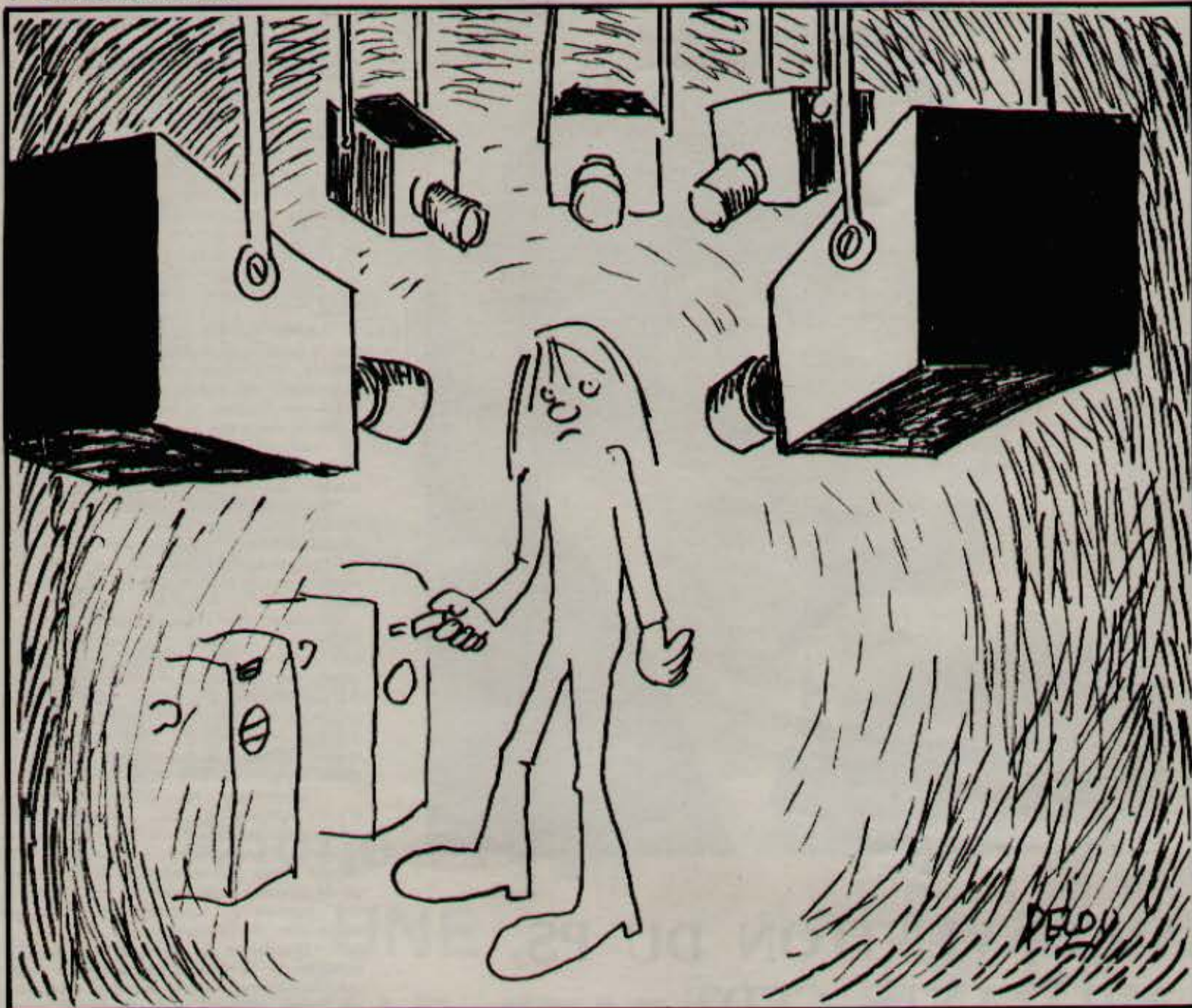
Nous voulons donc agir pour la conquête du pouvoir politique avec les partis de la classe ouvrière à l'occasion d'élections ou de mouvements d'ampleur nationale à l'exemple de Mai 68. La fédération Hacuitex considère comme essentielle la distinction des fonctions des organisations syndicales et des partis politiques. Cette distinction est à maintenir, quel que soit le gouvernement ou le système en place.

La dynamique unitaire passera, non par des alliances et négociations d'appareils, mais essentiellement par le développement des luttes, développement que le congrès de Fiers considère comme déterminant et prioritaire pour imposer nos revendications et avancer vers la victoire de la classe ouvrière.

La fédération Hacuitex est bien d'accord pour favoriser la politisation des militants et adhérents afin qu'ils adhèrent et militent dans une organisation politique démocratique antinapitaliste ainsi qu'elle l'a développé depuis son congrès de 1966.

S'il est logique que le PS veuille profiter du moment favorable pour se développer et que le PSU s'interroge sur sa place au sein de la gauche, par contre la fédération ne peut accepter la position confédérale qui risque, à terme, de conduire notre organisation à être au service d'un parti politique quel qu'il soit et à jouer ainsi le rôle de courroie de transmission.

La prise de position du BN est lourde de conséquences dans la mesure où elle engage l'ensemble de l'organisation et appelle ses militants à apporter leur contribution à cette opération.



les grandes manoeuvres

● 45 000 personnes contrôlées, plusieurs centaines de vérifications au fichier central et enfin quelques arrestations ; tel est le tableau de chasse du prince PONIATOWSKI après trois nuits (14-15-16 juin) de ratissages dans les banlieues lilloises, lyonnaises, marseillaise et parisienne.

Social à sa manière, le nouveau ministre de l'intérieur a lui-même mis la main à la pâte, relevant l'identité de certains automobilistes. Pour les besoins de la cause, plusieurs dizaines de milliers de tracts avaient été imprimés pour s'excuser et traçant un bilan alarmant du banditisme des dernières années. Conclusion du prince PONIA : c'est 3 500 policiers de plus qu'il nous faut, des gendarmes et des gardes mobiles plus opératoires... à utiliser contre le banditisme, bien entendu. Précision utile, car le citoyen moyen pourrait penser que MARCELLIN et ses obsessions du maintien de l'ordre sont revenues place Beauveau par la porte de derrière.

Le résultat du déploiement de forces de ces trois folles nuits a été somme toute mineur : quelques armes, un peu plus de travail pour trois ou quatre juges d'instruction. Mais rien à voir avec les 3 000 policiers qui cernaient la région parisienne, les liaisons radio, les chiens sortis pour l'occasion.

CORRIGER LES MARCELLINADES

L'explication de cet exercice policier est à chercher dans les déclarations du ministre. But immédiat du prince : corriger toutes les erreurs tactiques (et elles furent nombreuses) de Marcellin.

● En premier lieu, il fallait et il faut, pour le flic en chef, atténuer ce que beaucoup nomment « divorce police-population ».

Le Français moyen comprenait mal qu'alors qu'en sept années, la délinquance a augmenté de 150 %, la police parade au quartier latin et ne s'occupe que des manifestations. Ainsi, au lendemain des rafles des 14, 15, 16 juin, l'Aurore pouvait tirer à grand renfort de témoignages : « L'opération « coup de poing » a été bien accueillie dans le public ».

● Deuxième objectif : calmer le malaise qui règne dans la police. Sous le règne marcellinesque, les syndicats autonome, CGT, CFDT avaient incontestablement marqué des points dans la base, avec le mot-d'ordre : « rendre à la police sa mission de protection ». Les sondages pré-électoraux démontraient qu'une majorité de policiers votaient pour le candidat de la gauche. Parallèlement, beaucoup de flics ont eu peur, après le renvoi de Marcellin d'être abandonnés par un Poniatowski qui déclarait à tout venant que le ministère de l'intérieur n'était pas seulement un ministère de l'ordre, mais aussi celui des communes.

● Troisième et dernier but : profiter de ce nouvel amour police population, avancer en douce des exigences qui auraient auparavant soulevé un tollé d'indignation, comme une augmentation des effectifs, ceci afin d'éventuellement faire face en automne à une montée des luttes ouvrières. Bien malin celui qui pourrait jurer que les 3 500 protecteurs d'aujourd'hui ne deviendront pas demain des matraqueurs.

ENCORE ET TOUJOURS LA JUSTICE DE CLASSE

« Ponia chez les loubards » écrivait J.-M. de Morant, toujours dans l'Aurore.

Tandis que son collègue Puyalte admirait le prince en des termes dithyrambiques « bon sang ne saurait ne saurait mentir... Michel Poniatowski n'a pas oublié le bel exemple de son ancêtre, le maréchal du même nom... et déjà à l'époque, il fallait aller vite et frapper fort ».

Pourtant, il ne s'est guère frotté au gros gibier de la truanderie, le Ponia. Non, il a sévi dans les banlieues ouvrières comme Argenteuil, Saint-Denis, etc... là où ont lieu les petits vols minables, ce qui, aux yeux de la justice française, coûte le plus cher en années de prison.

Quand un commissaire est impliqué dans l'affaire du Fétich's Club, il ne récolte que du sursis. Quand un jeune ouvrier vole une voiture, c'est plusieurs mois fermes qu'il purge.

La courbe de la criminalité augmente en fonction de celle du chômage (INSEE). Poniatowski promet que tout sera fait pour isoler les délinquants, les réprimer. Cela risque très vite de tourner à un climat anti-jeunes dans la continuation directe des méthodes de Marcellin.

Cette délinquance, enfantée par une société d'exploitation, n'est que le retour de flammes de l'injustice capitaliste. Ses serviteurs veulent la faire disparaître en tapant dessus. Mieux, Poniatowski préconise de mettre dans les couloirs de métro des caméras directement branchées aux commissariats. Voilà le visage de la police de Giscard. A quand les yeux espions dans les chambres à coucher. C'est encore mieux que les écoutes.

La politique policière de Ponia est d'autant plus dangereuse qu'elle est toute en finesse. D'ailleurs Marcellin n'y a rien compris puisque dans le Figaro, il s'élève contre la destruction des écoutes, la « douceur » de son successeur.

Ne nous y trompons pas, les moyens sont différents mais la ligne d'arrivée reste la même. Social à l'extérieur, les grandes manoeuvres de Poniatowski dévoilent en tramé les lendemains qu'ils nous préparent.

prisons LE DROIT DE LIRE

En détention préventive depuis 7 mois, à la prison de la Santé, Patrick Noulet a entamé une grève de la faim depuis le 4 juin pour s'élever contre le droit de censure que s'arroge l'administration pénitentiaire sur les lectures des détenus. Parmi les livres refusés à Patrick Noulet, figurent notamment ceux de Serge Livrozet : « de la Prison à la Révolte », de M. Manceaux et J. Danzelot : « Cours, camarade, le PCF est derrière toi » et « On a raison de se révolter » de P. Gavi, Sartre et Victor. Le but de cette grève sans précédent est d'obtenir pour tous les prisonniers, droits communs ou politiques, le droit de lire les livres de leur choix et pas seulement les ouvrages débilissants habituellement proposés par les bibliothèques pénitentiaires.

Lundi 17 juin, les auteurs des livres en question, auxquels s'étaient joints M. Clavel, Alain Jaubert et C. Mauriac se sont présentés à la porte de la prison de la Santé pour « faire don de leurs œuvres à la bibliothèque de cette institution ». Cinq d'entre eux, parmi lesquels Serge Livrozet, animateur du CAP (Comité d'Action des Prisonniers) furent reçus par M. Calisti, directeur de la Santé, pendant que, devant les portes de la centrale, les militants du CAP vendaient leur journal et s'adressaient aux prisonniers au moyen d'une voiture équipée d'une puissante sono. Il s'agissait notamment de manifester la solidarité des prisonniers avec la lutte des travailleurs immigrés, et plus particulièrement avec l'un d'entre eux, Hassen Najjar, compagnon de cellule de Patrick Noulet et qui fait lui aussi la grève de la faim. A en juger par les acclamations venant des cellules que l'on entendait depuis le boulevard Arago à la suite du passage de la voiture-sono, cette initiative a été bien accueillie par les prisonniers.

Quant aux flics, ils ne semblent guère avoir apprécié l'action du CAP : après avoir bouclé la rue de la Santé, ils s'emparèrent de la voiture-sono et procédèrent à l'arrestation de ses deux occupants et de Serge Livrozet.

La présence des manifestants bien décidés à ne pas quitter les lieux avant que leurs camarades ne soient relâchés, et l'intervention des personnalités qui venaient d'être reçues par M. Calisti, devaient les amener à relâcher rapidement les manifestants interpellés.

HISTOIRES DE DROGUE

● La cour d'appel de Paris vient de décider le rabais de la peine de prison du trafiquant LABBAY. Voilà pour le gros gibier tandis que Poniatowski, à grands renforts de publicité, traque le voleur à la tire dans les banlieues.

Autre malfrat de la drogue : CROCE. Son procès devait avoir lieu le 6 mai à Marseille. Il avait été reporté pour « changement dans la Présidence du tribunal ». Dans « D comme Drogue », Moreau dévoilait que Croce bénéficiait de complicités importantes (politiques et judiciaires) en Corse, diplomatiques au Vénézuéla. Ses amitiés avec diverses « personnalités » de l'UDR, lui avaient permis de travailler avec PASQUA (député UDR après 68 et fondateur du SAC). Si l'on admet que ces informations sont vraies, on comprend l'utilisation que peut faire Giscard d'un tel procès. En effet, depuis lundi, CROCE comparait devant la 7^e Chambre Correctionnelle de Marseille.



LA BRECHE

D.R.

Ces derniers mois ont été marqués par le déferlement d'une nouvelle vague de luttes dans les casernes. Mouvement sans précédent dans la période historique récente et dont les temps forts ont été les affaires de

Cet essor des luttes dans les casernes dessine une situation nouvelle pour les antimilitaristes civils. Elle les place devant de nouvelles responsabilités. En premier lieu, elle met au premier plan de leurs tâches, celle de répercuter et de populariser ces luttes, celle de dresser un barrage de solidarité autour des appelés combattifs en butte à la répression. C'est une fonction que le CDA notamment a joué de façon croissante dans la période récente : diffusion auprès de la population et des permissionnaires de l'appel des 100, actions de dénonciation de la répression à Toulon, Mourmelon, campagne de dénonciation des scandales comme celui du 24^e RIMA de Perpignan. Naturellement ces actions de solidarité amènent de plus en plus fréquemment les militants du CDA à entrer en contact avec les soldats du contingent, que ce soit à l'occasion de diffusions de tracts aux permissionnaires, ou dans le cadre des « parrainages » mis en place depuis quelques mois. Les contacts sont essentiels en ce sens qu'ils contribuent à resserrer le réseau de solidarité avec les appelés. Ils ont un impact très important sur les appelés qui sentent ainsi leur combativité étayée par un « grand arrière » actif et vigilant. Au demeurant, ils n'impliquent nullement que les anti-militaristes civils se substituent à l'initiative propre des appelés en se mettant à jouer les donneurs de bons conseils. Les soldats combattifs n'ont besoin d'aucune tutelle pour organiser leur combat.

Ainsi, en aucun cas, l'initiative de la création de comités de soldats ou de comités mixtes civils-appelés, ne peut-elle être le fait des anti-militaristes civils.

AU DELA DU SOUTIEN DIRECT

Mais au delà du soutien direct aux luttes des appelés, le CDA voit se poser à lui un problème nouveau. Il est évident que l'essor de la lutte des appelés ne prend pas sa pleine signification « en soi ». Elle est liée au développement des tensions sociales, les prolonge et contribue à son tour à les exacerber. Aussi, rien ne permet d'affirmer que, par leur dynamique propre, les luttes dans les casernes aient croissant. Ce n'est qu'en s'articulant solidement aux luttes du mouvement ouvrier, en s'y étayant, que le combat des soldats trouvera l'assise nécessaire pour atteindre un niveau supérieur. Ce n'est qu'en se trouvant réintégré au combat des travailleurs contre l'Etat

bourgeois et l'exploitation que ces luttes prennent leur pleine signification. Ainsi, le manifeste des cent soldats comportait-il une question implicite posée aux organisations dominantes dans le mouvement ouvrier : vous qui, formellement, réclamez l'octroi d'un statut démocratique au contingent, la fin des abus et des brimades, mais qui restez depuis si longtemps passifs sur cette question, êtes-vous prêts à soutenir notre initiative, nos revendications ? Et c'est là effectivement la vraie question.

Aussitôt après la publication de la « lettre des cent », le débat s'est engagé dans le cadre syndical notamment. Comme il était prévisible, les réformistes se sont fait tirer l'oreille, mais il leur est difficile de refuser de soutenir les soldats en lutte pour leurs droits élémentaires dont beaucoup sont réclamés par le Programme Commun et ils ne s'opposent pas à l'expression d'un soutien aux soldats en butte à la répression. Parfois même, dans la FEN, la CFDT, il s'agit d'une véritable solidarité politique. Parfois, comme dans la région rouennaise, ce sont les JC qui expriment un soutien à mi-voix. Après tout, plusieurs JC n'ont-ils pas signé l'appel des cent ?

QUEL ROLE POUR LE CDA ?

Dans cette bataille pour la réinsertion de l'antimilitarisme dans le mouvement ouvrier, le CDA a un rôle privilégié à jouer. Il doit être, en tant qu'organisation située explicitement dans le mouvement ouvrier, être au premier rang de ceux qui luttent pour que la solidarité soit prise en charge par les organisations de la classe ouvrière. Centralement et localement, il s'adressera à ces organisations, à leurs directions, à leurs militants. Il s'agit d'une bataille décisive à l'heure où, au delà de la solidarité, on assiste à un développement, dans certains secteurs du mouvement syndical, d'une activité d'éducation des jeunes travailleurs contre le militarisme (cf. la brochure de la CFDT-PTT rédigée à l'intention de « ceux qui partent »). Une telle orientation implique naturellement que le CDA s'attelle sérieusement au développement de son implantation dans les quartiers et sur certaines entreprises. C'est là en effet que le dialogue sur la question de l'antimilitarisme peut être le plus fructueusement menée avec le mouvement ouvrier.

Mourmelon, Reims, Toulon et la publication du « Manifeste des cent ». L'émergence des comités de soldats, la multiplication des feuilles de soldats sont les traits dominants de ce cours nouveau dans le saint des saints de l'ordre militaire.

Ce qui est essentiel, c'est que le mouvement antimilitariste entre dans une période nouvelle. Une période où ses tâches centrales ne sont plus fondamentalement dessinées par le développement d'une sensibilité antimilitariste parmi la jeunesse mais par la mise en branle du mouvement ouvrier contre l'armée de guerre civile.

LES OBJECTEURS AUSSI...

Au demeurant, il serait erroné d'en déduire que le CDA voit sa fonction se réduire à celle d'un haut-parleur des actions « intra-muros ». Le développement des luttes dans les casernes ne renvoie pas au second plan les autres fronts de lutte antimilitaristes. Au contraire, il atteste une élévation générale du niveau de ces luttes. Il est évident par exemple que l'objection de conscience et l'insoumission continuent d'être une des voies de radicalisation parmi la jeunesse. Même si les courants favorables à l'objection et l'insoumission ne surmontent guère quelques-uns de leurs défauts traditionnels comme un éparpillement considérable et une tendance à passer à l'offensive en ordre dispersé, ils n'en gagnent pas moins en mordant. L'objection sage et tolérable est en ruine. Le décret de Brégonçon est aboli dans les faits par la multitude des insoumis à l'ONF. L'effet dissuasif des procès et mois de tôle généreusement distribués est nul. Au contraire, devant la multiplication des cas d'insoumission, c'est le ministère public qui par deux fois vient de reculer en réformant C. Dufresne et en repoussant le procès d'Alain Véniat. Le CDA doit soutenir sans faiblesse la lutte des objecteurs et des insoumis. Chaque coup porté à un objecteur ou un insoumis sans que se développe une riposte massive affaiblit le mouvement dans son entier. Ainsi le CDA devra-t-il intensifier son soutien aux objecteurs et aux insoumis dans la période à venir - en faisant connaître leurs actions, en publiant leurs positions, en organisant la riposte contre la répression qui les frappe.

Au reste le CDA doit poursuivre et intensifier son rôle d'instrument de sensibilisation aux problèmes de l'armée. C'est-à-dire qu'en aucun cas il ne doit délaisser les campagnes et la propagande générale contre l'armée, campagne et propagande « tous azimuts » par définition. Non

seulement il ne faut pas délaisser des fronts de lutte tels que la lutte contre l'armée de guerre civile, la militarisation des sols ; mais il faut en investir de nouveaux et concrétiser son action sur ces fronts par des actions spécifiques. Il y a un peu moins d'un an, le CDA a eu le tort de laisser la campagne contre les tirs nucléaires aux mains des réformistes et des pacifistes. Il faut rompre avec cet attentisme. Par delà les divergences, importantes, existant entre les composantes du CDA sur la question de l'arme atomique, il est indispensable de dénoncer les tirs nucléaires en démarquant le CDA de la position des pacifistes bourgeois (La Bollardière, J.J.SS).

Les occasions de dénoncer la préparation de l'armée française à la guerre civile et la militarisation de la vie civile, des services publics, etc... se multiplient. Le CDA doit intensifier sa dénonciation permanente de la reconversion de l'armée « nationale » contre « l'ennemi intérieur ». Une campagne permettant de mettre l'accent et sur cet aspect des choses et sur le régime militaire dans ses aspects les plus caricaturaux, paraît s'imposer : campagne contre les camps d'entraînement-commando et les stages-commandos qui pourrait prendre des formes très offensives et permettre de remporter de réelles victoires, d'en finir avec le temps des nouveaux Biribi qui sont Montlouis, Margival, Neuf-Brisach...

La période récente a montré à l'évidence que l'existence de deux organisations antimilitaristes civiles, apparaissant dans les faits comme concurrentes, constituait un obstacle au développement du mouvement antimilitariste. Aussi le CDA a-t-il décidé de réitérer ses propositions d'unification au CAM avec lequel de nombreuses initiatives importantes ont été prises dans les derniers mois (manifeste Duplex, assises antimilitaristes...).

Les conditions sont réunies pour le dépassement du piètement actuel du mouvement antimilitariste civil. Le CDA s'est assigné plusieurs objectifs pour la période à venir : il publiera incessamment une brochure faisant le point sur les luttes en cours dans et hors des casernes, il participera aux diverses initiatives contre les camps militaires pendant les vacances, il préparera de longue date le rassemblement d'Amsterdam contre l'OTAN. A la rentrée, il tiendra ses assises qui permettront de faire le point sur son développement et d'ouvrir de nouvelles perspectives.

ILS SONT PLUS DE

Interview de deux signataires du 2^e RIMA au Mans

Pouvez-vous présenter le 2^e RIMA ?

M : c'est un régiment dit disciplinaire, c'est l'ancienne infanterie coloniale, les mecs s'y croient toujours un peu.

C : toujours prêts à partir pour la guerre du pétrole ; ça correspond un peu aux marines : c'est un régiment d'intervention toujours prêt à débarquer quelque part. Il y a constamment des alertes sirène, il faut rester sur le pied de guerre, prêts à intervenir pour protéger le P.C. souterrain de Taverny, du moins, c'est l'alibi. En fait notre but c'est l'intervention outre-mer ; au Tchad et en Afrique Francophone ainsi que les Antilles. Aujourd'hui il y a une préparation constante à la contre-guerilla, surtout centrée sur l'outre-mer, bien que ce soit un régiment de DOT.

Pouvez-vous donner des précisions sur l'entraînement ?

M : c'est de la contre-guerilla, on s'entraîne aux embuscades de convois, au combat anti-char. On fait des coups de main, du ratissage, des reconnaissances de carrefour, des attaques de maison. Au stage commando on apprend le combat de rue.

C : Pendant le temps des classes, c'est le plus dur : il faut toujours courir, marcher, gueuler des chants coloniaux. On nous dresse à devenir des « marsouins ». Il nous reste très peu de temps pour lire, écrire ou discuter. Il s'agit d'une volonté de prise en main de la part de l'encadrement : on nous traite tout le temps de bleu, le terme favori des gradés. Ainsi on t'introduit dans les « traditions des troupes de marine »...

Comment expliquer-vous le succès de la pétition ?

C : un grand niveau de ras-le-bol qui s'est traduit par des signatures massives ; l'appel a permis de canaliser le ras-le-bol. Tous ceux qui râlaient tout

« C'est quelque chose qui peut se reproduire dans de multiples casernes »...

le temps, tous ceux qui marquent une franche mauvaise volonté dans le travail ont signé.

M : pas seulement ceux-là !

C : oui, mais tout le monde râle ! On a signé contre le fait de se faire traiter de pine de coucou, de couille de loup, contre le stage commando de trois semaines pour tout le monde, contre les répétitions incessantes d'ordre serré même après les classes, le manque de perms régulières.

Surtout les perms : les alertes et les manœuvres sont un bon prétexte pour supprimer les perms. Même ceux qui pouvaient voter n'ont pas eu de permission. Pour les deux tous très peu de gars ont pu aller voter.

M : la réaction la plus courante à la pétition a été celle-ci : « Ça ne fait rien, pour un fois, ça vaut le coup de risquer quelque chose ». Ils étaient prêts à prendre 60 jours d'arrêts pour affirmer leur refus du service militaire tel qu'il est, pour que ça cesse, pour qu'on ne considère plus comme naturel de perdre un an, pour que l'opinion française se réveille. Ils ont dit non, pas tant à la hiérarchie en tant que telle, mais par rapport à ce qu'ils ont vécu.

C : l'appelé tombe dans un système incohérent où règnent la bêtise et le mépris et l'appel des cent lui a permis de concrétiser son ras-le-bol collectif.

Est-ce qu'il y a des revendications qui ont été particulièrement ressenties ?

C : un truc qui revient tout le temps, c'est le droit aux permissions régulières et le droit d'être appelé dans sa région d'origine, pour ne pas être coupé de tout le monde, de son milieu, de sa famille, de sa nénéte, de son travail.

Ce qui a choqué les gars, c'est la revendication pour les engagés de

pouvoir rompre leur contrat. Les trois quarts des appelés ne comprennent pas qu'on s'occupe des engagés. Pour eux « ils ont signé, c'est pour en chier ». D'ailleurs on n'a proposé l'appel à aucun engagé, on les connaît mal pour leur faire confiance là-dessus, il y a une coupure très nette avec les engagés.

M : en fait les gars sont anti-rampouilles. Un pas énorme serait fait, si on arrivait un jour à se comprendre. Tous les engagés ne sont pas à rejeter, il faut connaître qui s'engage et comment pour pouvoir faire la différence.

Le sous-off t'aboie dessus pour te faire obéir, on l'a vraiment dressé. Les officiers travaillent constamment à casser les relations qui s'établissent entre les 2^e classes et les sous-off, que le sous-off soit engagé ou appelé.

Ceci dit, il y a une chose qui est sûre, c'est chez les engagés qu'il y a le plus de désertions. Chez les appelés on râle, chez les engagés on déserte.

C : pour expliquer les signatures il y a aussi autre chose : c'est le sentiment d'aller à tous les coups à casse-pipe, d'être de la chair à canon. Les appelés ne sont pas convaincus de la force de l'armée française, quand ils voient les conneries de l'encadrement. L'alibi de la défense nationale ne tient plus, le bidasse pige que cette armée est merdeuse : en cas de guerre, il ne serait que de la chair à canon. On n'utilise pas le matériel le plus récent, on nous file n'importe quoi ; on est mal équipé, sous informé. Il n'y a pas une volonté de créer un soldat.

Quel sens les gars donnaient-ils à la pétition ?

M : ils visaient une prise de conscience du grand public plutôt que la satisfaction immédiate des revendications. Une réaction typique : « le

SMIC, c'est pas pour aujourd'hui ».

C : ça a un côté cahier de doléances ; avec l'idée « ça sera pas pour nous mais pour ceux qui viendront ».

M : ça c'est important : ils n'ont pas tellement signé pour voir changer leurs conditions à eux, mais pour ceux qui viendraient. C'est ça qui est intéressant, c'est pas une réaction corporative.

C : sur le SMIC : autant les gars trouvent la solde ridicule, autant la revendication du SMIC leur paraît trop forte, impossible, irréalisable. Ceci dit, les problèmes financiers sont importants : on calcule qu'on perd 300.000 balles minimum. Faut expliquer : l'appelé à 75 % de réduction sur les transports avec seulement 52.50 f de solde. Au-delà de 300 km, ça fait cher le voyage. Et ça peut être pire : il paraît qu'il y a un projet qui prévoit qu'à partir du 1^{er} juillet, la solde passe à 60 f mais la réduction SNCF à 50 %...

Quelles ont été les réactions de l'encadrement à l'appel des cent ?

M : individuellement, elles sont variables, cela dépend de l'interlocuteur. Tous les officiers connaissent l'appel par le collage massif sur Le Mans. En général, c'est « vos petits amis qui foutent le bordel à l'extérieur ». « Vos petits amis », c'est-à-dire que naturellement ils identifient les appelés et les anti-militaristes civils.

D'ailleurs, il y a des anecdotes significatives : avant le 2^e tour, la hiérarchie a armé une compagnie de manches de pioches au cas où il y aurait une manifestation sur la caserne si Mitterrand passait.

De même au moment de Chézy et des morts du stage commando, ça discutait vachement.

LES NOUVELLES SIGNATURES

COMMUNIQUE DU COMITÉ DE SOLDATS DU 3^e R-H (PFORZHEIM)

Alors que la répression s'abat sur les soldats combattifs dans les casernes, que l'armée se prépare à un affrontement avec les travailleurs, et qu'elle brise leurs grèves, des soldats luttent et s'organisent dans les casernes. Ainsi la lutte des 100 témoigne de la volonté du contingent de ne plus être traité comme des moins que rien. Le comité de soldats du 3^e RH soutient totalement cette lettre et est solidaire de tous les soldats soumis à la répression. Déjà 40 soldats ont signé cette lettre dans notre régiment et ce n'est qu'un début.

SOUTIEN A LA LETTRE DES 100 ORGANISONS-NOUS DANS LES CASERNES

VERDUN 54 RCT : 2^e TRS Philippe LAURENT, Jacques CLAIRET, Yves GOURBIL, Jean-Pierre LELEU, Jean-Marc DELSANT, Jean-Paul NEMERY, Valère

DELMONTE Régis STEVENOOT, Jacques DOUAY, Pascal DELWARDE, Alain ENGLERT, Dominique MARIT, Jacques LIGNEAU, Gérard BLIARD, Patrick JAMME, Alain JOUANNO, Jean-Marc BOY, Didier PARADIS, Claude COSTEY, Jean-Marc MER-

CIER, Caporal Michel LEGRAND (engagé), 2^e TRS Jean-Marc LEBELLENGER, Michel DOUCHET, Patrick BOUTERIN, Gerry BALDENWECK, Bernard DUHAMEL, Yvon CREPIEUX, Jean-lou LEON, Patrick LAHAYE, Jean-Jacques VOISIN, Georges HOUPIN, Jean-Pierre FERRO, Omar ZITOUNI, Joël VASSEUR, Der MIKAELIAN, CAUVIN, Caporal GALLOIS, BA 102 : 2^e cl. Albert HABRARD, Philippe DANIEL, Gérard DEZON, 39^e RI : Hervé FIRMIN, 126^e RI BRIVES : Gérard LABARBE, François RABAUD, Michel BERNALDI, Jean-Luc LAFERIERE, LEDIGABEL, FAYET, GT 535 KARLSRUHE : Chérif ALLALI, Michel AMBROISE, Bruno ARMSTRONG, BALLET, Serge BASTE, Bernard BITTON, Claude BOSREDON, Raymond BOUCLET, Jacques COQUIN, Daniel DEBEFFE, Claude DEDIEU, Christian DURIF, Yves DUMAZEL, Jean-Louis GRASSI, Charles HELBLING, René HEYMES, Gérard JOYEUX, Thierry KAUFF, Gérard LE PIERRES, Francis LIQUET, Léonce MARCHOIX, Richard MARCEROU, Didier MARGAT, Francis MASSE, Christian MAZUR, Jean-Michel MESCAM, François

METMAN, Alain PEDROL, Marc PICQUE, Gilles PIRARD, Jehan POMMOT, Gérard ROBERT, Philippe RHEIN, Isidro RODRIGUEZ, Gérard ROULET, Pierre SANCHEZ, Guy SERRA, André SOUDANT, Dominique TANGUY, Didier TARTE, Jacques TOUATI, Christian TRANQUILLE, Jean-Paul VALETTE, Denis VASSEUR, Guy WILK, Roger ZAZOUK, GT 521 KARLSRUHE : Jean-Marc DIES BECO, Christian DESGRANGES, Michel FOUBERT, Christian GARANDEL, Henri GARCIA, Gilles GOURIO, Bernard JEUNIAU, Patrick LENOBLE, Luc MABA, Jean-Fred MAURY, René MOSSE, Pierre POUJADE, Jean-Noël RIFFET, LYON CS 8 : Marc FERRERO, Gérard LEGER, Gérard MARTINEZ, Jean GRUNWALD, Guy SAUNIER, MERCA, Georges GOGNON, Patrick FAGUET, Jean-Paul ROUSSET, Didier VIAL, Maurice CLERC, Yves MURON, Gérard GAZZO, Alain DAURAT, Bernard MARTHOU, Robert DEMURE, Jean-Pierre GROSSET, Hubert SIMON, François RIONDET, Jacques CELLERIEU, Jean-Louis MANIN, Philippe SCHLEMMER, Yves MACQUERON, Daniel PACAUD, Pascal BREVET, Michel ABITTAN, Maurice XAMBEU, François LAROYE.

2^e RIMA LE MANS : 1^{er} cl. Dominique POUCHERET, 2^e cl. Didier LANDEMAINE, Maxime LAFONT, Christian PACAUD, Jean-Yves BOURGET, Eric LETAPIE, c/c Pierre SUTTIN, Michel POUTRAIN, 2^e cl. Bernard

SOULABAIL, Claude LESTREMAU, Michel PALAU, Jacques ARVAIL, Georges DECORDE, Yves THEVENET, Patrick COSTE, Pierre DESPONTES, Jean-Pierre RAT, Emile DANIEL, Alain HENIPEAU, Jean-Marc GOURLAY, Gérard LEPRERDRIEL, RELINGER, LEMOLAIRE, PERROT, PREVOST.

2^e classe MONTANGE Joël, GRANDIN Bernard, Cal DUPUIS Gilles, PIGEAUT Frédéric, 2^e classe MARION Patrick, DECROIX, 2^e classe POMMIER, 2^e classe MONNIER, 2^e classe NEUILLY, CATHERINE, ZEML, LEPRIEUR RAVET, ETCHEVERRY, PAUTONNIER, CARTY Serge, LANGE Michel, HUESO Miguel, LEBRETON Yves, JULIEN Didier, TESSIER Serge, GOASDOUE Martial, DUILLEUL Alain, PAYA Patrick, BRAULT Patrick, 1^{er} classe CULLIERIER Pierre, BEUCHER Patrice, BOVIN Jacques, Sgt FOURCADE Jean

RECTIFICATIF

Victimes d'une supercherie d'un goût tout à fait douteux, nous avons été amenés à publier parmi les signataires de l'appel des 100, les noms de 10 appelés du « Quartier Grammont de St Germain ». Il apparaît qu'aucun de ces appelés n'a en fait signé l'appel. Nous leur en donnons acte et prions nos lecteurs, bien ou mal intentionnés, de faire de même.

600

uire partout,

Est-ce que le nombre de signatures correspond à une situation exceptionnelle au 2^e RIMA ?

C: non, le 2^e RIMA n'a aucune tradition d'anti-militarisme à l'intérieur et l'encadrement n'est pas spécialement sadique ou raciste. C'est quelque chose qui peut se reproduire partout, dans de multiples casernes.

M: pour récolter les 200 signatures et peut-être 300, on a commencé à en parler à quelques uns qui en ont parlé à d'autres. Il suffit d'un petit noyau pour lancer l'affaire; dans la mesure où on était organisé on a pu intervenir dans toutes les compagnies et ainsi faire le total.

C: les premiers signataires avaient comme objectif 50 signatures et très rapidement, l'appel a fait boue de neige. On s'est surpris à se compter 200.

M: on a quand même été étonné !

Quel est l'appui qui peut vous être apporté ?

C: il y a deux types d'appui :

l'appui des autres appelés: quand on a fait signer on a expliqué que plus il y en aurait qui signeraient, moins il y aurait de répression. La signature est aussi un geste de solidarité envers les cent premiers. Pour nous, plus il y aurait d'appelés au 2^e RIMA à signer, mieux cela vaudrait. A notre tour nous appelons tous les soldats à faire ce que nous avons fait, à signer l'appel des cent. Nous comptons sur une partie de la presse pour publier cet appel afin d'informer civils et militaires.

M: l'autre appui, c'est les civils. Les anti-militaristes civils sont bien perçus, mais minoritaires. C'est là le problème. Il y a quelques tentatives pour dresser les appelés contre les anti-militaristes civils, mais ça ne marche pas. Pour les gars, les anti-militaristes civils ont raison, mais n'ont pas un impact suffisant pour être crédibles. L'appelé n'a pas le sentiment d'être défendu en permission par exemple, il sent encore trop l'indifférence des autres civils. Nous sommes parfaitement conscients que ce sont eux qui font le maximum pour nous soutenir aussi bien au niveau régional qu'au niveau national.

Nous espérons que le mouvement ouvrier ne laissera plus sa jeunesse perdre une année à l'armée. Il faudrait que les syndicats et la gauche se mouillent davantage. Quelques organisations ouvrières comme la JOC, font déjà un travail de conscientisation: il faudrait faire plus, il faudrait que les syndicats préparent leurs militants à travailler dans l'armée et ne les laissent plus bouffer par la grande muette.

MOTIONS SYNDICALES

Au lycée Jean Lurçat, à Paris, (13^e arrondissement), de nombreux membres du personnel enseignant et administratif ont signé la pétition de soutien aux « 100 » après que la section syndicale SNES-SNEP ait appelé à manifester ce soutien.

Le Conseil syndical du Syndicat National des instituteurs de Seine et Marne a adopté à l'unanimité la motion votée par le congrès académique du SNESUP de Montpellier (publiée dans Rouge antérieurement)



DEUX APPELES TEMOIGNENT

Ayant lu une affiche parue dans les rues de Lorient, quelle n'a pas été ma joie de constater qu'il y figurait une adresse à laquelle je me suis empressé d'écrire.

Je suis engagé 5 ans depuis décembre 71, attendant ma quille depuis déjà trop longtemps, je ne voudrais pas passer le reste de mon temps passif devant les événements: grèves, élections, remue-ménage parmi les appelés et engagés du ras-le-bol... et pour ce faire, à la suite de votre collage d'affiches, j'ai contacté de nombreux camarades et j'ai trouvé un certain nombre d'accords pour une diffusion massive de votre affiche-tract et pour cela je vous demanderai de bien vouloir, si cela vous est possible, un certain nombre d'affiches (d'un format 21 X 29,7, si possible) pour en faire une distribution dans la base de sous-marins de Lorient pour commencer et dans d'autres unités par la suite si on nous en laisse le temps.

L'affaire de « Col Rouge » à Toulon a fait prendre conscience à de nombreux gars, à ma grande satisfaction, et je pense que c'est le moment où jamais de se lancer dans une action comme la vôtre et vous en donne ma participation ainsi que celles de camarades sur lesquels je peux compter.

Notre but n'est pas de passer notre temps en tôle, car cela ne nous permettrait pas de continuer notre action.

En attendant de vous lire, je vous souhaite bonne chance et bon courage ainsi qu'à tous vos camarades.

Salut camarades,

J'ai eu l'occasion de lire ces derniers temps les « Col Rouge », « l'appel des 100 » et quelques numéros de Rouge. J'essaie de me tenir au courant, dans la mesure du possible, de ce qui se passe en ce moment, non seulement à Toulon, mais aussi dans l'armée en général. En tant que bidasse, je voudrais ici porter témoignage de l'ambiance qui régnait dans mon régiment à Marseille, au lendemain des élections présidentielles.

Mon régiment est ce qu'on appelle en général une caserne pénarde. Malgré ça, l'ambiance était tendue, très tendue dans la caserne pendant la campagne électorale; au point que l'on avait assisté à certaines « prises de bec » publiques entre gradés de bord opposés, sans parler évidemment de l'hostilité sourde, latente, généralisée entre bidasses d'un côté et crapauds de l'autre...

Mais fallait voir ça le lundi 20 mai: personnellement je n'ai pas rencontré un seul bidasse qui ait voté Giscard, il a dû y en avoir, mais ils n'étaient sûrement pas nombreux et ils ne sont pas venus crier victoire...

Le plus terrible, c'est quand on a eu les résultats: au poste de garde, il y avait une dizaine de gars, tous assis ou allongés, plus personne dehors, en train de lire le seul canard « de gauche » autorisé: le Provençal. Les gars lisaient gaement, on

pouvait voir qu'ils étaient un peu déçus, mais ils avaient la rage au cœur (à 350 000 voix près, ça y était, c'était parti...!).

Puis on a discuté politique, ouvertement, toute la malinée, c'est tout juste si l'un d'entre nous allait ouvrir la barrière lorsqu'une voiture se présentait à l'entrée, et quand un crabe arrivait au poste de garde, tout naturellement la discussion continuait et le crabe repartait sur la pointe des pieds non sans avoir reçu une grande tape sur l'épaule accompagnée d'un « alors mon adjudant-chef, on l'a échappé belle, hein ? »

Une petite manière de dire merde aux crevures qui avaient le sourire ce matin-là, une manière de dire aussi que si Mitterrand était passé, dans mon régiment, les ordres auraient été de plus en plus difficilement écoutés, de plus en plus difficilement appliqués, voire même remis en question. Ce n'est que partie remise.

En plus, il fallait voir la tête et l'agitation des crevures lorsqu'ils ont appris, dans la même journée que des affiches anti-militaristes avaient été collées sur les murs de la caserne. Le responsable de la « semaine » est immédiatement parti faire le tour du cantonnement pour s'assurer de la chose: c'est fou ce qu'une affiche sur l'armée, sur l'affaire de Toulon, peut provoquer comme urticaire chez les gradés...

Un soldat

REPRESSION A ROUEN

A l'approche des vacances, la hiérarchie militaire essaye ses premiers coups contre les soldats combattifs. A Rouen, au 39^e RI, sur 12 soldats qui ont signé l'appel des cent, 5 sont déjà mutés: des 3 autres, eux, il n'y a aucune trace, Michel Schwob se retrouve au 22^e RIMA à Sissone avec 30 jours d'arrêts et Dominique Cellier est muté à Lille. Face à cela la riposte s'organise à Rouen. Un comité de soutien composé de personnalités politiques, dont des militants de la CGT et de la CFDT s'est déjà constitué.

Une pétition circule, une délégation doit se présenter au Général Gouverneur de la division militaire prochainement. A l'occasion d'une opération « portes ouvertes » au 71^e Régiment de génie, le Comité de soutien diffuse des tracts aux appelés. La réaction de l'officier de service est caractéristique des pensées profondes de la hiérarchie: tout le monde au trou... pen-

dant une heure! Cette mesure, illégale par ailleurs, n'empêche pas les soldats de lire les tracts distribués...

La popularisation de la lutte des soldats pour les droits, prend une ampleur inégalée. A Rouen-Gare, 100 postiers et 40 cheminots ont signé la pétition.

Les militants de la jeunesse communiste signent l'appel malgré les réticences du Bureau fédéral du PC à prendre en charge la défense des soldats de Rouen aux côtés des militants et personnalités du Comité de soutien. Mais l'affaire commence à faire un tel bruit que le PC ne peut plus s'abstenir. Mercredi, « L'Humanité » se faisait l'écho de la répression au 39^e R.I. et de la protestation du PC rouennais. Le vague de l'allusion faite à la lettre ouverte des 100 dans cet article traduit bien le malaise du PC (qui jusqu'à maintenant n'en n'a pas même mentionné l'existence). La position du PC

n'est pas seulement inconfortable, elle est incohérente: peut-on soutenir les 5 de Rouen sans soutenir tous les autres signataires de l'appel qui sont réprimés? Peut-on protester contre la mutation et l'emprisonnement de Schwob sans se prononcer sur le bien-fondé de leurs revendications? Autant de questions sur lesquelles nous ne manquerons pas de demander aux militants du PC d'éclairer notre lanterne...





D.R.

ASSISES ANTI-MILITARISTES INTERNATIONALES : UNE PREMIERE ETAPE

Samedi 15 et dimanche 16 juin, les antimilitaristes européens ont tenu leur premier rassemblement à Paris. Une vingtaine d'organisations étaient présentes, organisations civiles et organisations de soldats. Pour l'essentiel, citons le « Troops out movement » de Grande-Bretagne, l'IRA provisoire, les « Soldats Rouges » de Suède, le BVD de Hollande, les Comités de soldats de Suisse, deux organisations italiennes (l'une liée à Avanguardia Operaia, l'autre à Lotta Continua), Rita Act, organisation liée aux soldats américains en Allemagne, le Comité Antifasciste grec, le CAM, le CDA, le FSMAR, l'alliance des soldats révolutionnaires...

Le rassemblement s'est organisé en deux temps : samedi, des forums sur les

problèmes essentiels auxquels sont confrontés les anti-militaristes européens (luttés dans les casernes, OTAN, objection de conscience et insoumission...) se sont tenus. Ils ont permis d'échanger des expériences et parfois d'aborder certains débats d'orientation. La journée de samedi s'est achevée par un meeting qui a regroupé environ 1500 personnes.

Dimanche, les délégations réunies ont débattu des perspectives du mouvement anti-militaristes européen. D'un commun accord, il a été décidé de soutenir l'initiative lancée par le BVD d'un rassemblement contre l'OTAN en Hollande au mois de novembre. Ce rassemblement de trois jours sera clos par une manifestation de masse.

Les organisations anti-militaristes françaises seront représentées par des délégations.

A l'issue du rassemblement, trois résolutions ont été adoptées, que nous publions ci-dessous.

Ainsi, en dépit d'une mobilisation extrêmement faible à Paris, et qui contrastait avec les efforts de militants venus nombreux en car de province, ce rassemblement aura été utile. Il a permis une première prise de contact entre les mouvements européens, il a permis de mesurer la richesse et la diversité de ces mouvements, de tisser des liens plus étroits entre eux. Rendez-vous est pris en novembre pour une nouvelle étape.

MOTIONS SYNDICALES

CONGRES SYNDICAL DES 28-29-30 mai 74

MOTION DE SOUTIEN AUX SOLDATS EMPRISONNES EN LUTTE

1) Considérant les positions adoptées lors du congrès de la FEDE qui affirment que :

L'armée est un outil au service de la classe dominante et que sa fonction essentielle est de participer à l'oppression de la classe ouvrière...

En essayant de manière permanente de profiter du passage de tous les jeunes travailleurs dans les casernes pour les enrôler, les intoxiquer et brider leurs possibilités de révolte et de contestation de façon à ce que rendus à la vie civile, ils soient des outils dociles du patronat.

En utilisant le contingent pour briser certaines grèves...

AFFIRME que tous les efforts que peuvent faire les jeunes appelés pour lutter au sein de l'armée contre la classe dominante sont justes et ont leur entier soutien.

SE DECLARE solidaire de tous ceux qui s'insurgent contre l'utilisation qui est faite de l'armée (militants au sein de l'armée, insoumis, déserteurs, objecteurs de conscience).

2) CONSIDERANT les événements actuels dans l'armée.

Nombreux emprisonnements de soldats à Mourmelon, Nancy, Reims, marins de Toulon ; cette répression étant motivée par la volonté de la hiérarchie militaire d'étouffer toute opposition, toute velléité de résistance au sein de l'armée. Le Congrès proteste contre la répression militaire et demande la libération des soldats emprisonnés.

3) CONSIDERANT d'autre part l'appel public nominal lancé par 100 soldats (appelés et engagés) pour les droits démocratiques du contingent et ses revendications.

— Libre choix du lieu et de la date d'incorporation entre 18 et 25 ans.
— Solde égale au SMIG.
— Permissions hebdomadaires.
— Liberté d'information et d'expression politique et syndicale.

— Dissolution des tribunaux, camps, prisons militaires.

Le Congrès soutient l'appel des 100 soldats et les défendra contre la répression, car il s'agit en fait de revendications de travailleurs sous l'uniforme.

4) Enfin, sur le plan syndical, le Congrès d'engage à ce que les sections maintiennent le lien avec les jeunes travailleurs qui partent à l'armée (envoi de lettres, de la presse syndicale, réunion des jeunes travailleurs avant leur départ).

Cela afin de briser l'isolement et l'abrutissement qui règnent dans l'armée.

Le Congrès mandate le Conseil pour prendre toutes les mesures concrètes, dont la préparation d'un fascicule pour les jeunes appelés.

Congrès syndical de l'Assistance Publique — Paris.

LA F.E.N. PREND POSITION

La Fédération de l'Education Nationale (FEN) proteste contre les sanctions arbitraires (mutations, arrêts de rigueur, mise au secret) frappant des soldats du contingent signataires d'un « Manifeste des Cent soldats » adressé aux deux candidats à l'élection présidentielle pour réclamer une réforme du service militaire.

demande la levée immédiate des sanctions arbitraires ; la FEN rappelle qu'elle exige pour sa part une réforme démocratique du service national comportant en particulier le libre choix de la date d'incorporation, entre 18 ET 24 ans, la démocratisation de la vie militaire, la liberté d'information et d'expression.

RESOLUTION O.T.A.N.

Considérant, — Que l'O.T.A.N. est l'instrument d'intervention des principales puissances impérialistes, notamment les U.S.A. qui veulent en faire le bras armé d'une stratégie mondiale de la contre-révolution.

— Que l'O.T.A.N. est le cadre dans lequel les différentes bourgeoisies européennes collaborent pour se préparer à écraser toute tentative des travailleurs de se libérer de leur joug.

— Voulant affirmer leur solidarité avec les peuples aujourd'hui en lutte contre les armées fascistes et impérialistes (en particulier au Chili, en Grèce, en Irlande.)

— Conscients de la nécessité d'une solidarité entre tous les soldats encasernés contre leurs hiérarchies militaires les organisations anti-militaristes des 15 et 16 juin à Paris, soutiennent l'initiative du BVD hollandais d'organiser une conférence internationale anti-OTAN ainsi qu'une manifestation de masse, les 20-21 et 22 novembre 1974

RESOLUTION CHILI

Les mouvements anti-militaristes d'Europe occidentale, réunis le 15 juin à Paris à l'occasion des Assises internationales anti-militaristes. Convaincus que la lutte anti-militaristes est partie intégrante de la lutte internationale des travailleurs et que dans ce cadre, les tâches de soutien aux peuples soumis à la botte des militaires fascistes sont particulièrement importants.

— Appellent tous les anti-militaristes à participer massivement aux mobilisations de solidarité avec le peuple chilien

— Décident de participer à la campagne européenne de manifestations qu'organise au cours de la 2^{ème} semaine de septembre, les comités Chili européens et les organisations révolutionnaires

RESOLUTION GENERALE

Les organisations anti-militaristes d'Europe occidentale, réunies à Paris le 16 juin en assises internationales anti-militaristes

1) réaffirment leur conviction que la lutte contre l'armée bourgeoise est partie intégrante de la lutte pour la destruction du système capitaliste, que plus que jamais, « l'ennemi est dans notre propre pays » et que c'est lui que nous combattons

2) s'engagent à renforcer le travail anti-militariste et dans les domaines qui les concernent, à poursuivre la bataille pour développer la défiance de l'armée bourgeoise au sein de la jeunesse et des masses populaires, à renforcer la solidarité entre les travailleurs sous l'uniforme et leurs frères de classe, à intensifier l'activité visant à porter au cœur même des casernes et de l'institution militaire la lutte contre l'armée bourgeoise.

UN DELEGUE CFDT EXPLIQUE...

Un délégué du personnel CFDT de Citroën a accepté de répondre aux questions de Rouge. Pour des raisons bien compréhensibles, nous ne publions pas son nom.

En ce qui concerne l'emploi, quelle est aujourd'hui la politique de Citroën à l'égard des travailleurs immigrés ?

Eh bien, il y a quelques temps, c'était une politique tout à fait simple : on faisait signer à l'embauche aux travailleurs immigrés une feuille en blanc. Quelques temps après, il suffisait de taper dessus une lettre de démission... ce système semble maintenant moins employé : mais c'est parce que la direction Citroën a découvert qu'elle pouvait jouer sur toute une gamme de procédés.

D'abord les jours chômés. Depuis février, les OS se sont ainsi vu imposer deux jours chômés par mois. Au minimum, cela représente environ 80 F de moins tous les mois. Ça ne concerne que les OS, mais, bien évidemment, ça suffit à arrêter totalement la production. La maîtrise, elle, elle vient. Et comme elle n'a rien à faire, elle joue à la belote... mais elle est payée. Il suffit d'ajouter que, à plus de 90 %, les OS sont des travailleurs immigrés : essentiellement portugais et arabes à Javel, mais aussi Yougoslaves, espagnols, tures...

Dans le même ordre d'idée, « incite » fortement les travailleurs immigrés à prendre des congés sans solde, notamment pour retourner dans leur pays, à l'occasion des vacances. En moyenne ce sont des congés de trois mois, mais pour les Tures, par exemple, ils atteignent cinq mois. La pression en ce sens est aujourd'hui considérable : la direction explique aux OS qu'ils doivent prendre des congés sans solde en juillet — les congés ordinaires sont en août — et que s'il n'y a pas suffisamment de « volontaires », l'usine fermera — chômage technique — du 15 juillet au 1^{er} septembre. Enfin, il y a l'affaire des « contrats-bâtiment ». La direction avait obtenu, par dérogation du ministère du travail, l'autorisation de faire « glisser », dans un premier temps, 1000 travailleurs immigrés embauchés sur « contrat-Citroën », vers des « contrats-bâtiment ». Cela signifiait que les travailleurs immigrés venus en France pour travailler à Citroën, se retrouvaient à partir d'un « volontariat » fortement aidé par les interprètes, travailler dans le bâtiment. Le siège social de la firme à laquelle on les adressait était à Paris, mais... le chantier était à Reims ou à Lyon. Ils avaient huit jours pour déclarer que le travail ne leur plaisait pas et qu'ils souhaitaient revenir à Citroën. Mais, passé ce délai, s'ils faisaient la même demande, ils perdaient leur contrat de travail, et donc la carte de séjour...

Et qu'en est-il pour les perspectives d'emploi des travailleurs français ?

Ce qui est évident, n'est que la direction s'est d'abord attaquée aux travailleurs immigrés : ils sont plus fragiles, perçus comme « intérimaires », sans grande possibilité de se défendre. Et la politique de la direction a été efficace : depuis janvier, on peut estimer que ce sont 3000 postes de travailleurs immigrés qui ont été supprimés. Ceci dit, la direction vise plus loin. Déjà Blanc secrétaire général de la CFT-Citroën, demandait à la direction que l'on procède à un allègement de 5 % du personnel, visant essentiellement les sympathisants CGT ou CFDT, ceux qui ne sont pas suffisamment « coopératifs avec l'entreprise », comme ils disent. Et aujourd'hui, le bruit court qu'une liste de 2 500 licenciements aurait été mise sur pied, parmi le personnel français. Et c'est là une toute autre affaire : car ces licenciements ne touchent plus les OS, mais les OP et aussi la maîtrise, c'est-à-dire l'encadrement CFT de l'entreprise. D'où la mauvaise humeur de celle-ci et les hésitations de la direction. Ceci dit, la méthode la plus employée pour le moment, c'est celle des mutations totalement arbitraires, afin de pousser les travailleurs à la démission.

Mais, à ton avis, quelle est, dans tout ça, la politique générale de la direction de Citroën ?

Ce n'est pas encore très très clair. Les hautes gammes (DS, etc...) ont pris un coup avec la crise du pétrole, mais surtout avec les mesures protectionnistes prises aux USA qui ont considérablement freiné les exportations. Mais les 2cv marchent bien : la direction ne s'interdit pas — parallèlement aux jours chômés — de faire de la récupération, spécialement pour les chaînes 2cv. L'usine d'Aulnay, dans laquelle doit être transféré Citroën-15° en 1977, ne marche pas encore très bien et il a fallu faire revenir les chaînes de H (camionnettes et fourgonnettes, notamment celles utilisées par les flics) à Javel. Et parallèlement, la direction implante des chaînes de montage à l'étranger : surtout en Espagne (Vigo), mais aussi en Lybie et en Malaisie.

Ceci dit, quand on regarde les chiffres, l'objectif au niveau de l'emploi apparaît clair : faire passer les effectifs actuels de Citroën-Région Parisienne de 30 000 à 21 ou 22 000 travailleurs. Mais ceci en douceur, sans bataille frontale, sans qu'il soit possible de parler publiquement de licenciements collectifs... C'est un peu comme chez Chrysler : les licenciements sont maintenus, mais on les appelle maintenant reclassements.

Par rapport à cette situation, que font les syndicats ?

À Citroën la CGT et la CFDT n'ont pas un rapport de force très favorable. Mais les actions qu'ils peuvent mener ne sont pas forcément sans effet : ainsi, sur l'affaire des « contrats-bâtiment », notre action a incontestablement gêné la direction : elle n'en avoue aujourd'hui que 70. En fait, elle a bien du en réaliser quelques centaines, mais elle n'a probablement pas atteint le millier qu'elle s'était fixée. Il faut dire qu'il y avait aussi le contexte politique : c'était pendant la campagne présidentielle.

Et la CFT, quel rôle joue-t-elle dans tout cela ?

À Citroën, le système d'embrigadement de la CFT est assez ancien. Il repose sur deux méthodes : pour les Français, le chantage à la promotion, pour les travailleurs immigrés, la contrainte pure et simple.

Pour ces derniers, le rôle des interprètes est fondamental. Du côté portugais, c'étaient des agents de la PIDE, comme Gonzalez qui étaient directement embauchés comme interprètes. Depuis les événements du Portugal, on les a discrètement évacués sur Aulnay... Pour les Yougoslaves, le grand patron, c'est Ilie, réfugié politique d'extrême-droite, ancien « oustachi », qui travaille avec Pansard, le chef des gros bras de la CFT dans les services administratifs. Et pour les grecs, c'est Papazoglou, notoirement en liaison avec les services secrets des colonels grecs, identifié sur photo comme membre du service d'ordre d'Ordre Nouveau, un des responsables du commando CFT contre le bal des travailleurs immigrés à Issy-les-Moulineaux. A ce propos, les deux individus inculpés de viol lors de ce commando, Diaz et De Menderes, travaillent toujours tranquillement dans l'usine...

Mais la CFT joue plutôt aujourd'hui un rôle visant à étouffer les licenciements, à désamorcer la colère : elle fait par exemple signer des pétitions pour la défense de l'emploi, menacé par... le PC et la CGT !!! Il n'est pas sûr qu'elle puisse empêcher longtemps la colère ouvrière d'exploser.

MEETING ORGANISE PAR
LE FCR XV° ET LE PSU XV°
sur
L'EMPLOI A CITROEN

Le mercredi 26 juin à 20h30
au PATRONAGE LAIQUE
72, Avenue Félix FAURE
Paris XV° (Métro Boucicaut)

LE CONGRES DE F.O.

Apparemment pas de surprise au dernier congrès de Force ouvrière : André Bergeron, secrétaire général a obtenu 84,74 % des voix sur son bilan d'activité et la résolution générale qu'il présentait a recueilli 77,5 % des voix des délégués. Mais à travers ce congrès, un fait est devenu évident : malgré tous les efforts de la direction de F.O., la centrale ne peut plus se cantonner dans le strict apolitisme qu'elle préconise.



Ce congrès s'est déroulé à peine trois semaines après l'élection de Giscard d'Estaing. Et pour de nombreux militants, la prétendue « neutralité » de F.O. pendant la campagne, qui partage avec la CFT le triste privilège de s'être refusé à soutenir officiellement tout candidat, correspondait en fait à un choix politique de la direction. C'est tout à fait normal, répond Bergeron : « L'organisation syndicale n'est pas un agent électoral et ne le deviendra pas ». Et puis, précise-t-il, n'avait-il pas vu François Mitterrand avant le premier tour, alors qu'il s'est refusé à rencontrer Giscard qui le lui demandait entre les deux tours ? Bergeron ne veut pas être un agent électoral, mais accepte parfaitement d'être un agent de la politique sociale du gouvernement : habitué des couloirs de l'Élysée et de Matignon, on peut supposer qu'il se consolera rapidement de n'avoir pas vu Giscard entre les deux tours. Une petite invitation à déjeuner y remédiera sans doute très vite.

UNE NEUTRALITE PARTICULIERE : L'ANTICOMMUNISME

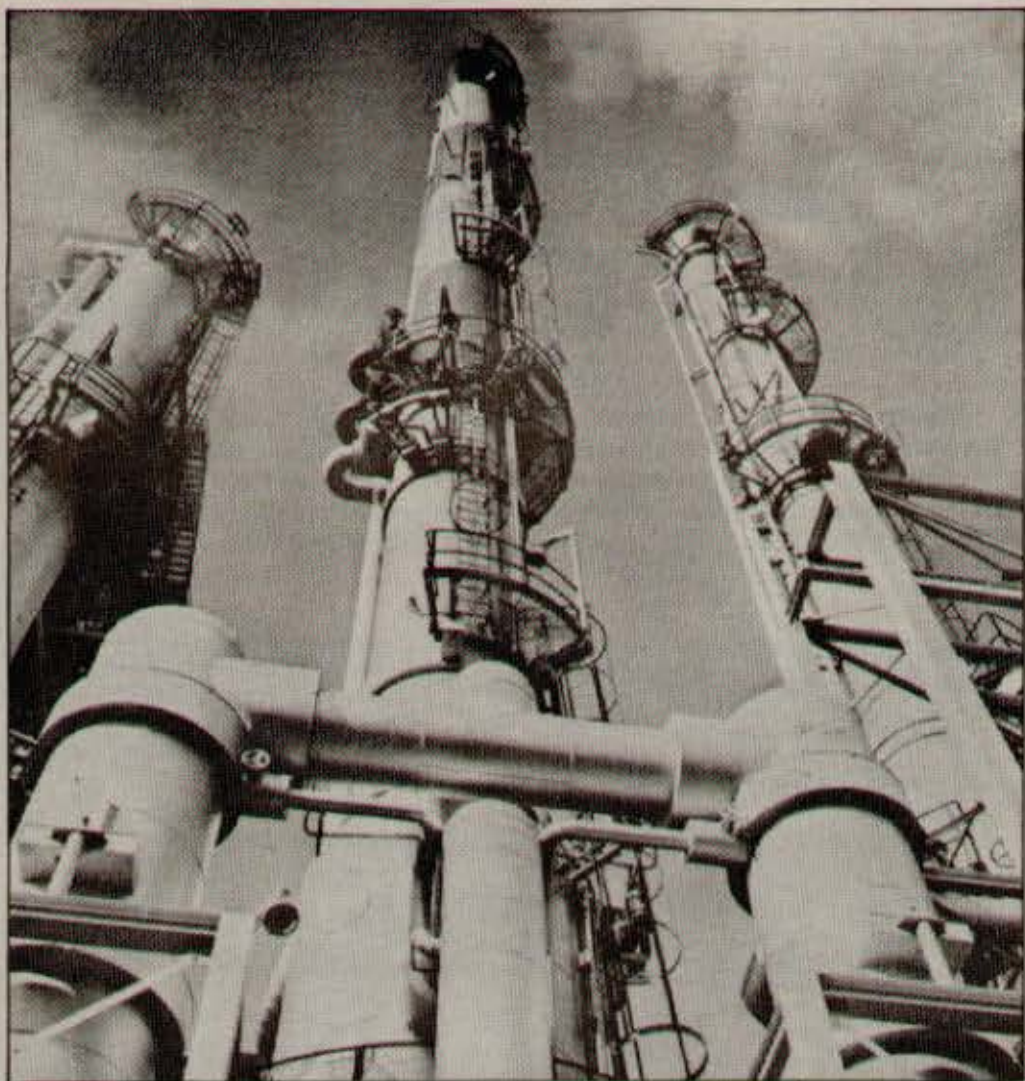
Dénonçant l'activité de certains militants — notamment des membres du CERES — qui lui reprocheraient son attitude, la direction F.O. en profite pour remettre à l'ordre du jour sa seule profession de foi : l'anticommunisme. Condamnant les « Fractions qui recevraient des directives émanant de l'extérieur du mouvement syndical », les prolongements politiques « qui nous conduiraient à une réunification syndicale sous la coupe du Parti communiste », Bergeron a longuement critiqué l'autogestion, l'attitude de la CFDT pendant la grève de Lip et s'est fait le champion d'une « indépendance du syndicat qui, seule, permettrait l'unité si elle était respectée ».

Mais cette indépendance, on l'a vu à maintes reprises ces dernières années, a conduit Force ouvrière à refuser l'unité avec la CGT et le CFDT sous prétexte que tel ou tel mouvement avait une dynamique politique (ainsi récemment le jour de la grève générale du 6 décembre 73) et à une certaine forme de dépendance gouvernementale.

L'ATTITUDE DES LAMBERTISTES

Pour la première fois, les militants de l'AJS-OCI ont voté le rapport moral de Bergeron. Se retrouvant avec la direction pour condamner l'attitude d'un « quartier de CERES », ils partagent avec elle la répulsion devant la CFDT (on n'a pas oublié le dessin de première page de « Informations ouvrières », organe de l'OCI, où on voyait Piaget manipulé par l'évêque de Besançon) et devant toutes les manifestations d'urgence d'une nouvelle avant-garde dans les entreprises. Position sans doute difficile à soutenir par ces militants, d'ailleurs, puisqu'ils témoignent en même temps d'une allégeance de plus en plus marquée à l'égard d'un parti socialiste qui poursuit son rapprochement avec le PSU et la CFDT.

Ce congrès ne change donc pas fondamentalement l'orientation de Force ouvrière. Mais il témoigne d'un double phénomène : la difficulté croissante qu'aura la direction à imposer sa politique de « concertation » à un moment où la victoire de Giscard apparaît comme une fantastique usurpation ; le glissement de plus en plus dangereux de certains courants qui, explicitement pour l'OCI, en arrivent à cautionner par leurs votes ou même leur silence une politique étrangère au mouvement ouvrier.



Rhône-Progil UNE NOUVELLE ETAPE

● La lutte continue à Rhône Progil. Les ateliers Phacumène entament leur sixième semaine ; depuis une dizaine de jours, ce sont les travailleurs de la Chaîne-chlore qui sont, eux aussi, en bagarre. Le conflit arrive maintenant à un tournant.

A l'origine, le problème des classifications. Cette revendication part d'une constatation très simple : dans le même trust (Rhône-Poulenc), existent deux usines qui produisent du phénol : Rhône-Progil Pont-de-Claix et Péage de Roussillon. Entre les deux : une inégalité éclatante. Il suffit de regarder les chiffres pour le constater : pour un même travail, il y a jusqu'à 2 ou 3 échelons de différence de coefficient. Et pour un même échelon il y a jusqu'à 100 à 150 francs de différence sur la paye !

La lutte sur les classifications qui vise à supprimer ces inégalités, prend aujourd'hui 3 aspects essentiels :

— Une revendication de **saire** (changement de classification en conservant l'échelon)

— Une revendication d'**unité** (suppression des bas coefficients)

— Une revendication **compétence** (refus d'être sous-classés vue la nature du travail qu'on leur demande)

UNE NOUVELLE EXTENSION

Phacumène et la chaîne-chlore ont ouvert la voie. D'autres depuis les ont rejoint dans la lutte. Le 14 juin, trois ateliers du PBU partent en grève pour 32 heures avec arrêt de la production. Trois jours plus tard, ce sont trois ateliers du groupe 7 qui s'engagent eux aussi dans le même type de débrayage : les acides alliphatiques, l'ACIP et l'hydrogénation. Le mouvement a fait du chemin dans l'usine.

Cette lutte, il faut la faire connaître. Le lundi, une conférence de presse est convoquée : le Monde, le Dauphiné Libéré, Rouge, l'Unité, le Nouvel Observateur y assistent. Des militants de l'usine Mildé-Massot-Didier, invités également, font le point de la bataille qu'ils mènent pour le paiement de leur salaire et la garantie de leur emploi. La conférence est filmée sur vidéo : elle passera le lendemain dans un quartier de Grenoble où existe un réseau de télévision par câble.

DES MENACES A PEINE VOILEES

Le lendemain mardi, se tient la réunion d'un comité extraordinaire d'entreprise. Ordre du jour : « situation brisée

par la baisse de production provoquée par le personnel dans plusieurs ateliers ». Le patron lit un long papier qui commence par un historique de la lutte et se termine par l'annonce des mesures qu'il prévoit d'appliquer : arrêt de l'atelier Pox pour le lendemain, arrêt de Cumène dans les jours à venir, réduction de moitié de l'électrolyse. La menace n'est qu'à peine voilée : l'« arrêt de la production », en clair, cela veut dire le lock-out.

La réaction des travailleurs est rapide : une motion est votée dénonçant cette manœuvre et réaffirmant que les énormes bénéfices réalisés par la société permettent largement de satisfaire leurs revendications. Après cette réaction immédiate, c'est maintenant les formes de la lutte qu'il faut discuter.

PASSER A UNE NOUVELLE ETAPE

La lutte est arrivée à un moment-charnière. Jusqu'à présent c'est une baisse de moitié de la production qui avait été réalisée. Faut-il continuer de cette façon ? C'est le problème aujourd'hui posé.

La réduction de 280 à 140 tonnes est une forme de lutte efficace : pratiquement aucun camion de phénol ne sort de Progil depuis le 14 Mai. Mais elle nécessite une grande cohésion dans les équipes, les postes les ateliers. Or, en permanence, la direction cherche à rompre cette unité en multipliant les pressions : elle cherche notamment à « acheter » les chefs de postes. Quand on est 5, 7, ou 10 dans une équipe, résister à ces pressions est difficile, s'il n'y a pas une entente parfaite entre tous les travailleurs. A la Centrale et à la Compression-chlore, ces manigances ont porté leurs fruits : les chefs de poste se sont désolidarisés du mouvement.

La Taupé Rouge a d'ailleurs fait des propositions concrètes pour résister à ces tentatives de division :

« Il faut mettre les choses au point. Empêcher la direction d'acheter les travailleurs pour en faire des briseurs de grève.

● aucune négociation ne doit se faire individuellement, par équipe et même par atelier. Nous devons nous battre tous ensemble.

● lorsqu'un chef de groupe convoque une réunion, il faut se méfier, prendre ses précautions :

1) il faut soumettre cette question à une assemblée de poste

2) avertir les délégués

3) ne jamais discuter des problèmes de classification individuellement, ne pas dissocier du cahier de revendications.

4) noter les propositions du chef de groupe, sans pour autant donner de réponse avant la consultation du personnel.

5) si un atelier obtient satisfaction sur son cahier de revendications, c'est grâce à la lutte d'ensemble des postes de la chaîne chlore et de Phacumène. Par solidarité, la lutte doit continuer, il ne doit pas ne plus se sentir concerné par ce qui se passe.

**C'EST LA VOIX DE L'UNITE
C'EST CE QUE CRAINT LA DIRECTION.**

Mais l'expérience de la baisse des cadences montre aussi une limite de cette forme de lutte : réduire la production dans la chimie, cela ne signifie pas travailler moins que d'habitude. Au contraire. Et lorsque tous les travailleurs de l'atelier sont présents, huit heures par jour à leur poste de travail, toutes les tâches de la lutte viennent en plus : depuis le tract à écrire et à tirer, en passant par radio-phac etc... Beaucoup de boulot qui repose donc sur les épaules des militants syndicaux.

On mesure — soit dit en passant — toute l'hypocrisie des partisans du

Programme Commun qui parlent de « gestion démocratique » ou même d'« autogestion » en refusant une réduction massive du temps de travail.

Il y a — c'est un fait réel — quelques signes de fatigue, surtout dans les ateliers partis les premiers en lutte et qui sont restés isolés assez longtemps. Il faut donc passer maintenant à une autre étape. Chez les travailleurs, le sentiment est largement répandu que c'est le moment de changer de forme de lutte. Après le CE, la discussion s'est engagée sur ce qu'il fallait faire.

La suite dépend largement de ce que la direction aura annoncé le 19 juin. Mais, si elle ne cède pas, ce qui a été envisagé dans les discussions en assemblée générale, c'est le départ d'une série de grève de 32 heures successives dans différents ateliers. Bien organisées, elle pourraient totalement désorganiser la production. Une telle forme de lutte supposerait un renforcement de la coordination entre les différents ateliers, afin que soit appliqué un plan d'ensemble le plus efficace possible.

A l'heure où nous terminons cet article, les dernières positions patronales ne sont pas encore connues, mais la détermination des travailleurs ne fait aucun doute.

Grenoble, le 18 juin
Correspondant



LA DIRECTION LACHE SUR CERTAINS POINTS

■ Après la réunion de délégués du personnel, la direction propose le changement de 320 postes sur 800, soit 40 % environ des classifications d'ici le 1^{er} janvier. De nombreux bas coefficients sont supprimés.

C'est un acquis non négligeable, obtenu grâce à la fermeté des travailleurs, et en particulier de ceux de Phacumène

qui sont partis les premiers en lutte. Mais elle continue à laisser de côté les postes des ateliers les plus combattifs. Un avertissement donné à un travailleur du Phénol a été levé ; mais la direction refuse de payer les heures perdues. Une AG doit se tenir pour décider de la suite du mouvement.

Le 19 juin (16h 30)

LES BONZES ET LES GASTRONOMES

■ Dans le dernier numéro de « Lutte ouvrière », le lecteur comblé aura le plaisir de lire deux articles sur Rhône-Progil Pont-de-Claix. L'un se félicite des résultats de F.O. (L.O.) aux élections professionnelles ; l'autre vitupère les « bonzes syndicaux » de la CGT et de la CFDT (ou des militants de la « Taupé rouge », jouent un rôle actif).

Aucun ne souffle mot de la lutte qui se poursuit depuis plus d'un mois à Progil. La politique, c'est l'art de choisir

des priorités. Le dernier bulletin de « FoLo », distribué sur la boîte comportait une demi-page sur la lutte, et... une pleine page sur la nourriture à la cantine. De « l'assiette garnie », au « jambon mouillé », en passant par les mérites comparés du coq-au-vin (à renouveler) et du steak volailles (peu apprécié), rien n'était épargné.

C'est sans doute là une fatalité de l'histoire. Dans toute lutte, il y a des bonzes et ... des gastronomes.

UNE NECESSAIRE AUTOCRITIQUE

Dans l'article sur Progil publié dans « Rouge » de la semaine dernière, le problème de l'extension de la lutte à d'autres secteurs de l'usine était posé. Nous avions cité à ce sujet l'exemple du labo Progelec, où une des nombreuses propositions envisagées était 8 heures de grève sans analyse de fabrication, avec comme résultat une production non contrôlée.

A la suite de cet article, la Direction générale s'informait aussitôt auprès de la Direction locale et l'ingénieur convoquait les

travailleurs du labo Progelec pour essayer de les intimider.

Le groupe Taupé Rouge Progil et la Rédaction de Rouge tiennent à faire leur autocritique sur ce point : en parlant publiquement de cette forme de lutte, alors qu'elle n'avait été qu'envisagée, l'article a nuit aux camarades.

Que la Direction générale se mette à lire Rouge voilà une chose, qui ne doit pas lui arriver souvent, et qui montre à quel point cette lutte l'inquiète. Raison de plus pour être vigilants et éviter à l'avenir de telles erreurs dont nous comprenons la gravité.

COMMENT ÇA S'EST-IL PASSE CONCRETEMENT ?

● Réduire les cadences dans la métallurgie, cela pose déjà des problèmes, mais dans la chimie, c'est quelque chose de très complexe. Un camarade de Progil l'explique.

Au début de la lutte ce sont seulement les ateliers Phac et Cumène qui ont été touchés ?

Qui, la chaîne chlore, n'avait pas encore bougé. On a baissé les cadences, mais on les a réduites de moitié seulement. Ça permettait à Phac-Cumène de bouger, sans emmerder ni DPP ni chloration, ça évitait de les mettre en chômage technique.

Et puis la lutte s'est étendue à la chaîne chlore. Vu les problèmes techniques que ça pose, c'est une décision qui ne pouvait être prise que par l'ensemble de la chaîne.

C'est ça. Il n'y a que celui-ci Tétraper, qui n'a pas marché.

Et comment ça s'est-il passé concrètement ?

Ça a commencé par les deux ateliers Pox et Chloration, qui ont baissé leur débit de chlore. A partir de ce moment-là, la compression-chlore en amont s'est retrouvée avec un excédent de chlore. Elle a donc dit à l'Électrolyse : il faut baisser un peu, ou il faut arrêter une salle : j'ai trop de chlore. Je

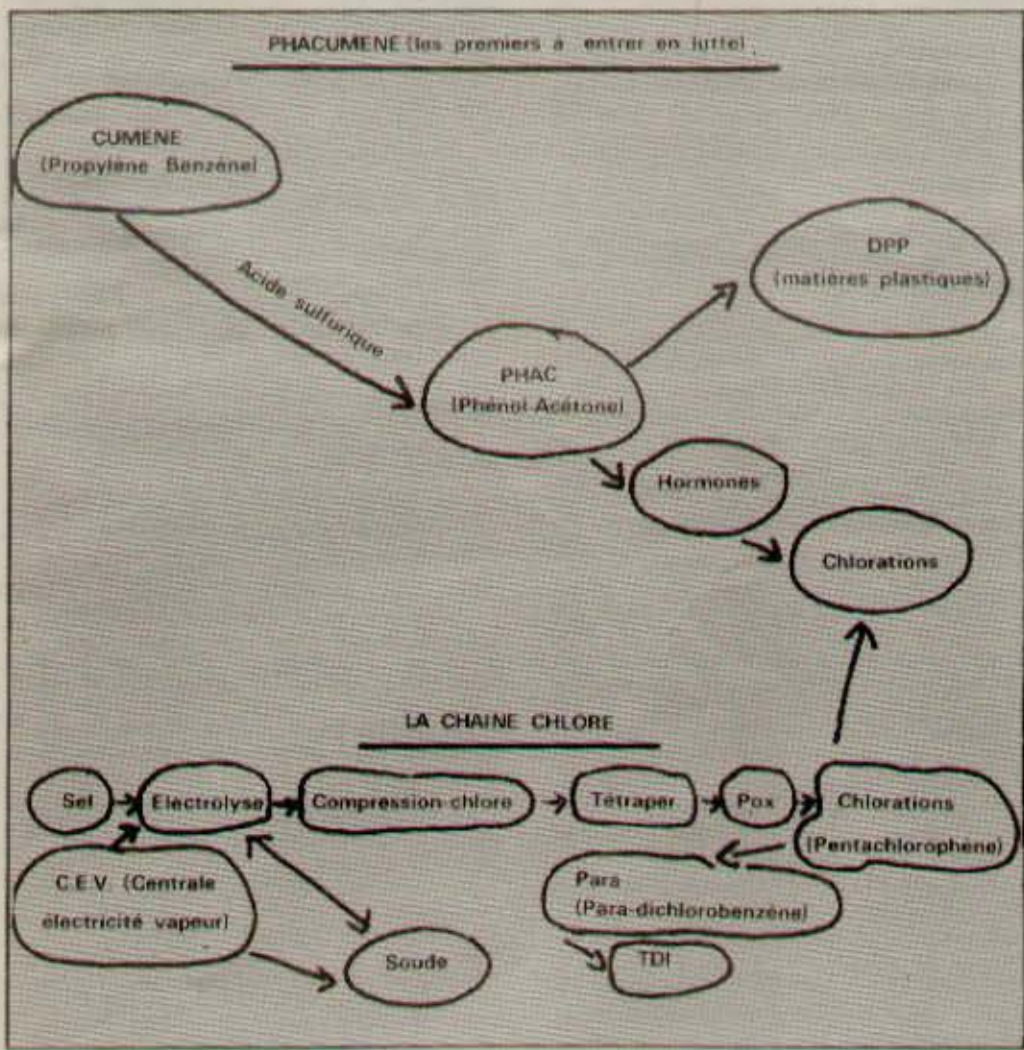
vais monter en stock. L'Électrolyse baisse et prévient la C.E.V. ; la C.E.V. et les Soudes réduisent alors elles aussi ; tu vois la chaîne...

Ça nécessite une grande coordination ; il doit y avoir des risques d'accidents.

Bien sûr, malgré la technicité, il y a toujours des risques ; nos camarades le savent. Mais là-dessus il faut être clair : quand on voit maintenant la direction venir nous dire — après 5 semaines de lutte — que la population avoisinante court de graves dangers, on peut se demander si elle croit à ce qu'elle dit. En réalité, ce n'est pas la population qui court un grave danger, c'est bien la direction qui n'a plus le contrôle de son entreprise.

Donc, avant de démarrer la baisse de la production vous avez fait une réunion pour la préparer

Oui, le vendredi soir, on a fait une réunion du comité de coordination. Il y avait plusieurs gars par atelier ; en tout on était 60. Il a fallu étudier le coup.



UNE RADIO POUR LA LUTTE

Un bulletin d'information régulier, enregistré au magnétophone et diffusé au personnel à l'heure du repas : Radio-

Phacumène. Une arme efficace. Voici le texte du 2^e communiqué diffusé il y a maintenant près d'un mois.

RADIO-PHACUMENE 2^e COMMUNIQUE

■ Aujourd'hui, mardi 21 mai, voici le deuxième communiqué de « Radio-Phacumène ».

Pourquoi de « Radio-Phacumène » par bande magnétique. Il ne nous est pas possible de prendre publiquement la parole à la cantine — ceci entraînerait automatiquement un avertissement — la Direction peut par contre en mettre un au magnéto.

Ça fait maintenant une semaine que nous contrôlons les cadences. La direction n'a toujours rien proposé sur nos revendications.

Par contre elle multiplie les menaces. Elle a même envoyé des lettres et deux avertissements, l'un à un travailleur, l'autre à un délégué.

Nous ne nous laisserons pas intimider. Nous prenons au contraire des initiatives nouvelles :

Il y a une heure, une délégation d'ouvriers et de délégués est partie pour le PEAGE DE ROUSSILLON afin de voir

les formes de solidarité à entreprendre.

Nous prenons aussi des contacts avec des usines européennes qui produisent du phénol. Nous nous engageons en plus de ces communiqués à vous tenir au courant par un bulletin d'information intitulé : « PHACUMENE UNI ».

Par contre ne cherchez pas notre communiqué dans le DAUPHINE LIBRE. Hélas, trois fois hélas, notre communiqué s'est sûrement égaré !

Nous vous rappelons nos revendications :

- Pas de coefficient inférieur à 160
- Applications des coef. 170, 185, 200 et 250.

Nous renouvelons notre appel à tous les travailleurs du complexe. Chacun doit voir les problèmes de classifications dans son propre atelier. Tous doivent se solidariser et se tenir prêts à un éventuel durcissement de la Direction.

La lutte continue plus unie que jamais. Elle est celle de tous.



Le Congrès du SNE-Sup ET L'UNION DE LA GAUCHE

Les travaux du congrès annuel du Syndicat national de l'enseignement supérieur (affilié à la F.E.N.) ont été dominés par la discussion sur la situation créée par l'élection présidentielle. C'est dans le cadre de cette nouvelle situation qu'il convient d'apprécier les travaux et les résultats du congrès. La préparation du congrès a été à l'image de la vie du syndicat pendant cette année universitaire : peu animée et en tout étroitement dépendante des aléas de l'unité PS-PC et donc des rapports entre les directions des tendances syndicales qui, au sein de la F.E.N., émanent de ces deux partis.

Dès l'ouverture, le secrétaire général sortant a fait une proposition d'élargissement du Bureau National, jusqu'alors uniquement composé de militants d'Action syndicale (tendance 1), contrôlé par le PCF aux quatre tendances minoritaires :

— d'un côté, Démocratie et action (tendance 4) émanant d'une partie du PS et Renouveau syndical (5), qui dans le congrès était représentée par un seul délégué, tête de pont rocardienne au sein du P.S.

— de l'autre, le F.U.O. (3) et Pour un syndicat de lutte (2) proche de l'École émancipée.

Il y avait plusieurs raisons à la proposition d'élargissement du B.N. :

1- La volonté d'intégrer au B.N. tous ceux qui, pour contrebalancer l'influence du PC au sein de l'Union de la gauche, participent à la création d'un pôle politique nouveau autour du P.S., se réclamant de l'autogestion. Il s'agit pour les responsables du P.C., de tenter de neutraliser, à l'intérieur du syndicat, les effets de cette opération, qui rencontre un écho chez certains universitaires.

2- La tentative d'apporter du sang neuf aux organismes de direction du syndicat : la ligne participationniste d'A.S. a produit de bons gestionnaires, certainement pas des militants syndicaux combattifs.

La tendance 2 a refusé cette proposition après en avoir clairement analysé les objectifs politiques et avoir montré qu'elle ne correspondait pas à une volonté réelle d'élargissement démocratique des instances syndicales. En effet, cette proposition n'a été présentée qu'au congrès, sans que l'ensemble des syndiqués aient pu en débattre.

— elle a donné lieu pendant la première journée du congrès à des tractations occultes en dehors de tout contrôle des délégués entre des membres des tendances 1, 4, et 5.

— son acceptation supposait un appui implicite à l'orientation majoritaire, donc

à la stratégie réformiste du programme commun.

C'est finalement une motion déposée par la tendance 2 qui a donné lieu au vote le plus serré du congrès. Cette motion proposait la création d'une commission sous le contrôle du congrès destinée à discuter de cet élargissement sur la base d'une plate-forme d'action, s'articulant autour des 3 axes suivants : garantie de l'emploi, défense du pouvoir d'achat, lutte contre les réformes gouvernementales ; cette plate-forme nous semblait seule capable de réaliser l'unité réelle des syndiqués.

Après avoir voté cette motion, les réformistes (4 et 5) se sont froidement ralliés à une motion présentée à la fin du congrès par A.S. Il ne fallait pas en attendre moins de la tendance 4. Le ralliement de Renouveau syndical lève toute ambiguïté quant à son orientation réelle. Mais son unique représentant au congrès n'avait-il pas déclaré qu'il avait appuyé la candidature Mitterrand en espérant qu'il « construirait une équipe gouvernementale assez solide pour détruire l'Etat bourgeois », phrase historique dans la bouche d'un autogestionnaire convaincu.

A côté de ce débat politique central, intéressantes ont été les discussions, notamment sur la meilleure façon d'organiser la lutte déjà engagée par les assistants de droit-sciences économiques, sur les questions internationales (démocratie socialiste dans les pays de l'Est, quel type de soutien apporter aux camarades chiliens...).

Les résultats du vote d'orientation indiquent une légère progression de la tendance majoritaire et un tassement de l'ensemble des tendances minoritaires.

Seule la tendance 2 subit un recul vraiment significatif, en passant de 15,5 % à 10 % des mandats. L'écart s'explique :

— par un report de voix sur R.S. (qui a recueilli 5 % des mandats et qui n'avait présenté aucun texte l'an dernier).

— par l'absence de luttes étudiantes nationales cette année

— mais surtout par les carences des militants révolutionnaires qui ont bien souvent abandonné tout travail dans le syndicat quand ils ne l'ont pas tout simplement déserté.

Et pourtant, ce travail syndical demeure indispensable et risque de le devenir plus encore dès la prochaine rentrée, car le nouveau gouvernement ne manquera pas de poursuivre et d'accroître l'œuvre entreprise par Faure et autres Fontanet et donc de nous donner des raisons supplémentaires de le combattre sur le terrain de l'Université.

LESAGE



QUAND LES BUREAUCRATES S'INTERESSENT AUX JEUNES

Quelques 2500 jeunes travailleurs ont été réunis le 14 juin dans le cadre des Assises nationales de la jeunesse C.G.T. Sous le regard protecteur d'une bonne partie de la direction confédérale, plusieurs dizaines de jeunes militants syndicaux ont ainsi pu prendre la parole, exposer leurs problèmes voire leurs doléances à l'égard de l'appareil.

Certes, ce ne fut guère un véritable débat. Les interventions ne se répondaient pas l'une à l'autre et d'une façon quelque peu surprenante, les responsables présents se sont bien gardés d'apporter une quelconque réponse aux multiples problèmes évoqués. Des problèmes parfois aussi brûlants que l'avortement libre et gratuit y compris pour les mineurs, les droits démocratiques pour les appelés, les augmentations uniformes ou les 35 heures, spontanément abordés par nombre d'orateurs.

Pas de réponses donc, pas plus que de décisions précises en aucun domaine, la direction se contentant d'affirmer qu'elle avait bien enregistré ce « riche débat » et qu'elle en tiendrait compte. Comment ? C'est une autre affaire. Mais le fait mérite d'être souligné : cette réunion était placée sous le signe de la liberté d'expression.

POURQUOI DE TELLES ASSISES ?

Lors de la C.E. du 9 janvier, abordant le problème du recrutement, Ségué faisait part d'une progression trop faible du recrutement (0,5 % de progression moyenne sur le plan national) et invitait la C.E. à « réfléchir aux meilleurs moyens de sortir de ce qui paraît bien être une routine, une sorte d'accoutumance à une situation anormale ».

Le problème est, en effet posé par le très fort rajeunissement de la population travailleuse en France, le plus fort en Europe. Chaque année, quelques 174 jeunes travailleurs remplacent 100 travailleurs de 55/65 ans. Dans certains secteurs, la moyenne d'âge est déjà extrêmement basse : inférieure à 30 ans dans les banques, près de 23 ans dans l'électronique.

Un tel afflux est un réel sujet d'inquiétude pour les bureaucrates. Les jeunes travailleurs ne les reconnaissent pas spontanément comme leurs représentants. Au contraire même, peu attirés au départ par le syndicat, rebutés par l'image de marque bureaucratique et stalinienne du couple CGT-PCF, ils constituent une « proie » facile pour la CFDT réputée plus « ouverte » et au-delà, pour le nouveau PS.

Une « table ronde » publiée dans « Le Peuple » du 16 F2VRIER EST R2V2LATRICE A' CET 2GARD. On peut y lire :

« Les jeunes nous voient d'un œil un peu particulier comme des gens qui représentent une institution qui fait un peu partie du système » (Allamy)

« On constate un décalage entre ce qu'est réellement notre organisation et ce que sont les réalités du monde du travail » (René Buhl)

DES REMEDES BUREAUCRATIQUES

Bien entendu, cette prise de conscience des bureaucrates ne va pas jusqu'à remettre en cause leur ligne. Il ne leur vient pas à l'esprit qu'à force de contribuer à « casser des luttes », ils ont même construits cette image de la CGT. Ce que propose le sommet de l'appareil c'est seulement de renouveler les cadres, c'est-à-dire de rajeunir l'appareil intermédiaire ou petit.

Autrement dit, chercher à intégrer à l'appareil de nouvelles couches de militants ; un ravalement de façade en quelque sorte. Et pour cela, rompre avec l'image de marque monolithique traditionnelle, particulièrement repoussante pour la jeunesse. Ce sera donc l'opération sourire des Assises de la jeunesse : aucun sujet n'est tabou, tout le monde peut donner son avis, formuler des critiques, etc. De toutes façons, ça ne se traduira pas par des propositions d'action...

Cette opération « portes ouvertes » de l'appareil n'est évidemment pas dissociable de la politique de large rassemblement du PCF. A l'heure où l'on propose des alliances de plus en plus à droite, à l'heure où l'on promet de la démocratie comme d'autres du « social », le PCF se doit d'effacer toute trace de son image stalinienne.

Ce étant, la marge de manœuvre des bureaucrates reste très étroite dans une période de radicalisation et de combativité croissante de la classe ouvrière. Toute ouverture démocratique réelle porte en germe le risque de ne plus pouvoir maîtriser ce qui se passe dans les sections et les syndicats de base. Or les perspectives de la direction CGT-PCF sont claires : pas question d'un 3ème tour social à la rentrée !

C'est ainsi qu'il faut comprendre le discours de clôture de Ségué lors de ces Assises. D'une part, menacer, devant une salle enthousiaste, un gouvernement en sur-sis qui pourrait jurer à affronter plus tôt que prévu une échéance électorale. De l'autre, fustiger les « Chefs de file du gauchisme » qui ont favorisé la victoire de la réaction.

Malgré les limites de ce « tournant » illustrées récemment par l'exclusion de notre camarade cheminot Lafontaine, les militants révolutionnaires doivent s'en saisir pour faire pénétrer plus avant leurs perspectives dans le mouvement syndical. Un forum sans conclusions, au niveau central, ne présente guère de risques pour les bureaucrates. Mais de véritables débats au niveau local peuvent se traduire en perspectives d'action, en une meilleure prise en charge par le syndicat ou la section des intérêts et aspirations de la jeunesse travailleuse. Prendre appui sur le premier pour impulser les seconds, telle est la conclusion que tireront les travailleurs révolutionnaires de ces Assises.

C.H.

Points chauds

BORDEAUX : LA SSO OCCUPEE

La Signalisation du Sud-Ouest (signalisation routière et sérigraphie), 170 personnes, en majorité des OS, des salaires dérisoires, des conditions de travail épouvantables. Le patron de cette entreprise a annoncé qu'il allait déposer son bilan. Le 11 juin une manifestation a eu lieu en ville avec les travailleurs de Tachon et du FJT, eux aussi en grève. Le soir même, le tribunal de commerce ordonne la liquidation judiciaire : 30 grévistes, présents discrètement dans la salle, se rendent aussitôt à l'usine et commencent l'occupation. Avec le matériel même de l'usine ils tirent des macarons pour populariser leur lutte. La grève s'organise. Les décisions sont prises en AG, matin et soir. Des commissions ont été constituées pour la cantine, la popularisation, le lien avec les autres conflits. Un comité de soutien à la SSO s'est créé jeudi dernier.

MARSEILLE : 3è GREVE AVEC OCCUPATION DANS L'ENFANCE INADAPTEE

A Sanderval, une partie importante du personnel est entrée en lutte pour la réintégration immédiate d'un militant CFDT licencié, la garantie de l'emploi, et l'amélioration des conditions de travail. Ils restent dans les locaux, maintiennent la prise en charge des enfants, mais organisent le blocage du fonctionnement administratif, empêchant la direction de toucher le prix de journée.

Elle a d'ailleurs réagi à sa façon : coupure de téléphone, refus de livrer les repas aux gosses, pression sur les familles pour qu'elles les retirent des mains « criminelles » des « grévistes-aventuriers ».

Un comité de soutien s'est créé qui prépare, sous la direction des grévistes et avec l'UD-CFDT, un meeting de popularisation de la grève.

Envoyer des télégrammes de solidarité à : Annexe Sabderval, 121 Avenue Clot-Bey 13 008 Marseille.

CP Michel d'Alverny 3 164 50 Marseille (mention : Clot-Bey)

AIX : ÇA BOUGE DANS LES GRANDS MAGASINS

Depuis un mois les grèves mettent en échec les patrons des grands magasins d'Aix-en-Provence. Aux « 4 Dauphins », la grève a obligé en une semaine le patron à concéder plus de 100 F d'augmentation. Forts de cette victoire, ce sont maintenant plus de 200 travailleuses du centre Euromarché rebaptisé « Eurosalaire à bon marché » qui sont en grève depuis le 15 juin. Les grévistes luttent contre les salaires de misère (de 1020 à 1090 f) pour 40 heures, réclament 300 F d'augmentation, 600 F de prime de vacances, et la parité des salaires Paris-Provence. Elles luttent aussi contre le maintien d'une partie du personnel à temps partiel, alors que le manque de personnel est évident et que les cadences deviennent insupportables. Elles luttent aussi contre les contrats de 3 mois qui n'offrent aucune garantie, pour les libertés syndicales, contre les brimades incessantes envers les délégués CGT (dans une autre grande surface, une travailleuse vient d'être licenciée pour avoir voulu créer une section syndicale).

Jusqu'à aujourd'hui le patron n'a proposé que 45 F d'augmentation, mais accumule les attaques contre les grévistes, rappelle le personnel en congés payés, embauche du personnel « de secours » pour briser la grève. L'inspection du travail attend pour intervenir que soit fait un constat d'huissier.

Face à ces attaques, un piquet de boycott du magasin est mis en place et la solidarité est organisée dans les entreprises et sur la ville.

Aix-en-Provence, le 19
Correspondant

MAINTIEN DE L'EMPLOI SOS



MURET (31) : UN MORT CHEZ LACROIX

Le 13 juillet, mourait à l'hôpital Purpan, un ouvrier brûlé par tout le corps en manipulant de la poudre. Il travaillait depuis 19 ans aux établissements Lacroix, qui fabriquent des feux d'artifice et des explosifs en tout genre.

Cette usine, elle a déjà fait parler d'elle dans la région : accusée par le Canard Enchaîné de fabriquer des bombes à billes, elle est surtout connue des habitants de Muret par le bruit impressionnant des essais. L'an dernier le quartier Nord fut secoué par une explosion survenue — heureusement — un dimanche : les vitres du CES et des HLM avaient été soufflées, des blocs de béton arrachés et projetés. Quand on pense qu'il est question d'installer une école maternelle non loin de cette paisible entreprise !

Cette fois-ci, avec la mort de Joseph Coffe, c'est tout un silence qui doit être définitivement levé sur les conditions de sécurité dans l'usine. Ce ne sera pas facile : il n'y a pas de section syndicale dans l'usine, et la municipalité de droite ne fera rien pour lever la chape de plomb qui pèse sur cette usine. Mais trop de questions demeurent sans réponse, il faut que toute la vérité soit faite sur cet accident.

Correspondant

VICTOIRE A IGLA

Après 4 jours et demi de grève, les travailleurs de IGLA à Nanterre, viennent de remporter une importante victoire. Dans cette usine de 50 employés, il n'y avait pas de vestiaires, pas de sanitaires. Le patron refusait d'accorder des bleus des travail et des gants nécessaires dans le travail du papier. On y travaillait 11 heures par jour pour des salaires fort maigres. Les conditions de sécurité n'étaient pas respectées puisque des camions de 11 tonnes transportaient jusqu'à 17 tonnes de papier.

Il n'aura fallu que 4 jours et demi de lutte avec piquet et participation démocratique à la grève pour que le patron cède.

Une idée de la victoire : avant un ripage travaillant 80 heures gagnait 1450 F. Aujourd'hui pour 50 heures, il reçoit 2000 F, 4 jours de grève seront payés. Désormais la négociation se poursuit à propos de l'indexation des salaires sur le coût de la vie et pour l'obtention du 13ème mois.

Cette lutte soutenue par l'UL-CFDT et le CDVDI a reçu l'aide des travailleurs de la Margoline. A l'annonce de la victoire de l'IGLA, CDI, une usine de Pierrefitte a aussitôt pris contact avec elle afin d'envisager pour elle, à son tour, la possibilité d'une grève.

Une preuve de plus que la combativité et la solidarité sont payantes.

RECTIFICATIF

La rédaction de « Rouge » prie ses lecteurs de bien vouloir excuser les erreurs typographiques qui ont rendu les exemples chiffrés de l'article « Questions sur l'échelle mobile » strictement incompréhensibles. Bien entendu, nos lecteurs auront rectifié d'eux-mêmes : il s'agissait simplement d'appliquer une « règle de trois » aux salaires d'un ouvrier et d'un cadre.

**POUR VOS VACANCES —
UNE SEULE SOLUTION :**

INTER-EUROPE

22, rue Gay-Lussac (5^e)

325. 36.96



COUP D'ETAT AU NORD YEMEN

● Pour la troisième fois en 12 ans, l'armée prend le pouvoir à Sanaa, capitale de la République arabe du Yemen. L'intensification de la lutte entre forces réactionnaires et révolutionnaires dans le Sud de la péninsule arabique constitue la toile de fond de ce putsch.

REPUBLIQUE BLANCHE ET REPUBLIQUE ROUGE

Le Yemen est aujourd'hui divisé en deux États. Au nord, la République arabe du Yemen (Sanaa), au sud la République démocratique et populaire du Yemen (Aden).

En septembre 62, l'armée renversait l'Iman (chef spirituel et temporel) du Nord-Yemen. Le pays avait été laissé dans un état d'archaïsme inimaginable : le taux d'analphabétisation était de 95 %, il n'existait que quelques centaines de kilomètres de route, plus d'un million de yéménites s'étaient expatriés. L'Iman, accaparant les richesses, concentrant le pouvoir, allait jusqu'à interdire tout investissement qu'il soit national ou étranger. Aidé par l'Arabie saoudite et les Etats-Unis, l'Iman El Badr déclencha la guerre contre la République naissante. La petite

bourgeoisie locale, mercantile et usurière, l'intelligentsia, les émigrés et la « plèbe » urbaine rallièrent le camp républicain qui fit appel à l'Egypte pour tenter d'écraser la guérilla des tribus royalistes. Nasser envoya un corps de 40.000 hommes. La fragilité du nouvel appareil d'Etat allait pourtant permettre le succès partiel d'une conspiration royaliste fomentée par l'Arabie saoudite, la guerre continuant à faire rage entre républicains et royalistes.

La situation évoluait parallèlement très vite dans le protectorat d'Aden, les Anglais étant contraints d'évacuer le territoire en 67 au terme d'une lutte armée acharnée. 2 ans plus tard, un processus de radicalisation quasiment unique dans les pays arabes amenait l'aile gauche du F.L.N. sud-yéménite au pouvoir, celle-ci défendant un programme se réclamant ouvertement du « socialisme scientifique ».

Pendant ce temps-là au Nord-Yemen la situation ne cessait de se dégrader, les royalistes marquant des points sur le plan politique et militaire. La fin du siège de Sanaa sera suivi d'une répression sanglante envers les membres des syndicats et des partis politiques. C'est alors le triomphe de la « République des Cheiks » qui marque un compromis entre les tribus royalistes et la coalition d'éléments hétérogènes favo-

nable à la pénétration capitaliste.

Le retour au pouvoir des royalistes, dans les structures du nouvel appareil d'Etat « Républicain » coïncide avec des vagues de répression d'une férocité inouïe, décapitations et crucifixions se succèdent sur les places publiques. Sur le plan extérieur, l'Arabie saoudite utilisant des mercenaires royalistes nord-yéménites va multiplier ses attaques contre « le régime athée d'Aden ». Une guerre financée par les USA et l'Arabie Saoudite, engageant l'Etat nord-yéménite, se soldera par la victoire totale des milices paysannes Sud-yéménites. Le niveau de vie baisse régulièrement au Nord, tandis que les différentes tendances sont plus divisées que jamais. Le Cadi Iriani prônant la « conciliation » tente d'utiliser la corde du nationalisme yéménite, tandis que l'armée, entièrement autonome et financée directement par l'Arabie saoudite et le camp belléciste ne rêve que de prendre leur revanche sur le Sud-Yemen. Les organisations terroristes d'extrême-droite se développent à côté du pouvoir. L'une d'elles Sabaa (escadron de la mort) est créée par Al Hamichi, actuel chef du putsch.

Conjointement l'unification des deux Yemen, projet populaire au Nord comme au Sud au travers desquels passaient tous

les antagonismes politiques est sans cesse reculée. L'affrontement est inévitable entre un appareil d'Etat faible et divisé, profondément impopulaire et une armée relativement structurée, soutenue par l'Arabie saoudite qui compte s'en servir dans sa lutte contre le régime Sud-yéménite. En aidant au renversement le 13 juin du Cadi Iriani, l'Arabie saoudite a provisoirement gagné. Elle devra pourtant résoudre les contradictions au sein du camp réactionnaire Nord-yéménite.

Les chefs de l'armée qui ont « salué les martyrs de l'Egypte qui ont aidé leurs frères yéménites » savent très bien que leur pouvoir repose en grande partie sur celui des chefs de tribus royalistes, tribus dont ils sont pour la plupart eux-mêmes issus.

La coalition réactionnaire aura aussi à compter avec les organisations de résistance yéménites qui depuis 68 se sont développées dans de nombreuses régions du pays. Globalement, ce coup d'Etat est la marque de la redistribution de certaines alliances qui s'opèrent dans l'Orient arabe. Après s'être appuyé prioritairement sur Israël, l'impérialisme U.S. cherche à développer de l'Egypte à l'Iran en passant par l'Arabie saoudite une couronne d'Etats réactionnaires.

Un partage des tâches semble s'être opéré dans la région, l'Iran intervenant à présent massivement contre l'héroïque guérilla des populations du Dhofar tandis que l'Arabie saoudite par l'intermédiaire du Nord-Yemen renforce sa pression contre Aden.

Face à cette coalition contre-révolutionnaire grandissante, nous devons comprendre l'enjeu :

Soutien à la résistance au Nord-Yemen !

Soutien aux combattants du Dhofar !

A bas l'agression de l'impérialisme contre la République Démocratique du Sud-Yemen !

Maria LEVANT, Alexandra DASTARAC



Bengale

REPRESSION EN INDE

■ La lettre ci-dessous montre l'étendue de la répression exercée par le régime d'Indira Gandhi. Confronté à des problèmes sociaux qu'il ne peut résoudre, à une combativité qui s'est exprimée en core récemment par 12 jours de grève générale, (voir Quotidien Rouge), le gouvernement indien tente de déstructurer toutes les oppositions radicales. Cette répression massive doit être dénoncée

Solidarité avec les prisonniers politiques d'Inde !

Chers camarades

Je suppose que vous connaissez le développement de la situation politique. Nous avons en Inde, dans diverses prisons, plus de 32 000 prisonniers politiques. Dans l'ouest Bengale seul il y en a 20 000 (chiffre admis par le gouvernement local). 13 de ces prisonniers sont condamnés à mort par la loi bourgeoise. Ils peuvent être pendus d'un jour à l'autre.

2000 personnes tombent sous l'« acte de maintien de la Sécurité Intérieure » (MISA). Ils peuvent être maintenus en prison pour une durée indéfinie. Enfin 1000 personnes sont déjà déportées, mises en prison à vie ou pour une longue période. Parmi le reste certains vont passer devant les tribunaux mais beaucoup restent enfermés sans y passer.

Les amis politiques sont en prison depuis 1967 et depuis. Ils vivent dans des conditions horribles. Beaucoup souffrent de maladies. Et vous savez peut-être qu'ils sont systématiquement battus. Déjà il y a eu plusieurs personnes incarcérées qui ont péri dans 14 prisons différentes.

Maintenant ces prisonniers politiques (en général Naxalistes) ont commencé une grève de la faim (dans 3 prisons) depuis le 17 mai 1974 au Bengale de l'ouest. Ils avancent 13 revendications dont le thème principal est : être traités en prisonniers politiques, c'est-à-dire avoir de bonnes conditions d'hygiène, une nourriture et un

habillement acceptables, le droit de lire des livres et des journaux, pouvoir voir leur famille au moins une fois par semaine.

Pour soutenir ce mouvement l'association pour les droits démocratiques (APDR) organise une grève de la faim à proximité des prisons depuis le 29 mai à Calcutta. Notre organisation (la Ligue Communiste) participe à cette initiative.

Nous espérons votre soutien, des initiatives de votre part en vue de dénoncer les incarcérations.

Avec nos meilleurs sentiments révolutionnaires,

Fraternellement :
S. Banaigee

(membre du BP de la section indienne de la Quatrième Internationale)

le 9-6-74

Oman

COMMUNIQUE DE PRESSE

■ A l'occasion du neuvième anniversaire de la révolution en Oman, sous la direction du Front Populaire de Libération d'Oman et du Golfe Arabique, les organisations sous-signées dénoncent avec la plus extrême vigueur l'agression militaire iranienne en cours depuis 5 mois contre les régions libérées du Dhofar. Elles condamnent la guerre actuelle dirigée contre les populations civiles : bombardements des villages et des puits, destruction systématique des cultures et du cheptel, blocus économique visant à réduire le peuple à la famine.

Elles savent que dans cette région stratégique le régime fasciste du chah d'Iran n'est que le fondé de pouvoir de l'impérialisme US, ennemi commun des peuples iranien et arabe.

Elles saluent les conquêtes sociales de la révolution du 9 juin qui a permis au peuple d'Oman de sortir de l'arriération féodale où l'agression impérialo-iranienne voudrait le replonger.

Elles soutiennent la lutte des révolutionnaires et du peuple d'Oman qui font aujourd'hui échec aux tentatives de liquidation impérialistes et sont ainsi un exemple pour tous les peuples en lutte de la région.

Elles affirment leur soutien total avec la lutte de libération du peuple d'Oman et leur détermination à développer en France toutes les actions de solidarité nécessaires, et en particulier la dénonciation du rôle croissant de l'impérialisme français dans la région.

COMITE PALESTINE-YEMEN-GOLFE ARABIQUE, COMITE INDOCHINE PALESTINE, UNION DES ETUDIANTS IRANIENS EN FRANCE, AL CHARARA, ASSOCIATION DES TRAVAILLEURS D'ORIGINE MALGACHE, FRONT DES MOUVEMENTS DE TRAVAILLEURS IMMIGRES, REVOLUTION AFRIQUE, POLITIQUE HEBDO, FRONT COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE, ORGANISATION COMMUNISTE REVOLUTION, PARTI SOCIALISTE UNIFIE, PARTI SOCIALISTE UNIFIE MAINTENU, POUR LE COMMUNISME.

Transmis par le Comité Palestine Yémen Golfe Arabique

Boite Postale N° 20
75661 PARIS CEDEX 14
CCP 2131.50 PARIS

L'Irlande du Nord connaît aujourd'hui une situation particulièrement tendue. L'évolution de la situation ne peut laisser indifférents les marxistes révolutionnaires pour lesquels les progrès du mouvement révolutionnaire dans la dernière des colonies en Europe, jouent un rôle clef, non seulement pour la révolution irlandaise, mais aussi pour l'avenir du mouvement révolutionnaire en Grande-Bretagne.

C'est dans ce contexte que nos camarades de l'International Marxist Group (IMG, section britannique de la Quatrième Internationale) ont entamé un débat permanent avec les deux branches de l'IRA : l'IRA officielle et l'IRA provisoire. La scission entre les deux branches qui s'est opérée en 1969 était un effet de la politisation et de la radicalisation croissante de l'IRA. Les divergences portaient en fait (même si cela était ressenti confusément) sur la nature de la révolution irlandaise (révolution socialiste ou démocratique) et la stratégie révolutionnaire à mettre en place qui en dépendait (révolution permanente ou révolution par étapes).

Michael Waterford, un des dirigeants de l'IRA provisoire prend nettement position en faveur d'une révolution socialiste anti-bureaucratique.

En commençant aujourd'hui la publication de l'interview qu'il nous a accordée, nous avons conscience d'apporter une contribution à la diffusion des idées des révolutionnaires irlandais et au débat qui les traverse. Cette interview a été réalisée en Irlandais, puis traduite en Anglais et enfin en Français.



Les représentants de l'IMG prennent leur tour pour porter le cercueil de Michael Gaughan.

Quelle est la situation en Irlande après la grève des protestants et l'échec des accords de Sunningdale ?

APRES LA GREVE DES PROTESTANTS



L'IRA Provisoire dans le cortège funèbre.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que les accords de Sunningdale consistaient en des propositions fondées sur deux hypothèses : que l'armée britannique vienne à bout de l'IRA et que les ultras protestants se retrouvent isolés au sein de leur communauté. Dès lors, il y avait la possibilité d'une solution de compromis qui aurait donné quelques droits civiques aux catholiques et permis la constitution d'une coalition permanente des partis catholiques et protestants ayant accepté la solution britannique.

Ces hypothèses étaient fausses. L'armée n'a pu infliger de défaite à l'IRA. Au début de l'année, cela semblait encore possible mais, au mois de mars, il y a eu une remontée fantastique de l'activité militaire de l'IRA provisoire. La preuve a été faite que l'IRA continuait d'exister et de fonctionner.

Quels sont les objectifs du gouvernement britannique en Irlande à présent ?

Il faut comprendre ce que le gouvernement britannique veut faire en Irlande. A partir du moment où il a décidé de rentrer dans le Marché Commun, il a voulu restructurer les relations du pouvoir en Irlande et l'intégrer dans l'économie britannique. Il pensait qu'il était nécessaire de réaliser certaines réformes en Irlande du Nord.

Fondamentalement Sunningdale représentait le sommet de ce processus, mais

Angleterre

LEUR « 21 JUIN ».

Samedi 15 juin, le Front National anglais et divers fascistes prétendaient manifester à Londres contre une décision des travaillistes, amnistiant les délits d'immigration. Divers mouvements de gauche et d'extrême-gauche ripostèrent aussitôt en appelant à se rassembler à Red Lion Square.

Alors que des accords précis avaient été passés avec la police, cette dernière fit donner la cavalerie, qui chargea, sabrant les anti-fascistes. L'un de ceux-ci, Kevin Gately, fut ainsi assassiné, frappé à la tête par les forces spéciales anti-manifestations.

Contre une campagne de presse ignoble, nous accusons aujourd'hui de ce meurtre les Special Patrol Group, créé en fin 72 dans l'unique but d'attaquer les piquets de grève et les manifestations.

Nos camarades de l'IMG (section anglaise de la Quatrième Internationale) ont répondu à ce crime par une campagne sans précédent, demandant la dissolution des corps spéciaux de police et la mise en place d'une commission d'enquête constituée par les organisations ouvrières. Ils dénoncent dès maintenant la manifestation des fascistes et de l'ordre d'Orange prévue cet été.

Drapeaux de l'Union Jack au vent, les fascistes du Front National avaient défilé samedi sous la protection bienveillante de la police.

Ces mêmes individus qui manifestaient en ce début de week-end contre « l'immigration sauvage » n'avaient pas hésité quelques années auparavant à susciter des pogroms anti-pakistanaïes. Pour cela, ils s'aidaient de jaunes déclassés surnommés skin-heads (têtes rasées).

Cette manifestation était donc intolérable.

« REPENDRE TOUT DE SUITE »

« Libération » est à l'origine de la

contre-manifestation. Ce mouvement (ex-mouvement pour la liberté dans les colonies) est largement soutenu par l'aile gauche de la bureaucratie syndicale et par conséquent par le Parti Communiste anglais. A Libération s'étaient joints l'IMG et l'IS (International Socialist).

Pour « Libération » et le PCA, il s'agissait avant tout d'une démonstration pacifique donc surtout pas d'armes. La suite des événements devait prouver à quel point le refus de la moindre auto-défense était criminel.

Alors qu'au cours des pourparlers bilatéraux police-responsables de la manifestation un parcours avait été

soigneusement tracé, les autorités prirent sur elle de le changer. Tandis que cédant aux flics les responsables de « Libération » acceptaient de s'éloigner ainsi des fascistes, la grande majorité des anti-fascistes refusa l'ordre de la police.

Ce fut alors la charge à cheval. Tandis que ceux-ci piétinaient les premières lignes des manifestants, leurs cavaliers, avec une férocité inouïe, frappaient les têtes du plat des sabres.

Kevin Gately fut ainsi assassiné. Le lendemain Scotland Yard devait utiliser comme argument les droits que confère à la police la Schrewbury Conspiracy Trials, un décret qui permet aux forces de l'ordre de charger n'importe qui n'importe quand, lorsqu'il y a une menace quelconque.

Les manifestants se reformèrent aussitôt pour tenter de se diriger vers le Front National.

Ce fut une nouvelle charge de la police avec la dernière des brutalités, protégeant ainsi les nazis du Front National. Les manifestants anti-fascistes organisèrent l'auto-défense harcelant les flics. Mesure qui empêcha vraisemblablement d'autres meurtres.

MAINTENANT

L'IMG, dans un communiqué de presse, devait dénoncer cette répression comme étant la plus brutale depuis 1920. Elle révèle aux yeux de la population anglaise, ce qu'est en réalité la pseudo-neutralité de la police britannique. Cette répression, c'est surtout le fait des forces de l'ordre qui ont fourbi leurs armes au cours des dernières années dans les affrontements avec la classe ouvrière (Schrewbury, mineurs, métallos...)

Ainsi, le Special Patrol Group créé

spécialement pour briser les piquets et les manifestations. 8 Pour cette raison, l'IMG demande la dissolution du SPG

— P' Ainsi la special Branch, police politique, créée pour lutter contre les « groupes subversifs » (IRA, extrême-gauche)

— Pour cette raison, l'IMG demande également la dissolution immédiate de al SB.

Devant cette masse de faits accablants pour la police, le gouvernement travailliste qui se dit de gauche acceptera-t-il de traduire les responsables du meurtre de Kevin en justice ?

Pour les révolutionnaires, la leçon des affrontements de samedi est claire : désormais ce serait du suicide que de manifester les mains nues contre une police qui n'hésite pas à se conduire en boucher.

Contre les fascistes du Front National, il n'est pas question de baisser les bras. A leur racisme infâme, la réponse des anti-fascistes sera celle de samedi : celle de la rue.

Kevin Gately a payé de sa vie le fait d'accomplir son devoir de révolutionnaire. Il sera vengé. Libre à « Libération » d'accuser certains « groupes » de provocation et de baisser les bras. Pour les révolutionnaires, l'anti-fascisme et l'anti-racisme ne souffrent aucun compromis. Ainsi, le FRONT National et l'ordre d'Orange ont annoncé une nouvelle manifestation pour . L'IMG prend acte et a déjà appelé l'extrême-gauche à riposter.

DISSOLUTION DES BRIGADES SPECIALES
COMMISSION D'ENQUETE DES ORGANISATIONS OUVRIERES SUR LE MEURTRE DE GATELY
INTERDICTION DE LA MANIFESTATION FASCISTE DU FRONT NATIONAL ET DE L'ORDRE D'ORANGE.

cela reposait sur l'hypothèse d'une coalition permanente en Irlande du Nord entre un parti soutenu par les catholiques et un parti soutenu par les protestants.

Les britanniques espéraient que ce parti protestant serait l'« Alliance Party », lors des dernières élections l'armée britannique collait ses affiches, quand les élections se sont déroulées, il était clair que les protestants n'allaient pas voter « Alliance ». Les britanniques ont donc constitué une coalition fondée sur le Parti Unionniste de Faulkner et le SDLP (Social Democratic Labour Party) qui dispose d'une assise dans la communauté catholique.

Quelles sont les revendications des deux communautés ?

Dans la communauté protestante, il y a eu pendant 50 ans, voire plus, un accord général sur l'importance de l'Union entre la Grande-Bretagne et l'Irlande, de même sur le maintien de la domination protestante.

Du côté catholique, il y a également deux revendications principales : l'unification de l'Irlande et l'égalité des droits civils en Irlande du Nord.

La Grande-Bretagne a essayé d'obliger chaque communauté à choisir entre leur deux revendications. Si l'on faisait dire aux protestants que le maintien de l'Union était le plus important, cela permettait de les faire entrer dans une coalition avec des catholiques désirant avant tout l'obtention des droits civiques. Telle devait être la base des accords de Sunningdale, mais les catholiques n'ont pas voulu choisir entre les droits civiques et l'unification de l'Irlande.

Le même problème se pose différemment dans la communauté protestante, structurée en pyramide : les aristocrates, la bourgeoisie, la petite-bourgeoisie, la classe ouvrière, la petite-bourgeoisie rurale, le lumpen-prolétariat. Sur le problème du choix entre l'Union et la domination protestante, la ligne de scission passe au milieu des couches moyennes.

Les couches supérieures préfèrent l'Union, les autres le maintien de la domination protestante dont dépendent leurs privilèges matériels.

Malgré cela, les britanniques ont réussi à avoir une majorité au niveau du vote pour Sunningdale. Cependant, cela n'aurait marché que si l'IRA avait été battue et si les catholiques avaient mandaté le SDLP pour qu'il se rende.

l'IRA ne fut pas battue. Les succès de l'IRA ont renforcé dans la communauté protestante les courants insistant d'abord sur la domination. Ainsi au moment des élections britanniques, Whitelaw, l'ancien « gauleiter » de l'Irlande du Nord était contre la tenue de ces élections. Pour des raisons de politique intérieure, Heath a dû les tenir : sur douze sièges à pourvoir, les ultra-loyalistes en ont gagné onze. Cela ne reflète qu'imparfaitement leur force car les catholiques étaient divisés.

Peux-tu expliquer les origines de la grève ?

La majorité des protestants dans cette situation pensait que l'assemblée en Irlande ne correspondait plus à ce qu'ils voulaient. Ainsi, il y a eu la grève. Il y a quelques mythes dans la gauche sur cette question. Certains disent que, puisque la forme de lutte ressemble à une lutte prolétarienne, c'est une lutte prolétarienne. Cela est ridicule. Il n'est pas vrai que la majorité des travailleurs soutenait cette grève au début. A Holland an Wolfe, la plus grande entreprise d'Irlande du Nord, les loyalistes annonçaient dans les meetings que les voitures des non-grévistes seraient brûlées. Ailleurs des gangs d'orangistes allaient d'usine en usine chasser les travailleurs.

L'armée britannique n'a rien fait pour protéger ceux qui voulaient aller travailler. Le PC a organisé une marche pour le retour au travail, avec en tête un dirigeant du mouvement syndical britannique. Il n'y eut que 200 personnes. La raison était simple, les organisations para-militaires, fascisantes avaient dressé des barrages. Quand ils ont vu que l'armée ne faisait rien contre eux, il y eut une réaction en chaîne chez les protestants. Tandis que l'armée britannique refusait de démanteler les barricades, à Derry les travailleurs catholiques devaient traverser le quartier protestant pour aller au travail. L'armée britannique est venue défendre les barricades pour empêcher les travailleurs catholiques d'aller au travail. Il faut comprendre qu'en fait, il n'y avait pas une grève mais deux. Il y avait la grève d'une fraction des travailleurs protestants avec les ultras qui l'imposaient et une grève de l'armée qui refusait d'obéir aux ordres du gouvernement social-démocrate.

C'est une tradition dans les relations entre la Grande-Bretagne et l'Irlande que, le gouvernement capitule.

Notes internationales



NIXON AU PROCHE-ORIENT

La tournée de Nixon au Proche-Orient avait deux buts : le premier était de confirmer de la manière la plus officielle la reprise de contrôle de la situation locale par l'impérialisme américain. Le second était de redorer à des fins internes le blason de Nixon, très décrépi après les scandales de Watergate. Cette tournée n'apporte rien de neuf sur la stratégie développée par l'impérialisme US depuis la rupture intervenue entre l'Égypte et l'URSS après la venue de Sadate au pouvoir.

1) Il apparaît que les bourgeoisies arabes réintègrent le giron de l'impérialisme conséquemment à la disparition du nassérisme, au démantèlement de ses alliances. C'était la condition nécessaire pour qu'en retour les américains fassent pression sur les dirigeants sionistes afin qu'ils procèdent à des concessions. (KQGKRBxnmfzsfSLjresfu passé, les directions bourgeoises de chaque côté étant directement et en commun sous la tutelle de l'URSS.

2) Cette situation a pu être obtenue par la désorganisation et même la destruction de la résistance palestinienne, cette dernière avec l'appui des masses arabes, intervenant de manière autonome contre le jeu de l'impérialisme et des bourgeoisies arabes dans la région. Ceci acquis, il ne restait plus pour les dirigeants américains et arabes qu'à se mettre d'accord sur des miettes à accorder aux dirigeants palestiniens afin de les aider à calmer les masses palestiniennes, c'est-à-dire les désarmer, et rentrer dans le rang. La phase suivante est d'obtenir l'accord des dirigeants sionistes sur ce qu'il faut accorder aux palestiniens, à la direction de l'organisation de Libération de la Palestine (OLP)/El Fatah. C'est ce qui reste

à discuter. Les points en litige portent sur le statut de la Jérusalem arabe et de la création ou non d'un état palestinien crouillon coincé entre la Jordanie et Israël.

3) Hormis les palestiniens pour qui la lutte ne sera pas arrêtée par les accords cyniques qui ont été signés dans et sur leur dos, grâce à une direction palestinienne qui a intégré le camp des gouvernements arabes, ce sont les soviétiques qui font les frais de l'évolution vers l'impérialisme des bourgeoisies arabes. Si au travers de la Syrie engagée dans la guerre du Golan qui a cessé récemment, l'Union Soviétique maintenait une présence rendue nécessaire par l'effort de guerre syrien, son influence dans la région est de plus en plus réduite, du fait même de la disparition des tensions. Elle n'est plus utile aux gouvernements arabes dits progressistes, qui ont capitulé un par un. Une présence minimale sera seulement requise, l'aide économique et certains armements étant toujours nécessaires.

4) L'élément nouveau de cette situation est l'existence d'un plus grand nombre de révolutionnaires conscients des tâches à accomplir, qui ont vécu le nassérisme et la faillite des illusions qu'il colportait. Qui ont vécu les limites de la résistance palestinienne et sa défaite. La révolution arabe reste à construire.

18 juin
G.V.

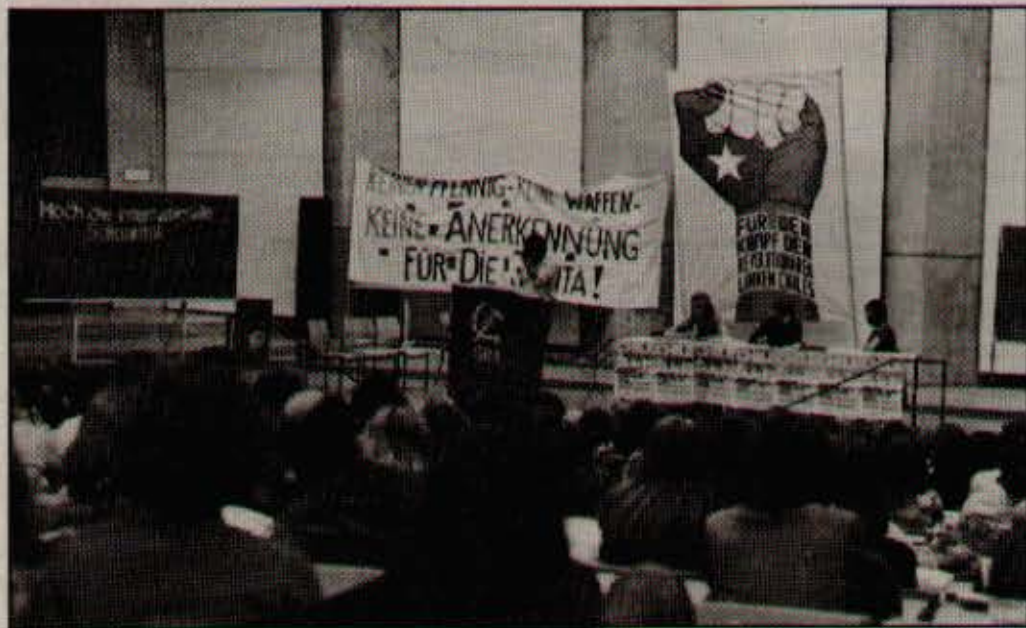
LES ENVOYES DE PINOCHET EN VISITE OFFICIELLE A BUCAREST I

L'Agence Tass annonce sans la moindre pudeur que le ministre de l'industrie de la junte fasciste chilienne vient d'effectuer une visite à Bucarest (Roumanie), où il s'est entretenu avec M. Patsan, vice-président du Conseil des ministres et ministre du commerce extérieur et M. Almasson, ministre des mines, du pétrole et de la géologie. Le communiqué précise qu'un **protocole de coopération a été signé à l'issue des entretiens.**

Il n'y a pas si longtemps, le PCF menaçait de mobiliser dans la rue à l'annonce d'un meeting fasciste où L. Villarin devait prendre la parole. J.M. Cathala, secrétaire national des J.C. publiait un communiqué avertissant d'éventuels représentants de la junte chilienne que s'ils mettaient le pied sur le sol français, celui-ci leur brûlerait sous les pieds.

A Bucarest pour les émissaires de Pinochet, l'on déroule sans doute les tapis rouges.

Encore une fois, Cathala, va avoir du pain sur la planche s'il veut répondre aux questions que l'on pourrait se poser à la J.C.



1000 participants au meeting de la section allemande de la Quatrième Internationale à Berlin



Intervention du « Comité Chili » au stade olympique pendant le match RFA-CHILI

R.F.A.

CHILE SI JUNTA NO

Vendredi dernier à Berlin, 1300 camarades des comités Chili de Berlin et des organisations d'extrême-gauche, ont scandé ce mot-d'ordre durant le match RFA-Chili. Malgré un énorme dispositif policier et des fouilles systématiques, ils avaient pu pénétrer dans le stade avec des banderoles, dont une, immense, portant ce mot-d'ordre. Il y a eu un accrochage avec les flics qui arrachaient une banderole « Pinochet assassin », le C de Pinochet étant entrelacé avec une croix gammée... Les accrochages n'allèrent pas plus loin l'essentiel pour le gouvernement *Oues-Allemand étant que tout paraisse calme... à la télé le match était retransmis en direct au Chili !

L'équipe de caméramen avait été changée impromptu 20 minutes avant la retransmission, et triée sur le volet. Exemple d'objectivité : lorsque les militants scandèrent des mots d'ordre en Chilien, se terminant par « venceremos » « le commentateur expliqua : « vous entendez des supporters chiliens venu de leur pays, qui, malgré le retard d'un but de leur équipe, ne désespèrent pas et la soutiennent jusqu'au bout ». Le sport est au dessus de la lutte des classes !

Le soir même, un meeting du GIM à la fan avec Tariq Ali, regroupa mille personnes.

D'autres manifestations étaient prévues pour cette semaine et bien évidemment les militants se préparaient à retourner au stade pour un nouveau match : Chili-RDA qui a une signification politique supplémentaire, un pays dit socialiste acceptant sans sourciller de rencontrer l'équipe chilienne. Situation embarrassante pour le KDP pro-Moscou (PN allemand) qui a été totalement absent des manifestations de soutien à la résistance chilienne à Berlin... le fair-play sportif sans doute, pas de politique sur les stades... sauf au Chili, camarades supporters de la coexistence pacifique.

ESCADRONS DE LA MORT ET TORTURE EN RFA

Le 21 mai à trois heures du matin, soixante hommes armés jusqu'aux dents, habillés en blue-jeans, pénétrèrent à Munich dans une maison de Schwabing, quartier d'artistes et d'étudiants. Sans prévenir, ils tirent une rafale de mitraillette à travers la porte d'un appartement, les balles passent à cinq centimètres de la tête d'un locataire. Un autre locataire, Dieter Gunter JENDRIAN ouvre la porte de sa chambre, surpris par les coups de feu, il s'écroule aussitôt, mortellement touché par une rafale de mitraillette. Ces hommes qui assassinent froidement en pleine nuit des citoyens endormis, sont des membres des brigades spéciales de la police allemande, chargées de la lutte « anti-terroriste ».

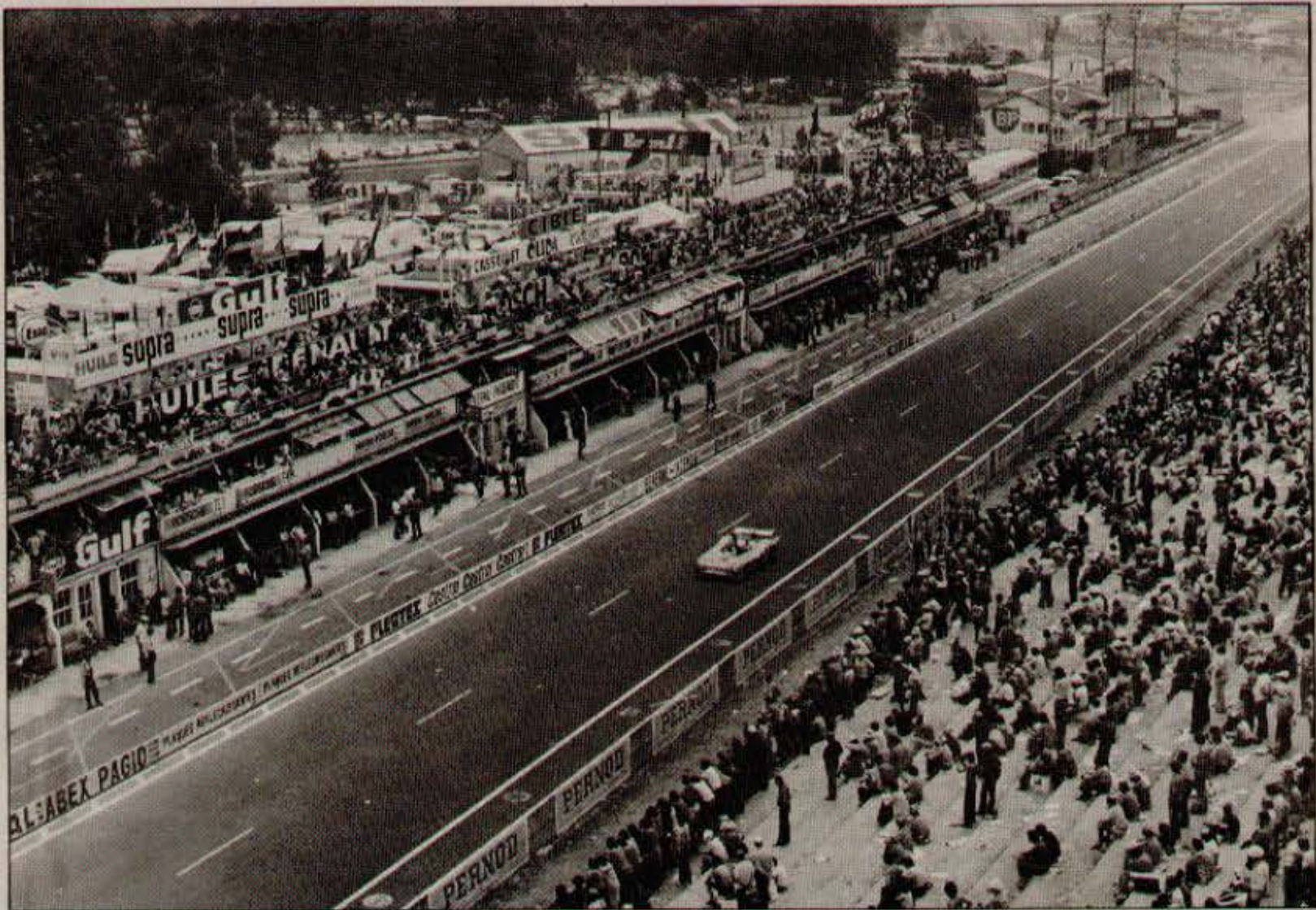
Gunter JENDRIAN n'était pas un gauchiste, il était même connu pour ses idées modérées : la police prétend qu'il aurait hébergé pendant quelques temps, un militant emprisonné pour attaque de banques avec motivations politiques.

Comme au Brésil, en Uruguay, les laquais de l'impérialisme ouest-allemand n'hésitent pas à exécuter ceux qui, de près ou de loin, sont soupçonnés d'avoir aidé ceux qui luttent en pratiquant la guérilla urbaine.

Comme la torture des prisonniers politiques, exécution scientifique lente, planifiée, cette mesure fait partie de la lutte mondiale du système impérialiste contre ceux qui le combattent.

COMITE CONTRE LA TORTURE DES PRISONNIERS POLITIQUES EN RFA
Paris, le 30 mai 1974.

une course en or massif



les vingt-quatre heures,
piédestal publicitaire
maximum pour faire
rayonner le nom
d'un vainqueur, d'une marque,
afin d'assurer un carnet
de commandes plein.

La course des 24 heures du Mans, est une institution. Depuis plus de cinquante années ! Des ministres en ont donné le départ et Pompidou lui-même se déplaça pour l'épreuve du Cinquantenaire en 73. Henry Ford en personne, le patron de la 2^{ème} fabrique mondiale de voitures mondiales, est venu aussi en 66 ou en 67 donner le départ. Et d'autres encore que la mémoire a oublié, leur rendant le statut de leur vérité.

Le Mans était il y a quelques décennies une manifestation annuelle de la pulsion fanatique et aventurière de conquérants de l'inutile, souvent fortunés pour qui « faire-Le Mans » était un remède à leur inexistence. Peu à peu et de manière irréversible la fonction du Mans s'est affirmée. La justification officielle est fautive qui dit : Le Mans est le banc d'essai des voitures de tous les jours, des équipements électriques, des freins, des moteurs etc. La justification réelle est ailleurs : le piédestal publicitaire maximum pour faire rayonner le nom d'un vainqueur, d'une marque, afin d'assurer un carnet de commandes plein.

Le Mans traduit fidèlement l'évolution des courses automobiles. Lieu de concentration de foules considérables, toutes inféodées à la mystique du sportif héros coincé dans son cockpit exigu où il frôle la mort, rompu aux risques d'une rupture mécanique ou d'une défaillance physique.

Un modèle de célébrité. Riche, adulé, hors du commun. Et pourtant il ne fait que reproduire à un degré supérieur la relation aliénée, de la domination de la voiture sur la grande masse des humains. Il fallait donc rentabiliser Le Mans, cette plus grande course du monde comme dit la Télé, comme disent les rubriques sportives des canards cocorico.

C'est cette relation à l'automobile en général, aux courses automobiles en particulier, que les services de recherche de marchés des grandes fabriques d'automobiles ont compris et ont voulu, logiquement, exploiter : c'est-à-dire inscrire dans les formes modernes du marketing, de l'organisation des ventes, des promotions publicitaires.

Très rapidement ont disparu les petits ateliers de construction de voitures de course. Les gros ont tout pris, mais ont gardé les étiquettes : ainsi Ferrari cache Fiat, Porsche cache Volkswagen, Alpine est Renault, Matra est Simca. Des nouveaux appliquent une politique identique tels de grands pétroliers : Gulf qui finance son écurie, Elf qui s'écrit en très gros sur d'autres écuries. Ford vent seul directement. Les japonais sont là, tout neufs, sans passif, exotiques. Derrière Yamaha il y a le plus gros fabricant non américain du globe : Toyota et aussi Honda qui se suffit à lui-même.

Tout ne serait pas dit si on ne mentionnait pas aussi la marque fortement nationaliste appliquée aux machines.

Les gouvernements se sont emparés à leur tour des courses automobiles. Depuis longtemps déjà, mais maintenant plus qu'avant.

Déjà, dans les années 30, Hitler s'occupait directement du financement et des résultats de Mercedes et d'Auto-Union. De son côté Mussolini suivait de près les évolutions de Lancia et Alfa Romeo. Sur les circuits européens les premières victoires d'Hitler par Mercedes interposées répandaient une image sérieuse du national-socialisme. Les quatre victoires consécutives d'Alfa-Romeo au Mans dans les années 30 prouvaient le bien fondé de la conquête de l'Ethiopie par Mussolini.

Cette politique, commerciale, ou nationaliste repose sur les mêmes intérêts impérialistes. Il s'agit d'utiliser la course comme support de l'industrie nationale : une victoire = preuve de la qualité des produits de la France, du Lichtenstein, du Groenland, etc.

Ainsi Matra est l'expression concentrée du gaullisme cocardier, nationaliste, qui a financé de A à Z un plan de construction de voitures de course mis entre les mains d'un constructeur, Matra, lié corps et âme à la politique d'armement de haute technologie du gaullisme. Qualité de la technique française ! Et puis, il reste à faire le détail de l'entreprise, faire agraffer la Légion d'honneur sur le ventre bien payé de ces pilotes qui au volant de ces merveilleuses, vont porter la technique et l'image de la France sur les circuits du monde entier.

QUI SONT LES PILOTES ?

La loi du sport dans nos sociétés bourgeoises est dictée par le souci de la rentabilité la plus immédiate tant sur le plan financier que sur celui de l'intoxication idéologique. Les pilotes des voitures de course donnent à plein dans le système. Ils expriment crûment l'individualisme de la recherche de la réussite personnelle à tout prix. Ils sont payés des sommes dépassant celles des grandes vedettes du cinéma. Certes, il faut payer le risque, ou plutôt s'attacher ces trompe-la-mort par l'argent.

Chacun des pilotes d'un certain renom « appartient » à une série d'employeurs qui sont une marque d'essence (Elf, Shell, B.P., Texaco...), une marque de cigarettes (Marlboro, Gitanes, etc.). Comme pour les coureurs cyclistes, les contrats font chaque année les champions, les chefs d'équipe. Une truanerie féroce, une loi de la jungle domine ce petit monde qui fait le tour de la terre deux à trois fois l'an. Les accidents des uns permettent l'avancement des autres.

Il faut des tués, cela fait monter les primes. Un chantage réciproque entre les pilotes et les employeurs ne cessent de jouer : il évolue de plus en plus en faveur des financiers du fait de l'augmentation du nombre des candidats au volant et de

l'extrême limitation des possibilités de réussite. Il faut se vendre. Le brésilien Fittipaldi vent du Café Do Brasil quand il tourne à Monza, le français Beltoise et ses semblables affichent pour « Gitanes » quand ils tournent au Mans. Gloire sans pareille, elle retombe sur le genre humain en une généreuse intoxication. Qu'importe, Pescarolo a reçu de Pompidou la Légion d'honneur. Mais cette mystification commence à s'effriter. Le public du Mans a mal apprécié la « sortie » des Matra. Le P.D.G. de Matra, Jean-Luc Lagardère lui a répondu sèchement qu'il devait se contenter du spectacle qu'on lui offrait. En juin 1968, un mois après la bonne crise, il fallut absolument organiser les 24 heures du Mans, faire revenir le bon peuple aux jeux du cirque. Pour les pilotes, la lutte de classe ne pénètre pas sur le circuit : seulement la lutte des pétroliers, des marchands de pneus, d'huile, tout ce que les pays arabes ne doivent à aucun prix arrêter. Nixon est allé tout régler au Proche-orient : Pescarolo pourra encore gagner au Mans l'année prochaine et la Marseillaise retentir ! A l'année prochaine.

G.V.

Je désire prendre contact avec Rouge



NOM.....

ADRESSE.....

Age.....Profession.....

Lieu de travail (facultatif).....

Rouge
hebdomadaire d'action communiste

ARGENT :
A L'ORDRE
DE ROUGE
CCP: 25043 88
PARIS

Directeur de publication :
Henri Weber
Les articles signés n'engagent
pas nécessairement le point
de vue de la Rédaction.

10, imp. Guéméné - Paris 4 -
téléphone 272 88 96 ou 272 68 82

tarif des abonnements

	la france		l'étranger	
sous pli	ouvert	fermé	ouvert	fermé
un an	90	150	110	190
six mois	45	75	55	90

par avion : écrire à ROUGE
Seules les demandes d'abonnement
accompagnées de leur règlement im-
médiate sont prises en considération.
Pour tout changement d'adresse, join-
dre 1fr.50 et la dernière bande.

Impression :
L'AVENIR GRAPHIQUE - PARIS

SOUTENEZ « ROUGE »

abonnez-vous

Je désire m'abonner à Rouge

NOM.....

ADRESSE.....

Abonnement choisi.....